CENTRE IRIS
Université du Maryland
College Park, Etats-Unis

PN-ABN-650
81540

USAID/N'Djamena
N'Djamena
République du Tchad

Le Secteur Privé Tchadien
Rapport de Synthèse

Préparé par:

Roger Jantio et Russell Nicely
du
Groupe Sterling International
Washington, Etats-Unis

Novembre 1992

Table de Matières

		No. Page
I.	Introduction	1
II.	Diagnostic du Secteur Privé tchadien	2
2.1	Les Principaux Facteurs d'Influence	2
	2.1.1 Surmonter l'héritage colonial	2
	2.1.2 Le Conflit armé	3
2.2	Les Caractéristiques du Secteur Privé Tchadien	4
	2.2.1 Un secteur Privé peu développé	4
	2.2.2 Les politiques quasi-libérales du secteur privé	4
	2.2.3 Les principales composantes du secteur privé	5
	2.2.4 La décomposition du secteur privé tchadien	5
	2.2.5 Activité industrielle dominée par le public	6
	2.2.6 Les ressources naturelles dominées par le pétrole	6
	2.2.7 Le formel et l'informel	7
	2.2.8 Les liens commerciaux internationaux	9
III.	Les Freins à l'activité entrepreuneriale	9
3.1	Les Freins Relevant de la Situation Economique	9
	3.1.1 Les conditions macro-économiques difficiles	9
	3.1.2 L'insolvabilité et l'illiquidité des finances publiques	11
	3.1.3 Le déficit des finances publiques	12
	3.1.4 La fraude douanière	13
	3.1.5 L'étroitesse et l'isolement du marché intérieur	14
	3.1.6 Un pouvoir d'achat faible	15
3.2	Les Freins Relatives au Manque de Ressources	16
	3.2.1 L'insuffisance de l'infrastructure physique	16
	3.2.2 Un faible taux d'investissement	17
	3.2.3 La faiblesse du secteur financier	17
	3.2.4 Les insuffisances des moyens de communications	19
3.3	Les Contraintes légales, réglementaires, et judiciaires	21
3.4	Les Contraintes Relatives à l'Efficacité du Capital Humain	22
	3.4.1 Le bas niveau de l'éducation	23
	3.4.2 Le manque de main-d'oeuvre qualifiée	24
	3.4.3 L'accroissement de la population active	24
IV.	CONCLUSION	25
4.1	Les Réformes institutionnelles	25
	4.1.1 Le cadre légal, réglementaire et judiciaire	26
4.2	Un reforme fiscale et commerciale	27
4.3	La fourniture de biens publiques	28
4.4	La nécessité d'un stabilité politique	29

ANNEXES:

Les Tableaux et graphiques

Bibliographie

I. INTRODUCTION

Au cours de son histoire post-coloniale, le secteur privé tchadien a été caractérisé par sa capacité à résister aux difficultés extrêmes. Le Tchad, un des pays les plus démunis du monde, a beaucoup souffert de son passé mouvementé. Situé au coeur de l'Afrique, enclavé, ce pays a une grande diversité de paysages et de peuples. A cause des conflits politiques et des handicaps naturels du Tchad, tout progrès économique se révèle particulièrement difficile. L'espérance de vie, l'éducation, la santé sont en dessous des normes, même africaines. L'absence d'infrastructures développées contribue pour beaucoup à isoler le Tchad des marchés et flux commerciaux. Les systèmes légaux et politiques peu fiables entretiennent le malaise économique du fait de leur inefficacité et leur manque de prévisibilité.

Pour un grand nombre de tchadiens, le seul moyen de survivre en ces périodes de troubles économiques et d'instabilité politique, est d'occuper une activité dans le secteur privé, tant formel qu'informel. Les agents du secteur privé varient du petit commerçant opérant au coup par coup, aux entités para étatiques, quasi privées, qui constituent l'essentiel du secteur formel. Entre ces deux extrêmes, on trouve le négociant accompli, engagé par exemple dans le commerce frontalier du bétail de façon non réglementée et traditionnelle. D'une manière générale, le secteur privé demeure relativement sous développé et opère selon des normes traditionnelles et coloniales héritées des années de pratique dans le commerce régional. Les attaches au marché global proviennent principalement de rapports et coutumes établis durant l'ère coloniale.

De l'avis général, le Tchad doit revitaliser le secteur privé pour établir un développement soutenu et prospère de la nation. A cette fin, le gouvernement tchadien a, conjointement avec bailleurs de fonds, les agences bilatérales et multilatérales, commencé le processus de promotion du secteur privé. Ainsi en fin mai 1991, un séminaire national sur ce sujet s'est tenu à N'Djamena et a réuni des hommes d'affaires tchadiens, des autorités du gouvernement, des représentants d'institutions internationales et ceux des pays partenaires. Les représentants du gouvernement se sont engagés à soutenir la non-ingérence de l'Etat dans l'économie. Cet engagement a été salué par les représentants du secteur privé et par les bailleurs de fonds. Les opérateurs économiques ont fait des recommandations pour mettre en oeuvre cet objectif, en se basant sur les travaux des cinq sous-commissions qui avaient été établies pour préparer le séminaire.

Les recommandations préconisaient une réduction du poids de l'Etat dans l'économie et de son rôle en tant qu'acteur économique, et plus singulièrement la limitation du champs de ses actions administratives, légales, réglementaires et fiscales. Le principe étant que toute action gouvernementale doit encourager, plutôt qu'empêcher le développement économique et l'épanouissement du secteur privé par des interventions lourdes et arbitraires.

Comme partie intégrante du processus de développement et de promotion du secteur privé tchadien, une table ronde sectorielle a été proposée comme une étape qui permettrait de faire le point et de définir un cadre de mesures institutionnelles spécifiques favorable à la épanouissement du dit secteur. C'est pour préparer cette table ronde que le gouvernement du Tchad a mise en place un Haut Comité et une Cellule Technique d'Appui (CTA).

Dans le cadre de la préparation de la table ronde qui doit se tenir à N'Djamena les 11 et 12 décembre 1992, ce rapport a pour but de servir d'outil de synthèse, regroupant des informations diverses telles que des données et observations complètes sur l'environnement dans lequel opère les opérateurs économiques. Par ailleurs, le présent rapport a servi de référence au cours d'une série de séances de travail entre l'équipe de consultation et la CTA.

II. DIAGNOSTIC DU SECTEUR PRIVE TCHADIEN

2.1 Les Principaux Facteurs d'Influence

2.1.1 SURMONTER L'HERITAGE COLONIAL

L'état relativement sous-développé du secteur privé tchadien est le résultat de plusieurs facteurs qui perdurent depuis de nombreuses années. D'une influence notable sont des facteurs tels que l'obsolescence des infrastructures et du complexe éducatif, un système fiscal regressif, supporté par un code administratif désuet et encombrant, qui s'auto-entretient. Les troubles politiques des années post-coloniales ont laissé le secteur privé dans un état de sous-développement et de sous-investissement en capital physique. L'économie n'a pas connu de développement industriel significatif, le secteur secondaire

représentant que 15% du PIB.[1] Le souci constant des gouvernements tchadiens successifs d'accroître les ressources pour accélérer développement les a conduit à des taux d'imposition élevés, à une réglementation arbitraire du secteur formel, et à la création d'entreprises para-étatiques, accentuant ainsi les difficultés économiques du secteur privé.

2.1.2 LE CONFLIT ARME

De nombreuses années de violents conflits ont instauré un climat régit par la loi du plus fort, et aujourd'hui marqué par des abus commis par des para-militaires non-supervisés. Le commerce et les échanges commerciaux traditionnels, tissés au fil des ans, demeurent les domaines d'activités économiques les plus fiables pour les opérateurs économiques. Prendre part au commerce international moderne est pratiquement impossible du fait du coût élevé des transactions. Les participants du secteur privé formel sont restés très méfiants, ne s'engageant que dans des activités sûres et informelles. Aucun investissement à long terme ne se fait dans une économie ravagée par la guerre civile.

Le Tchad a été convulsé par d'incessants conflits armés tout au long de son histoire, et plus récemment depuis 1979. L'absence d'un climat de paix a créé un vide pour le développement du secteur privé. Ce vide a été en partie comblé par la création d'entreprises publiques et para-publiques qui opèrent dans des secteurs les plus importants de l'économie (coton, tabac, bière, etc). L'esprit d'entreprise qui a permis à un grand nombre de tchadiens de survivre, au cours de ces périodes agitées doit être encouragé. Sans cela, le Tchad restera embourbé dans une situation économique difficile.

[1] D'après les données fournies à l'équipe de l'IRIS au cours d'entretiens avec les autorités tchadiennes. N'Djamena, Juillet 1992.

2.2 Les Caractéristiques du Secteur Privé Tchadien

2.2.1 UN SECTEUR PRIVE PEU DEVELOPPE

Le secteur privé tchadien reflète les principaux Caractéristiques du pays. En effet, le Tchad est pauvre et isolé, et compte parmi les pays les moins avancés du continent. Il dépend d'une économie très limitée, basée sur l'agriculture et l'élevage de bétail. L'aide extérieure est la source principale de financement des projets de développement. De plus, elle contribue régulièrement au budget d'investissement et de fonctionnement de l'Etat. En 1989, le transfert unilatéral de l'aide extérieure représentait approximativement de 62% du Produit Intérieur Brut (PIB), contre 84% de 1988.

2.2.2 LES POLITIQUES QUASI-LIBERALES DU SECTEUR PRIVE

Depuis l'indépendance, les divers gouvernements tchadiens ont mené une politique quasi-libérale à l'égard de l'entreprise privée en encourageant sur le principe l'investissement privé et en permettant le rapatriement des profits. C'est ainsi que malgré ses difficultés, le Tchad a, depuis 1986, bénéficié d'investissements directs étrangers de l'ordre de $10.67 millions de dollars[2]. Néanmoins, l'investissement public représente le gros de la formation brute de capital fixe, le secteur privé ne contribuant que pour 0.5% du PIB en 1990.[3] Les gouvernements successifs sont devenus des acteurs économiques par circonstance, dans le but de protéger ce qu'ils ont appelé les "intérêts vitaux de la nation et la sécurité nationale". Contrairement à certains pays africains, l'intervention du gouvernement dans la vie économique n'était pas nécessairement motivée par des raisons idéologiques. Ce sont les besoins additionnels de revenus fiscaux pour payer le fonctionnement et les investissements du gouvernement qui ont incités l'Etat à devenir plus régressif dans son imposition et plus actif dans l'économie par le biais des entreprises publiques. Il reste que les orientations libérales des gouvernements ne se sont pas traduit par une libéralisation complète de l'économie. En effet, l'appareil juridique et administratif demeure une entrave important au développement de la libre entreprise.

---

[2] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators",1992, p.70 (see Exhibit A 17).

[3] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators", 1992, p.25

2.2.3 LES PRINCIPALES COMPOSANTES DU SECTEUR PRIVE

Les domaines dominants du secteur privé sont l'agriculture et l'élevage de bétail. La croissance économique et le développement du Tchad sont directement liés à la performance de ses deux secteurs qui ont constitué 38% du PIB en 1990, et employé 75% de la population active masculine, et près de 85% de la population active féminine.[4] La production et l'exploitation de matières premières, ou les services impliqués dans l'un de ces processus, sont l'occupation de la majeure partie de la population active du secteur privé. Des installations de productions modernes sont groupées à N'Djamena et dans le sud du pays, essentiellement Moundou et Sarh. Le coton est le produit principal du Tchad. L'élevage de bétail, en particulier des bovins, dans un cadre principalement traditionnelle et informel suit en termes de poids économique. Enfin la pêche est un secteur potentiellement important de l'économie bien qu'elle est pratiqué de façon artisanale et dominé par des méthodes de production, de transformation et de commercialisation traditionnelle.

2.2.4 LA DECOMPOSITION DU SECTEUR PRIVE TCHADIEN

Le secteur privé tchadien peut être decomposé en quatre catégories: 1) des entreprises publiques et para-publiques, qui bénéficient de l'essentiel des crédits bancaires et de marchés protégés, souvent en partenariat avec des intérêts privés français; 2) des commerçants, marchands, négociants, manufacturiers, transporteurs, et autres patrons de petites et moyennes entreprises qui constituent la majorité du secteur privé formel; 3) les opérateurs du secteur informel, inexistant légalement, inquantifiable, évoluant constamment dans l'ombre et composé de nombreux opérateurs anciennement formels qui se recyclent ou des petits revendeurs à la recherche de moyens de subsistance quotidienne; 4) les paysans faisant des cultures de subsistance ou de rente, les bergers, les négociants de bétail, et les pêcheurs du lac Tchad, du Chari, du Logone, et autres rivières.

[4] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators" (Washington, DC: PNUD/Banque Mondiale, 1992). p.285

2.2.5 ACTIVITE INDUSTRIELLE DOMINEE PAR LE SECTEUR PUBLIC

Dans le secteur industriel, la transformation de produits agricoles représente le gros de la production. Le sucre, le textile, les huiles comestibles, le savon, les produits à base de tabac, les boissons non alcoolisées, la bière, les viandes dépecées, et les équipements agricoles sont les principaux produits fabriqués au Tchad. Les entreprises publiques et para-publiques comme COTONTCHAD, SONASUT, MCT, etc..., produisent l'essentiel de ces produits. Le secteur privé informel quant lui joue un rôle actif dans la production des biens industriels et essentiellement dans des domaines tels que la production d'outils agricoles, de biens de consommation courants, de vivres et d'ustensiles de ménage simple ainsi que la restauration.

2.2.6 LES RESSOURCES NATURELLES DOMINEES PAR LE PETROLE

D'autres éléments importants du secteur privé inclus le commerce de la gomme arabique, produit grâce à des méthodes artisanales, et exportée en l'état brut et non transformé. La gomme arabique pourrait jouer un rôle important dans la promotion des exportations du Tchad, ce d'autant plus qu'il existe sur la place des exportateurs privés qui ont réussi à dénicher des marchés extérieurs. Leur succès pourrait être consolider avec la mise en place de politiques de simplication du processus d'exportation des produits agricoles.

Au delà de la gomme arabique, le pétrole et le natron ont sont appelés à avoir de impact positif sur la balance commerciale du Tchad. Le natron est produit dans aux environs du Lac Tchad et dans la préfecture de Wadis de Kanem. Il est pour l'instant commercialisé par la voie traditionnelle d'abord sur le marché local où il est utilisé à des fins aussi variées que le tannage des peaux, la production du savon, l'alimentation du bétail, etc...[5] Le natron est surtout exporté quasi-clandestinement au Nigéria.

[5] Thomas Collelo, ed., "Chad, A Country Study" (Washington, DC: Library of Congress, 1990), p.11.

Le pétrole quant à lui a été découvert près du Lac Tchad et dans le sud du pays. Un financement de la Banque Mondiale permettra la construction d'une mini-raffinerie à Sédigui qui sera relié à N'Djamena par une pipeline. Le but de cette construction est d'assurer l'autosuffisance énergétiques du Tchad, qui réduirait ainsi le déficit de la balance commerciale. En effet le coût des importations pétrolières a représenté près de 10% du PIB dans le passé.[6]

Un consortium regroupant les compagnies pétrolières américaines, Exxon, Shell, et Chevron détiendra 49% du capital de SEERAT (Société d'Etude et d'Exploitation de la Raffinerie du Tchad), société qui sera chargée de l'exploitation de la raffinerie. Le reste des actions de SEERAT est détenu par le gouvernement du Tchad. La SEERAT vient ainsi accroître le nombre d'entités publiques au Tchad. Dans le cadre du programme de désengagement de l'Etat, des négociations seraient en cours pour la revente d'une partie du capital de la SEERAT, détenu par le consortium américain, à la société française Elf Aquitaine.

2.2.7 DEUX COMPOSANTES PRINCIPALES: LE FORMEL ET L'INFORMEL

Comme dans la plupart des économies africaines, le secteur privé tchadien comprend deux sous-secteurs: le formel et l'informel. Ces deux secteurs se comportent différemment sur le marché, et leur contribution respective à la production nationale varie. Chaque segment du secteur privé répondant à sa façon et souvent de manière non optimale à l'environnement économique et politique.

[6] Banque Mondiale, "Country Briefs" (Washington, DC: Banque Mondiale, DEC. 1990), p.72.

Le secteur formel tchadien est le moins important en terme d'emploi et en terme de contribution au PIB.[7] Les quatorze premières entreprises du secteur formel tchadien employaient 4551 personnes en 1990.[8] Ce secteur est en grande partie constitué d'entreprises publiques et para-publiques dans lesquelles le gouvernement et des investisseurs privés ont une participation. Le secteur formel est le premier contribuable du pays ce du fait de la facilité que les services des impôts ont pour contrôler leur activité. CotonTchad, entreprise publique productrice de coton est une illustration parfaite de ce phénomène. La croissance et décroissance due aux fortunes économiques de CotonTchad a un impact majeur sur les recettes du gouvernement. En effet l'industrie cotonnière contribue pour 20% du montant des recettes fiscales.[9] Au cours de la première moitié des années 1980, la détérioration de la performance de CotonTchad a eu de sérieuses conséquences sur les revenus du gouvernement tchadien.

En marge du secteur formel, il y un grand nombre de personnes physiques et quasi-morales, opérateurs économiques privés qui font partie du secteur informel. Dans l'environnement économique et politique actuel du Tchad, un opérateur économique acquiert une avantage compétitif de poids en travaillant hors de portée du système légal et réglementaire mise en place par l'Administration Publique. Des études conduites ces dernières années ont déterminé que ce secteur contribue de façon significative à l'économie où plus des deux tiers du PIB sont d'origine traditionnelle.[10] Pour maintenir cette performance, le secteur informel essaie au mieux d'être aussi invisible que possible pour le gouvernement, qui n'hésiterait pas à imposer davantage dès qu'elle aurait un moyen efficace de collecte d'impôts directs sur ce secteur. Le manque à gagner en recettes fiscales que le secteur traditionnel impose au gouvernement est sans doute combler par l'efficacité de sa participation à l'effort de production et de distribution de biens et services à la population.

---

[7] Jean François Hennart, "The Informal Sector in Chad" (College Park, MD: IRIS Center, University of MD, 1991), p.22; originally from: Henry Penhuis, "La Promotion du Secteur Informel Tchadien: Bilan Diagnostic et Propositions d'Appui," BIT, 1990.

[8] Ibid, p.26, Table 6.

[9] Banque Mondiale, "Country Briefs," p.68.

[10] Hennart, "The Informal Sector in Chad," p.4; originellement de: Henry Penhuis, "La Promotion du Secteur Informel Tchadien: Bilan Diagnostic et propositions d'Appui," BIT, 1990.

2.2.8 LES LIENS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

Les liens économiques du secteur privé avec l'extérieur sont de deux types: les activités traditionnelles avec les pays avoisinants et les nouvelles relations avec les grands pays industrialisés et la Chine. La France occupe une place de choix aussi bien pour les exportations que les importations, avec près de 52% des importations et 16% des exportations tchadiennes en 1990. [11] L'Allemagne (ex-Fédérale) a été le principal débouché des exportations tchadiennes en 1990 avec une part équivalent à 24% de la valeur des produits exportés.[12] Des pays voisins tels que le Cameroun, le Nigéria, et la République Centrafricaine occupent eux-aussi des places de choix dans le commerce officiel avec le Tchad. Le Nigéria est la destination principale des flux commerciaux officieux de l'élevage et de la pêche.

Le Tchad, Etat-nation, a toujours eu une balance commerciale déficitaire en partie du fait de mauvaises récoltes cotonnières, des difficultés de commercialisation de produits, et de l'accroissement constant des ventes de produits d'élevage et de pêche hors des circuits officiels. L'ampleur de ce commerce agricole international officieux n'est pas recensée avec précision; il est cependant substantiel et représente un manque à gagner pour les recettes fiscales de l'Etat.

III. LES FREINS A L'ACTIVITE ENTREPREUNERIALE

3.1 Les Freins Relevant de la Situation Economique

3.1.1 LES CONDITIONS MACRO-ECONOMIQUES DIFFICILES

Le climat économique actuel au Tchad est caractérisé par des tentatives de progrès constamment contraintes par de problèmes récurrents qui freinent toute croissance positive nette. Depuis 1987, le Tchad a connu une croissance réelle, quoique irrégulière de son

---

[11] The Economist Intelligence Unit, "Cameroon, CAR, Chad Country Profile 1991 1992" (London: Business International Limited, 1992), p.75.

[12] Ibid.

PIB. Le déficit soutenu de la balance commerciale, les faibles entrées des recettes fiscales, et le taux négatif de l'épargne intérieure limitent la capacité du gouvernement à consolider cette croissance positive du PIB. Le taux d'inflation est resté relativement bas, entre 2% et 3%, et le taux de croissance effectif a atteint le niveau remarquable de 8,4% en 1991.[13] Le taux d'inflation devrait se maintenir autour de 3%, et le taux de croissance effectif de l'économie, atteindre 3,5% en supposant qu'il y ait une amélioration du climat politique.[14] Une croissance stable de la population de l'ordre de 2,7%, résorbe immédiatement tout surplus de production générée par une croissance économique.[15] La consommation par habitant demeure la plus faible en Afrique s'élevant à $224 en 1990.[16] Le PIB du Tchad en terme constant reste loin derrière les autres pays africains avec $993 millions en 1990.[17] De plus, l'instabilité politique des années passées ainsi que la fragilité des institutions politiques et administratives compliquent encore plus une situation économique déjà difficile. Cet état de fait se manifeste par un accroissement des dépenses réelles de l'Etat, ce qui perpétue le déficit des finances publiques et empêche le secteur privé d'avoir accès aux ressources financières que procure un marché de capital local déjà étroit. C'est effet d'éviction financière du secteur privé par le secteur public est l'une des causes principales des difficultés liées à la sous-capitalisation du secteur productif tchadien.

Le taux d'endettement extérieur et l'accumulation des arriérés de paiements de la dette intérieure contribuent à ternir la réputation financière et à mettre en évidence l'insolvabilité du Tchad sur les marchés financiers internationaux. Il reste que le ratio de service de la dette de 9,1%, est relativement favorable compte tenu du fait que la dette extérieure représente 43,8% du PIB[18]. En effet une grande partie de la dette extérieure tchadienne est publique et assortie de conditions libérales.

---

[13] Ibid.

[14] Discussions entre l'équipe de l'IRIS et des officiels de la BEAC, N'Djamena, Tchad, juillet 1992.

[15] PNUD, "Human Development Report 1992," p.s 170 1.

[16] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992, p.33.

[17] Ibid, p. 16.

[18] Ibid.

3.1.2 L'INSOLVABILITE ET L'ILLIQUIDITE DES FINANCES PUBLIQUES

La persistante insolvabilité du gouvernement contribue à créer un climat économique dans lequel les opérateurs économiques ne peuvent s'attendre à aucune mesure d'incitation financière qui les permettraient d'explorer des activités relativement plus risquées et potentiellement plus rentable pour la collectivité tchadienne. En plus d'être laissés à eux mêmes, ces opérateurs, tant formels qu'informels doivent de surcroît être confrontés à la possibilité que le gouvernement consomme une très large part du surplus national, à leur dépens. Du reste la consommation du gouvernement en pourcentage du PIB a été de 22,9 % en 1990, soit l'un des pourcentages les plus élevés d'Afrique Noire (contre 11% pour le Mali, 11,7% pour le Cameroun, 12,9% pour le Burkina Faso, par exemple.)

Les finances publiques tchadiennes sont presque entièrement dépendantes de l'assistance étrangère. Le gouvernement est sous la pression du Fonds Monétaire International pour réduire les dépenses publiques et augmenter les recettes fiscales dans le cadre du programme d'ajustement structurel. Même avec une telle influence, le déficit budgétaire continue d'augmenter année après année, du fait principalement des dépenses militaires. Ainsi, en 1989, les dépenses militaires officielles représentaient 3.8% du PNB et 23% de toutes les importations.[19]

La consommation générale du gouvernement a augmenté sensiblement, passant de 7,8% du PNB en 1982 à 22,9% en 1990.[20] Les faibles revenus, les projets interminables d'infrastructure, les prestations sociales et les besoins de sécurité alourdissent constamment la responsabilité d'un gouvernement qui est déjà largement sur-endetté. Depuis 1987, le déficit des comptes courants a augmenté de 260%.[21] Il est à anticiper que le Tchad reste encore pendant quelque temps économiquement dépendant de la générosité des bailleurs de fonds.

Les dernières tentatives de réduction des arriérés de paiements des obligations du gouvernement qui se sont focalisées sur la diminution des salaires dans la fonction

---

[19] PNUD, "Human Development Report 1992," p.s 166 7.

[20] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992, p.22.

[21] D'après les données fournie à l'équipe de l'IRIS au cours d'entretiens avec les autorités Tchadienne. N'Djamena, juillet 1992.

publique, ont été mal reçues. Des grèves générales de protestation allant parfois jusqu'à 90 jours (en théorie) ont été lancées par les représentants syndicaux des salariées (publics et privées). Bien que ce climat ait contribué à accentuer l'incertitude dans la conduite de toute activité économique, il n'est pas sûre qu'un plan d'ajustement structurel soit aisément mise en oeuvre sans un plan destiné à alléger les effets sociaux sur la population.

La réduction des dépenses publiques et donc du déficit du budget de l'Etat est une des conditions sine qua non du succès d'un plan de promotion du secteur privé. Une telle diminution contribuerait à alléger la pression croissante qui pousse le gouvernement à rechercher toujours plus des sources de revenus, nonobstant l'impact contraignant qu'il peut ainsi créer sur la "poule aux oeufs d'or" qu'est le secteur privé. Ceci supposerait une approche plus rationnelle et incitatrice de la politique fiscale et une réévaluation des coûts et du système de fonctionnement de l'Etat qui prendrait en considération le développement du secteur productif.

3.1.3 LE DEFICIT DES FINANCES PUBLIQUES

Le poids des financements publiques reste un fardeau complexe et gênant pour le développement du secteur privé. Le Tchad possède un des plus faible taux de collecte d'impôt en Afrique avec seulement 9% du PNB en 1989,[22] provenant d'une combinaison des recettes douanières, d'impôts, et d'autres sources non-fiscales. Les revenus du gouvernement proviennent à peu près proportionnellement (1) des taxes sur les biens et services qui procure 29% des recettes fiscales, (2) des taxes sur les revenus et bénéfices générant aussi 29% des recettes, et (3) des revenus non-fiscaux qui représentent 17%.[23] L'aide étrangère, qui représentait 25% du PIB en 1988 [24], permet de faire face au différentiel de financement.

La faiblesse du secteur privé se caractérise par le nombre très limité d'entreprises du formelles. Le secteur formel étant composé essentiellement de sociétés incapables de

[22] Banque Mondiale, "Country Briefs," p.70.

[23] Entretiens entre les équipe de l'IRIS et de la BEAC, N'Djamena, Tchad, juillet 1992.

[24] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992, p.298.

passer dans le secteur informel[25]. Ces entreprises sont très vulnérables et sujettes à de lourds impôts et taxes. Leur petit nombre rétrécie la base imposable et ce faisant alourdie la part d'impôt qui incombe au secteur moderne. La majorité des entreprises du secteur formel sont publiques. Cinq d'entre elles supportent le gros de la fiscalité: CotonTchad, MCT, Brasserie du Logone, STT, et Sonasut. Le poids de la charge fiscale par ordre d'importance est le suivant: les taxes sur le commerce international (importation et exportation), les taxes indirectes, les impôts sur les sociétés, et les taxes sur le chiffre d'affaire.[26]

La part prépondérante de la génération de recettes fiscales de l'Etat repose sur ces entreprises qui ne peuvent se soustraire de l'emprise des agents fiscaux. Il en découle un cercle vicieux qui fait que les faibles entrées fiscales augmentent le besoin de financement du gouvernement, qui est obligé en partie de lever plus d'impôts pour compenser les trous budgétaires; l'augmentation du taux marginal d'imposition pèse essentiellement sur une population fiscale rétréci et incite la partie qui vie en marge de se reconvertir dans le secteur informel pour fuir l'impôt. Cet exode fiscal aggrave le trou initial contribuant dès lors à accréditer l'adage selon laquelle "l'impôt tue l'impôt".

3.1.4 LA FRAUDE DOUANIERE ACCENTUE LE DEFICIT BUDGETAIRE

La fraude douanière au Tchad a un impact direct sur la faible structure financière du budget public. Les recettes douanières ont la possibilité de devenir une source de revenu important au Tchad. Bien qu'une estimation plus approfondie du commerce frontalier reste à faire (une étude est prévue à cet effet par l'équipe IRIS dans le cadre d'un contrat USAID), ce potentiel est pour l'instant inexploité du fait de l'ingérence des militaires et para-militaires ("les combattants") dans la lucrative activité de fraude, c'est-à-dire d'importations des marchandises en franchise illégale des droits de douanes.

La participation des forces militaires et para-militaires depuis 1990 aux postes de contrôles douaniers a conduit à une augmentation significative de déclarations douanières frauduleuses et a diminué les recettes douanières perçues par le Trésor public. La situation est problématique et reste une question hautement sensible et éminemment politique. Le gouvernement a créé une brigade spéciale mixte pour lutter contre la fraude douanière. Une telle solution est subjective et pas objective car son efficacité est limitée et dépend

[25] Hennart, p.s 5 9

[26] Collelo, "Chad, A Country Study," p. 128.

de l'appui politique qui lui sera donné par le niveau plus élevé de la hiérarchie politique tchadienne. Il est plus facile et plus efficace d'entreprendre des mesures d'ordre institutionnelles qui attaquent les causes de la fraude à la base: la question des combattants, ou la reforme d'un appareil juridique fort, défenseur des victimes de la fraude et capable de sanctionner les fraudeurs nonobstant l'appui politique qu'il pourrait avoir, etc. La reforme institutionnelle pourrait aller jusqu'à une sorte de privatisation partielle des services de douanes par l'établissement d'un contrat d'affermage qui permettrait à une société indépendante et audité fréquemment d'avoir la gérance des douanes moyennant une commissions et sous réserve de satisfaire aux exigences d'un cahier de charge clairement défini au préalable. Une telle mesure a déjà été expérimenté avec quelque succès dans un pays comme la Thaïlande.

Le second problème vient du fait que de grands flux de l'activité économique qui passent à travers les frontières n'ont pas pour l'instant été bien estimés. La longueur des frontières tchadiennes avec les pays voisins exclues une présence physique à tous les points de passage. Ceci explique la perméabilité des frontières et facilité l'éclosion du petit commerce d'import-export informel. Cette tentation de contourner les circuits officiels est accentuée par la surévaluation du franc CFA par rapport au naira Nigérian. Le franc CFA est aujourd'hui unanimement considéré comme une monnaie surévaluée. Ce qui pour le cas du Tchad confère un avantage comparatif en termes de prix notable aux produits nigérians, libellés en naira. Généralement, les produits sont achetés au Nigéria avec un fort franc CFA, ramenés au Tchad par le circuit commercial traditionnel qui évite le paiement des droits de douane, et vendus sur le marché local à des prix défiants toutes concurrence de la part des producteurs nationaux tchadiens ou des distributeurs du secteur formel. La perte de parts de marché qui en résulte est une source d'incitation de poids pour le passage du secteur formel au secteur informel. Cette incitation restera valable tant que la parité de pouvoir d'achat d'un bien acheté en naira sera substantiellement supérieur au bien acheté au Tchad en franc CFA.

3.1.5 LA TAILLE DU MARCHE ET SON ISOLEMENT

Le Tchad est frappé par un problème universel en Afrique: l'étroitesse des marchés locaux, leur inefficacité et leur isolement. La dispersion de la population, et l'insuffisance de moyens de transport fiables et bon marché explique l'isolement du marché tchadien. Il n'existe pas au Tchad une demande et un marché de masse permettant les économies d'échelle nécessaires au bon fonctionnement d'un secteur industriel performant. Avec une population de 5,8 millions d'habitants seulement, dispersés sur un vaste territoire, le marché tchadien ne permet pas de développer des activités qui privilégie le coût et la production de masse, comme c'est le cas au Nigéria voisin.

De plus, et malgré de fortes concentrations dans le sud du pays, aucune ville n'est suffisamment dense en elle seule pour constituer un véritable marché de base suffisant pour permettre à un promoteur d'atteindre la taille critique de production. N'Djamena, la plus grande ville a approximativement 600.000 habitants. Trois autres villes ont près de 100.000 habitants chacun: Abeché, Moundou et Sarh. Ces villes ne sont pas facilement accessibles entre elles. Si l'on ajoute à cela la quasi-absence d'infrastructure de base, la modernisation de l'économie est une tâche cornélienne. Relier les marchés existants pour qu'ils fonctionnent comme un grand marché national en vue de permettre une production de masse est un défi. Accroître les liens existants entre les différents marchés tchadiens et ceux des pays voisins est tout aussi difficile pour les mêmes raisons qui entravent l'établissement de liens entre les marchés intérieurs. Le développement des infrastructures à l'intérieur du pays et au long des frontières fait partie d'un programme excessivement coûteux.

3.1.6 UN POUVOIR D'ACHAT FAIBLE

En plus de l'isolement des marchés intérieurs, la faiblesse du pouvoir d'achat au Tchad est une limite à toute activité de production de masse, source de croissance. Avec un revenu par habitant d'à peine $190 en 1989, le développent dynamique de marchés modernes proposant une multitude de biens de consommation accessible au tchadien moyen est extrêmement limité à court et à moyen terme. Le Tchad est un pays pauvre dans lequel la survie au quotidien est l'objectif principal de la majorité de la population. La part du revenu disponible utilisable pour l'achat de produits discrétionnaires est inexistante. Les marchés existants se concentrent sur les produits traditionnels et les produits populaires modernes les plus abordables. Ces produits sont vendus sur les marchés traditionnels et les boutiques. Le faible niveau d'accès à la santé publique et à l'effort social en général influence les actes d'achat de la population, qui privilégie d'abord l'alimentation, les vêtements, l'éducation, les matériaux de construction et dans une moindre mesure les transports. Selon le dernier rapport du PNUD, le tchadien moyen a une espérance de vie de 45.5 années et ne reçoit que 74% de l'apport calorique journalier normal [27].

[27] PNUD, "Human Development Report 1992," p. 130.

3.2 Les Freins Relatives au Manque de Ressources

3.2.1 L'INSUFFISANCE DE L'INFRASTRUCTURE PHYSIQUE

Une des contraintes fondamentales qui affecte la performance du secteur privé tchadien est le faible niveau de développement de l'infrastructure dans le pays. Les services publics, le transport, le système de communication, etc, sont des handicaps majeurs au développement d'un climat des affaires favorable.

C'est ainsi par exemple que l'électricité, un facteur qui permet de mesure la modernisation des infrastructures coûte plus cher au Tchad que dans tout autre pays africain. Un kilo-watt coûte F CFA 100 contre F CFA 16 au Nigéria.[28] L'électricité tchadien est produit par deux centrales électriques à base de pétrole importé. Les communications téléphoniques, les expéditions de courriers, et les voyages sont fort chers, difficiles, et lents. Tout ceci renchérie la structure de coûts des entreprises, réduit leur marge de manoeuvre et augmente leur risque de pertes et destructions des marchandises. De ce fait, les entreprises tchadiennes doivent stocker des quantités très importantes de matières premières et fourniture pour être prêtes à palier à toute pénurie. Ce surplus de stockage renchérit les coûts, et ne garantit pas toujours contre tous les facteurs qui peuvent causés une production irrégulière.

3.2.2 UN TAUX D'INVESTISSEMENT TRES FAIBLE

L'impact financier des désavantages causés au secteur privé tchadien par l'insuffisance de l'infrastructure physique est difficilement quantifiable de façon directe. Par contre, son impact peut être perçu par le faible taux des investissements aussi bien dans le secteur privé et que public. L'investissement intérieur brut représentait 10,3% du PIB en 1990,[29] et de ce total, la majorité, 9,8% a été investie par le secteur public[30], d'origine essentiellement public. Le secteur privé n'y a contribué qu'à hauteur de 0.5% du

[28] The Economist Intelligence Unit, "Cameroon, CAR, Chad country Profile 1991 1992," p.69.

[29] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992, p. 23.

[30] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992, p .24.

PIB en 1990, contre 13,1% au Mali, 8% au Burkina Faso, ou 8,9% au Sénégal.[31] L'investissement intérieur d'origine public n'a été généré intérieurement qu'à 1% du PIB[32]. L'aide étrangère par contre a financé le reste. D'un point de vue conjoncturel, l'analyse de ces données ne poussent guère à l'optimisme à moyen terme. Le taux d'épargne national brut a été négatif pendant plus d'une décennie et l'avenir ne présage pas mieux[33]. Le déficit des comptes courants a augmenté d'à peu près 57% par an pendant les trois dernières années.[34]

3.2.3 LA FAIBLESSE DU SECTEUR FINANCIER

L'état d'appauvrissement du secteur privé tchadien est un des facteurs qui explique au faible taux d'investissement dans ce secteur. Par ailleurs, le secteur financier tchadien est petit et manque de ressources nécessaires pour financer efficacement la croissance du secteur privé.

Le secteur financier est composé de l'agence locale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale et de quatre banques commerciales. Ces établissements ont des capitaux limités, et peu de leurs clients sont capables de remplir les conditions normales d'octroi d'un crédit. Beaucoup d'entreprises privées tchadiennes n'ont pas le capacité, ni les moyens de tenir des états financiers conforme aux normes comptables généralement acceptées. D'autre part le nombre de déposants est limité. Le déposant le plus important est la CotonTchad, qui est par ailleurs le premier emprunteur. La plupart des tchadiens qui pourraient utiliser le système bancaire formel s'en méfient de peur d'être fortement imposé ou de voir leurs dépôts confisqués. L'absence du secret bancaire a, en une période résulté en des taxes spéciales, dites "de guerre", prélevées directement et de façon autoritaire des comptes bancaires des personnes physiques et morales. Cet abus de pouvoir a un impact extrêmement négatif sur la prédisposition du secteur privé à accumulation du capital, source de richesse nationale.

---

[31] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p.25.

[32] D'après les données fournies à l'équipe de l'IRIS au cours d'entretiens avec les autorités tchadiennes, N'Djamena, Juillet 1992.

[33] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," 1992,p.263.

[34] D'après les données fournies à l'équipe de l'IRIS au cours d'entretiens avec les autorités tchadiennes, N'Djamena, Juillet 1992.

La Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) joue un rôle central dans le paysage financier tchadien. Les banques commerciales (Banque Internationale pour l'Afrique du Tchad (BIAT), affiliée à la Meridien BIAO, la Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts (BTCD), affiliée au Crédit Lyonnais, et la Banque Tchadienne de Développement qui vient d'être rehabilitée avec l'aide de le Banque Africaine de Développement (BAD), et la Financial Bank qui vient de s'installer) quant à elles sont dans des états fragiles. Le sort définitif de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Tchad (BICIT), et la Caisse Nationale d'Epargne (CNE) n'ont pas encore été complètement défini.

Le faible taux des dépôts et la concentration des prêts à un nombre restreint d'emprunteurs sont les deux problèmes majeurs auxquels font face les banques et le système financier dans son ensemble. Trois raisons principales expliquent le faible montant des dépôts: (1) jusqu'à la fin des années 1980, les taux d'intérêts réels rémunérant les dépôts étaient négatifs, ne devenant positifs qu'en 1987 au moment où la stabilité politique du pays était à nouveau menacée par la guerre; (2) la faible profondeur financière du Tchad caractérisée par un faible montant de la masse monétaire en comparaison au PIB; et (3) l'absence de confidentialité pour les déposants. A cause de ces problèmes systématiques, la BEAC est le premier déposant au Tchad avec 60% de l'ensemble des dépôts du système financier (dépôts qui ne s'élevaient qu'à 650 millions en 1986).[35]

La deuxième contrainte du secteur financier tchadien est liée à la caractère éminemment publique de son portefeuille d'emprunt. C'est ainsi que CotonTchad à elle seule reçoit l'essentiel des crédits à l'économie, dont les deux tiers de tous les crédits campagne[36]. Le gouvernement tchadien est l'autre bénéficiaire privilégié de crédits. Leur solvabilité et le retard de paiement a toutefois limité les offres de crédits internationaux accordés à des conditions libérales. Tous deux, CotonTchad et le gouvernement épuisent l'essentiel du crédit disponible au sein du système financier formel. Le restant des sources de crédit à l'économie sont d'origine traditionnel ou lui est destiné à travers des mécanismes tel que celui mise en place dans le cadre du projet VITA. Ces sources traditionnels sont cependant limitées et ont un coût de transaction et de montage de dossier très élevé.

---

[35] Roger B. Jantio, "Chad Financial Sector and Private Sector Financing," (College Park: IRIS Center, University of MD, 1991), p. 2.

[36] Ibid.

Il en résulte un sous-développement pénalisant du secteur financier tchadien, qui se traduit par son incapacité à élargir la base de ses dépôts et à financer des projets qui développés par des clients autres que les cinq grandes entreprises publiques. C'est seulement dans ces condition que le système financier jouerait son rôle véritable d'intermédiation financière et de transformation des ressources courtes collectées auprès des agents économiques (ménages essentiellement) en emplois durables. Seule une action commerciale agressive de la part des institutions financières formelles, et la mise en oeuvre des mesures de libéralisation financière qui permettraient d'avoir des taux d'intérêt créditeurs attractifs et le respect du secret bancaire, peuvent valablement permettre le développement de l'activité d'intermédiation financière.

3.2.4 LES INSUFFISANCES CHRONIQUES DE MOYENS DE COMMUNICATIONS

Les télécommunications modernes tchadiennes sont obsolète. Les quatre cinquièmes des 2500 lignes téléphoniques du Tchad sont à N'Djamena. Tout appel international passe par Paris à des tarifs prohibitifs. L'accès au satellite est limité. Le Tchad pourrait envisagé de passer des contrats avec les pays voisins mieux équipés (Cameroun et Nigéria par exemple) pour avoir accès, à un coût plus raisonnable à leur réseau de téléphone et d'électricité. Cette stratégie est inéluctable dans la mesure où déjà aujourd'hui les grandes compagnies de téléphones occidentales ont une technologie qui leur permettent de vendre à des prix défiants toute concurrence l'accès à leur réseau à partir d'un pays étranger. La compagnie américaine AT&T offre ainsi par exemple un service appelé "AT&T Direct", qui quand il deviendra universel forcerait les compagnies comme le TIT à restructurer ou à sombrer.

Le deuxième volant des infrastructures de communication est la distribution du courrier, qui quant à elle se limite au dépôt des lettres et colis dans les grandes villes. La population dépend du service national de radio diffusion pour les messages urgents et personnels. La radio est le principal moyen de communication national au Tchad, en particulier celles à ondes courtes en dehors de N'Djamena. La presse écrite est composée d'un quotidien officiel et des publications privées tel que le N'Djamena Hebdo.

Le système de transport est le troisième pilier des infrastructures de communication. Le Tchad est un pays enclavé et qui n'a que quatre grandes routes commerciales: deux voies traditionnelles et deux autres voies modernes pour la circulation des produits importés de, ou exportés vers les pays voisins.

Les routes traditionnelles comprennent: (1) les 3000 kilomètres à travers le désert qui relie N'Djamena à Benghasi, en Libye, et (2) les 3350 kilomètres qui partent de N'Djamena à Port Soudan au Soudan. Ces routes sont longues, difficiles à manoeuvrer et ce faisant constituent des facteurs supplémentaires de coûts pour la commercialisation des produits. Les deux voies modernes quant à elles arrivent au Tchad de Lagos via le chemin de fer de Maiduguri au Nigéria, et puis Koussouri au Cameroun, ou par Douala au Cameroun à travers 1700 kilomètres de chemin de fer et de route. Kousseri est relié à N'Djamena par un pont routier construit dans le milieu des années 1980. Les premiers plans prévoyaient un transport par bac et par la suite, un pont flottant. Un deuxième pont routier permanent reliant le Cameroun au Tchad est situé plus au sud à la préfecture de Mayo Kebbi.

Pour le transport des personnes et des marchandises, le choix le plus commun reste l'utilisation des routes et des pistes. Il n'y a pas de chemin de fer au Tchad. De plus sur les 4830 kilomètres que font les deux principales rivières du pays, le Chari et le Logone, seulement 2000 kilomètres sont navigables toute l'année. Le Tchad est l'un des pays le plus vaste d'Afrique; il est deux fois plus grand que la France et ne possède que 1260 kilomètres de routes praticables en toutes saisons sur les 7000 kilomètres de routes en latérite. Le pays est sillonné par 24000 kilomètres de pistes saisonnières qui se trouvent au long des routes traditionnelles de voyage et de commerce. Les 253 kilomètres de routes goudronnées reliant N'Djamena à Abeché ont été récemment réalisées sur financement français et à un des coûts de construction les plus élevés d'Afrique. Voyager de N'Djamena à la préfecture de Mayo Kebbe par la route intérieure peut prendre jusqu'à deux semaines ou plus en saison des pluies, alors qu'en passant par le Cameroun, il ne dure qu'un jour et demi.

L'autre moyen de transport au Tchad est l'avion. La compagnie aérienne tchadienne dessert épisodiquement des grandes villes du pays et les compagnies étrangères, Air Afrique, UTA et Ethiopian Airlines assurent un service régulier international. Au début des années 1990, la France s'était engagée à moderniser l'aéroport de Faya Largeau pour qu'il puisse accueillir les avions commerciaux et militaires. L'isolement de cette ville limite la rentabilité commerciale d'un tel investissement tant que les richesses minérales de cette région du BET ne seront exploitées. Le coût du transport aérien au Tchad ne rend ce mode de déplacement accessible qu'aux couches aisées de la population.

Avec des conditions de transport et de communication aussi contraignantes, l'activité de production ne peut se faire qu'à des coûts plus élevés que ceux des pays voisins. De plus l'étroitesse du marché national et la grande dispersion de la population se traduit par une faible demande des biens et services et par une réduction du taux de profitabilité des entreprises. Les seules coûts de transport peuvent annuler toute marge bénéficiaire, déjà restreint par d'autre facteurs de coûts.

3.3 Les Contraintes légales, réglementaires, et judiciaires

Le système légal, réglementaire, et judiciaire en cours actuellement au Tchad ne soutient ni ne facilite le développement d'un secteur privé dynamique. La plupart des sociétés sont régies par des lois, réglementations, et décrets d'application des lois élaborés au cours des siècles et qui servent de support à leur épanouissement harmonieux. Le Tchad n'a pas eu la chance d'avoir un tel système, stable et évolutif, qui facilite tout développement économique.

Dans le système actuel, l'ensemble les opérateurs économiques manquent les protections les plus élémentaires telles qu'offertes dans la plupart des systèmes juridiques développés. Ils courent de ce fait des risques plus importants dans leurs affaires. A risque élevé, coût élevé et donc rentabilité amoindrie. Malheureusement les opportunités d'affaires extrêmement rentables qui peuvent permettre de compenser ces risques accrus sont rares dans le climat actuel du Tchad. Ce qui laisse peu de choix au secteur privé. Du reste le Tchad n'a connu que très peu d'investissements intérieurs privés.

Les contours des contraintes légales, des insuffisances dans l'exécution des contrats et des droits de propriété ont été traitées plus en profondeur par le professeur Louis Aucoin de la faculté de droit de l'Université de Boston (Etats-Unis) dans un rapport qu'il a préparé pour le compte du Centre IRIS et de l'USAID/Tchad. Professeur Aucoin a entrepris un examen exhaustif des différents codes tchadiens, des lois et réglementations, et de leurs applications tant dans un cadre officiel que qu'officieux. Bien que les observations et recommandations du Professeur Aucoin soient plus longuement étudiées dans son rapport, ses conclusions méritent d'être mentionnées dans ce rapport de synthèse.

Le système légal, réglementaire et judiciaire au Tchad opère dans un environnement où la cassure de la société civile et de l'ordre publique a été la règle pendant les dix dernières années, et la paix civile l'exception. L'Etat de droit n'est pas la force suprême dans le pays. La force et l'influence y sont maîtres. Les tribunaux militaires ont, dans certaines circonstances supplanté les tribunaux civiles, ce qui a conduit à l'érosion rapide de la suprématie du code civil. La destruction de nombreux documents du ministère de la justice pendant la guerre des années 1980 est un exemple dramatique du désordre qui a règné au Tchad à un moment. Par ailleurs le bas niveau de l'éducation de la population accentue les facteurs qui ont permis de négliger l'importance du code civile. La plupart des tchadiens ne comprennent pas les applications déroutantes et arbitraires d'un code civil copié sur une version désuète du code français, des réglementations et des lois qui avaient été conçus pour bien fonctionner pendant l'administration coloniale et les premières années d'indépendance.

Les juristes ou mieux encore les historiens du droit peuvent déterminer quelle loi est actuellement applicable au Tchad. Il existe de nombreux vides juridiques; l'absence de précision sur le rôle de différentes autorités judiciaires illustre cette confusion. De plus la pratique de la corruption est courante comme dans tout pays où l'appareil juridique est sous-développé. Elle est d'autant plus difficile à contrôler qu'il est parfois impossible de recourir à la justice. Le Professeur Aucoin a déterminé que l'appareil judiciaire n'est pas indépendant, que les juges manquent de moyens de faire respecter la force de loi et les jugements, et qu'enfin plus généralement ils sont mal payés et ne jouissent pas du respect professionnel qui peut leur est dû. Etablir un document légal et obtenir toutes les pièces nécessaires pour l'enregistrement d'une entreprise est un véritable parcours de combattant, et est une tâche intimidante même pour le tchadien averti et possédant les relations nécessaires.

Un rapport du Dr. Benjamin Hardy a examiné en détail la procédure d'enregistrement des entreprises. Dr. Hardy propose des mesures spécifiques de simplication de cette procédure: l'élimination pure et simple de l'autorisation administrative, étape qui constitue le véritable goulet d'étranglement du processus. Le processus pour l'instant a douze étapes dont certaines ont des objectifs souvent redondants. De plus elles conduisent à des frais élevés et pénalisants pour une entreprise en création. Les lois et règlements qui régissent la création d'entreprise dès lors décourage tout création d'entreprise nouvelle et ce faisant toute création d'emploi.

3.4 Les Contraintes Relatives à l'Efficacité du Capital Humain

3.4.1 BAS NIVEAU DE L'EDUCATION

Entre 1988 et 1989 le taux d'alphabétisation des tchadiens était estimé à 30% de la population.[37] Au cours de la même période, seulement 38% des enfants en age d'être scolarisés étaient inscrits dans une école. Seuls 30% ont fini l'enseignement primaire.[38] Les inscriptions dans l'enseignement secondaire ont connu des chiffres à peu prés similaires, avec 7 pour-cent seulement de chaque groupe d'âge éligible inscrits dans les programmes

[37] PNUD, "Human Development Report 1992," (New York: Oxford University Press, 1992), Tables 5,14,& 15.

[38] Ibid.

académiques ou techniques[39]. Le nombre d'étudiants poursuivant des études supérieures demeure considérablement bas; 0,1 pour-cent seulement du groupe d'âge éligible, dont la moitié étudie hors du Tchad [40]. Le déséquilibre et la faiblesse des inscriptions sont autant la conséquence d'une distribution de la population sur le territoire que d'une politique régionaliste. La majorité de la population est concentrée dans le tiers sud du pays. C'est pourquoi des 32.000 élèves censés être inscrits dans l'enseignement secondaire en 1987, 30.000 viennent du sud [41].

Le bas niveau d'éducation de la population accentue ainsi les problèmes que l'insuffisance des infrastructures posent au développement du secteur privé au Tchad.

3.4.2 LE MANQUE DE MAIN D'OEUVRE QUALIFIEE

L'une des conséquences immédiates du bas niveau de l'éducation au Tchad, est le manque de travailleurs qualifiés et de gestionnaires capables d'assumer des responsabilités tant dans le secteur public que privé. La main d'oeuvre non qualifiée est abondante, mais malheureusement sa capacité à produire de la valeur ajoutée est réduite. L'économie tchadienne, sous développée n'incite aucunement à la formation continue de la main d'oeuvre. Le marché formel étroit fournit un nombre limité d'emplois nécessite une formation supplémentaire. Le salaire minimum des employés du secteur public était de $24 par mois en 1988, ce qui illustre bien le manque d'initiatives en matière d'éducation dans l'économie et décourage la main d'oeuvre non qualifiée à se lancer dans des coûteux programmes de formation continue. Déjà les fonctionnaires ne sont payés qu'avec un retard qui peut aller jusqu'à quatre à six mois; un tel retard affecte encore plus leur morale et leur productivité au travail.

---

[39] Ibid.

[40] Ibid.

[41] Economist Intelligence Unit, "Cameroon, CAR, Chad Country Profile 1991 1992," p.62.

3.4.3 LA MAIN D'OEUVRE ET L'ACCROISSEMENT DE LA MILITARISATION

La main d'oeuvre tchadienne se repartit de la façon suivante: 83 pour-cent dans le secteur primaire, 12 pour-cent dans le tertiaire (y compris le secteur public), et enfin seulement 5 pour-cent dans le secondaire[42]. Cette main d'oeuvre est principalement jeune car plus de 50 pour-cent des travailleurs ont moins de 30 ans[43]. Avec un taux de croissance de la population de 2.6 pour-cent, la main d'oeuvre continuera de s'accroître rapidement dans les années à venir. La création d'emplois rémunérés pour satisfaire la demande additionnel de travail est un important défi au gouvernement. Malheureusement le secteur public n'est plus capable d'accroître l'offre de travail, ni même de maintenir le niveau d'emplois qu'il a déjà créé. L'absorption de la demande de travail ne pourra donc provenir que du secteur privé. Ce secteur sera d'autant plus capable à créer des emplois que la politique gouvernementale de secteur privé est incitative plutôt que pénalisante.

La situation du Tchad s'est empirée avec la l'augmentation de nombre de militaires. La militarisation croissante du début des années 1990 a permis à certains demandeurs d'emplois l'occasion de gagner leur premier salaire. Dans la plus part des cas, ils ont saisis l'opportunité présentée par les incessants conflits pour joindre l'armée, et ce faisant ont contribué à alourdir les effectifs de la fonction publique. Les chiffres exacts ne sont pas connus mais on estime que le nombre de militaires est de 50.000 hommes. Le Secrétariat Permanent à la Réinsertion (SPR) a, avec l'aide de la Coopération Française mis en oeuvre un plan de réduction de moitié du nombre des militaires. Ce plan est en cours d'application avec des succès mitigés. S'il est réussi, il aura pour effet d'accroître encore plus la population active disponible et le nombre de demandeurs de travail potentiels.

Cet effort accroîtra par ailleurs la pression pour augmenter l'offre de travail. La réinsertion réussie des soldats dans la vie civile est une des tâches indispensables et nécessaires qu'il faut mener à bien pour maintenir la stabilité politique au Tchad. Réduire le rôle joué par l'armée dans l'économie et la politique, tout en assurant que les militaires démobilisés soient capables d'être réinséré dans la société civile est un objectif qui milite pour la mise en place d'une politique volontariste de promotion du secteur privé. Seul ce secteur peut assurer une réinsertion réussie.

---

[42] "Africa, South of the Sahara," (London, England: Europa Publications Ltd., 1992), p.361.

[43] PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p.s 282 3.

IV. CONCLUSION

4.1 Les Réformes institutionnelles

L'énorme tâche à laquelle le secteur privé, les autorités gouvernementales, les bailleurs de fonds et les organisations non-gouvernementales sont confrontés au Tchad est la restructuration de l'édifice national. Le Tchad a une longue tradition de contestation du pouvoir économique et politique, ou les changements forcés priment sur les transitions pacifiques. Avec une structure politique fragile et un passé mouvementé, le pays doit réévaluer l'efficacité de son gouvernement. La Conférence Nationale Souveraine (CNS) annoncée pour la mi-janvier 1993 est une étape importante dans ce processus de revitalisation. Les perspectives économiques du Tchad tout entier en bénéficieront si la CNS reconnait la diversité des intérêts de toutes les parties prenantes au Tchad. Si la volonté politique privilégie un changement pacifique, l'économie tchadienne pourrait gagner l'attention et des ressources additionnelle dont elle a tant besoin.

Ce développement politique est concordant avec le programme actuel destiné à promouvoir le secteur privé. Lors du séminaire de mai 1991, le gouvernement tchadien avait proclamé son engagement à prendre des mesurer pour améliorer le climat des affaires et plus spécifiquement pour éliminer les difficultés et contraintes administratives, légales et réglementaires dont fait face le secteur privé, et pour lui permettre de fonctionner avec plus de flexibilité dans un cadre régis par les mécanismes de marché. Cette volonté d'engagement a été applaudie et supportée par les bailleurs de fonds et les représentants du secteur privé.

L'objectif essentiel de ce document de synthèse est de décrire le climat général dans lequel fonctionne le secteur privé tout en mettant en exergue les obstacles et opportunités qui se présentent aux opérateurs économiques privés. Cette conclusion permet de récapituler les principaux obstacles et de fournir une ligne de conduite pour les réformes stratégiques à suivre au Tchad.

4.1.1 LE CADRE LEGAL, REGLEMENTAIRE ET JUDICIAIRE

Au delà de nombreux obstacles dont fait face le secteur privé tchadien, la contrainte fondamentale est l'inexistence d'un système légal et réglementaire qui soit prévisible, identifiable, consistent et applicable de façon uniforme. En effet, parfois, les relations personnelles, la pression, ou la force influencent l'application des lois et règlements d'une façon donnée.

Les lois et réglementations en vigueur aujourd'hui n'apparaissent pas capables de permettre un développement soutenu et une revitalision du secteur privé. La prévisibilité, la stabilité, la consistance, et l'application universelle de la force de loi par tous et pour tous est la fondation essentielle de tout système de marchés viables. Ces facteurs essentiels sont quasi-absentes au Tchad. Des lois mal adaptées et héritées de l'ancien code français sont mises en application par des juges qui n'ont aucun pouvoir réel d'exécution des décisions de justice. Par ailleurs les nombreuses années de guerre ont aggravé les conditions actuelles en permettant le développement d'un code légal parallèle, subjectif, et administré par l'armée et la "para-armée". Sous ce système, les défenseurs approchent l'autorité militaire pour obtenir justice et réparation du prejudice qu'ils ont subi. Dans ces conditions, il est fort possible qu'un verdict soit basé sur un code identifiable et rendu par un juge, ou qu'il soit appuyé sur le jugement plus arbitraire d'un dignitaire de l'armée. Il n'existe actuellement aucun système juridique qui soit suffisamment fort pour émettre des arrêts consistants sur lesquels l'on peut se baser pour créer une économie de marché moderne.

Dans la situation actuelle les opérateurs économiques privés ne peuvent compter ni sur la compétence réelle, ni sur l'uniformité, ou sur l'application de la force de loi. Par conséquent, les risques ne sont atténués que grâce aux relations entretenues avec les hautes personnalités politiques et au patronage que ces derniers peuvent leur apporter.

Toute réforme doit commencer par l'institution de la force de loi. Les codes légaux et réglementations doivent être révisés de manière à refléter les besoins de la société tchadienne et en particulier ceux du secteur privé. Des lois commerciales et administratives doivent être clarifiées et promulguées, et des tribunaux aux pouvoirs appropriés doivent être créés pour exécuter la loi. Les magistrats doivent avoir l'indépendance et l'autorité nécessaires afin de rendre justice. Seul ce genre de reformes peuvent servir de soubassement aux efforts entrepris pour développer le secteur privé, et permettre au libre jeu de la concurrence de fonctionner normalement.

4.2 UNE REFORME FISCALE ET COMMERCIALE

Pour reconstruire le secteur privé, le gouvernement doit réformer le code fiscal avec pour objectif d'élargir la base fiscal, c'est-à-dire le nombre de contribuables qui paye normalement leurs impôts. Il doit par la même occasion rationaliser les taux d'imposition, pas dans un but immédiat d'augmentation des recettes fiscales pas plutôt dans celui de simplifier le système dans son ensemble pour le rendre plus attractif pour le contribuable et moins coûteux à gérer. Un tel objectif est mieux en même d'assurer l'augmentation des recettes fiscales à condition de faire partie d'un programme d'incitation qui attire les opérateurs économiques plutôt que les repousse vers le secteur informel. Des propositions qui vont en partie dans ce sens ont été faits par le Fond Monétaire International, dans le cadre du programme d'ajustement structurel, dont leur mise en oeuvre reste à faire.

La reforme des procédures d'enregistrement et de fonctionnement des entreprises privées est urgente. Les procédures actuelles de créations d'entreprises sont si contraignantes et coûteuses que les promoteurs de projets les ignorent tout simplement. Il est possible que la perte de recettes fiscales qui en résulte soit très importante tant il est vrai que l'impôt tue l'impôt. L'identification des entreprises ou opérateurs économiques qui vivent à la marge et n'ont aucune sorte d'identité fiscale est impossible de par la nature même de leur activité, organisable et dissipable à merci.

La meilleure situation est celle où les opérateurs économiques privés sont encouragés à s'enregistrer et à payer leurs impôts. L'élargissement de l'assiette fiscale doit se faire pour que l'impôt soit payé par tous plutôt que par une catégorie seulement de la population. Un système fiscal neutre et des réglementations administratives qui régissent le fonctionnement des entreprises sont objectifs immédiats d'un de la mise en place d'un cadre promotrice du secteur privé.

Le secteur agricole contribue le plus à la production nationale. Son poids peut s'accroître si les réformes appropriées étaient mise en place. Quand on compare les potentialités sectorielles, l'agriculture offre le plus d'espoir en terme d'accroissement d'avantage compétitif du Tchad. Si la production agricole et piscicole potentielle du Tchad était atteinte, le pays pourrait avoir un poids plus important dans le commerce régional voire international. L'exploitation de cette source de richesse potentiel pour le pays se heurte à des contraintes financières et institutionnelles. L'insuffisance des infrastructures physiques de bases ne doit certes pas être sous-estimée; cette déficience sera toujours, au Tchad comme ailleurs en Afrique une contrainte contre laquelle les marges de manoeuvre seront toujours limitées. L'infrastructure institutionnelle, par contre est un frein qui peut être plus modulable par des actions gouvernementales. La taxe à l'exportation des produits

agricoles est l'illustration d'une contrainte politique qui diminue directement le marché des produits agricoles, une des incitations importantes d'augmentation de la production.

La restructuration du secteur agricole devrait se viser les sous-secteurs importants comme par exemple l'élevage et des produits non-traditionnels comme la gomme arabique, les cuirs et peaux, le melon, dont l'orientation exportatrice a été amorcée par des entrepreneurs avertis. L'agriculture tchadienne est pour l'instant essentiellement une mono-culture. Le coton a un poids prépondérant. Sa production est fortement soutenue par L'Etat et par les bailleurs de fonds. La Banque Mondiale et la Mission de Coopération Françaises ont aidé à l'élaboration de la filière coton. Ce soutien a été essentielle au Tchad et à CotonTchad. Pour réaliser le potentiel agricole du Tchad, le pays se doit de réduire sa dépendance du coton, non en diminuant la productivité et la production de ce produit de rente importante pour les rentrées en devises, mais en augmentant celles des produits qui ont pour l'instant été insuffisamment soutenus. Ainsi par exemple le commerce de bétail pourrait être mieux rentabilisé par la mise en oeuvre d'un véritable plan d'actions sur la filière bétail, qui réduirait l'exportation des animaux sur pied et augmenterait les facteurs de valeur ajoutée nationale.

4.3 LA FOURNITURE DE BIENS PUBLIQUES

Un des changements de base nécessaire à une profonde réforme du secteur privé est de redéfinir le rôle exact du gouvernement dans la vie économique tchadienne. Conformément aux grands principes de gouvernement aujourd'hui appliqués dans la plupart de pays, le rôle du gouvernement devrait être limité à la fourniture de biens publics de base tels que le maintient de la sécurité publique, l'élaboration et l'application de des lois et de codes réglementaires appropriés, la fourniture de l'éducation de base, la conduite des affaires internationales, la surveillance du bon fonctionnement des mécanismes de marché, etc. Il est certain que le gouvernement devra se désengager des activités pour lesquels il devient à la fois juge et partie. C'est en ce sens que le décret de désengagement de l'Etat dans les entreprises publiques va dans le bon sens, bien que son caractère imprécis conduit à mettre en doute sa détermination au plan de privatisation.

Dans sa mission éducative le gouvernement s'associer aux organisations professionnelles représentantes des intérêts du secteur privé, pour militer pour la création d'une véritable culture d'entreprise au Tchad. Face à un mouvement universel généralement favorable au développement du secteur privé, l'observateur du paysage économique au Tchad a l'impression que de nombreux tchadiens ignorent les principes de base de économie de marché. De nombreux opérateurs économiques privés espèrent que le désengagement de l'Etat aura lieu pour leur permettre de prendre sa place et de créer

des rentes de situation et des positions dominantes. La libre concurrence n'est pas toujours la bienvenue, et les lois du marché sont mal comprises.

Les organisations de promotion du secteur privé tels que la Chambre Consulaire ou la Confédération Nationale du Patronat Tchadien (CNPT), les bailleurs de fonds actifs au Tchad et le gouvernement souhaitent accélérer cette formation et aider à l'acceptation sociale de la culture d'entreprise. La mise en place des principes de l'économie de marché et de l'optimisation économique va, en effet requérir un sérieux engagement de tous les secteurs économiques.

4.4 LA NECESSITE D'UNE STABILITE POLITIQUE

L'instauration d'un régime démocratique stable et le respect de la gouvernance contribuer à réduire le niveau d'incertitude et de risque auquel le secteur privé doit actuellement face et qui alourdissent les risques d'entreprise tout en réduisant la profitabilité. Il en résulte un amoindrissement de la formation brute du capital fixe tant nationale qu'étrangère. Etant donné l'histoire récente du Tchad, les niveaux de risques sont si élevés que les taux de rentabilité sont insignifiants. Ces faibles taux empêchent toute possibilité d'investissement additionnel et ce faisant amoindrissent la production nationale.

L'instauration d'un gouvernement démocratique stable et la maîtrise de la question militaire permettront d'importants changements pacifiques qui pourront à leur tour amélioront le climat des investissements. Le cadre démocratique devra être mis en place dans un climat de réconciliation nationale dans lequel des fractions armées rebelles auraient une fois pour toute l'occasion de faire partie du système politique tchadien. Cette réconciliation sera un argument de poids pour réduire le poids de l'armée dans l'économie et dégager de ressources pour des investissements dans des activités productives. Le gouvernement s'est engagé dans la bonne direction en décidant d'organiser la Conférence Nationale en mi-janvier 1993. Il devrait s'efforcer à mettre en vigueur les recommandations émises pour renforcer l'Etat de droit et créer un environnement sans lequel il ne peut avoir de secteur privé tchadien suffisamment viable et prospère pour créer des emplois de substitutions aux emplois publics en diminution drastique.

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

MACRO-ECONOMIE:

Ecarts Régionaux Croissants, graphique	A-1
Taux de Change	A-2
Taux d'Intérêt Nominal	A-3
Structures des Taux d'Intérêt au Tchad	A-4
Tchad: Balance de Paiements	A-5
Données Economiques de Base, 1987-1991	A-6
Produit Intérieur Brut (Prix Courant)	A-7
Produit Intérieur Brut (Prix Courant), graphique	A-7a
Produit Intérieur Brut (Prix 1987)	A-8
Produit Intérieur Brut (Prix 1987), graphique	A-8a
Le Produit National Brut par Secteur d'Activité, 1987-1991	A-9
Valeur Ajoutée dans l'Agriculture, graphique	A-10
Valeur Ajoutée dans l'Industrie, graphique	A-11
Valeur Ajoutée dans le Secteur des Services, graphique	A-12
Investissements Etrangers Directs	A-13
Formation Brute du Capital Fixe, graphique	A-14
Investissement Public	A-15
Investissement Privé Brut	A-16
Investissement Etrangers Directs	A-17
Epargne Nationale Brute, graphique	A-18
Epargne Intérieure Brute. graphique	A-19
Consommation Totale, graphique	A-20
Consommation Totale du Gouvernement	A-21
Consommation Totale par Habitant, graphique	A-22

GOUVERNEMENT:

Opération du Gouvernement Central, 1987-1991	B-1
Principaux Indicateurs des Opérations du Gouvernement, 1987-1991, En % du PNB	B-2
Principaux Indicateurs des Opérations du Gouvernement 1987-1991, Taux Annuel de Variation	B-3
Dépenses du Gouvernement Central, 1987-1991	B-4
Les Recettes du Gouvernement, 1987-1991, En millions de F CFA	B-5
Les Recettes du Gouvernement, 1987-1991, En % du Total	B-6
Taxes sur le Commerce International, graphique	B-7
Impôts sur le Revenue, graphique	B-8

DETTE:

Le Ratio d'Endettement, 1990, graphique	C-1
Dette Publique Externe, 1990	C-2
Utilisation des Crédits Accordés par le FMI, 1990	C-3
Structure de la Dette, 1990, par Créancier	C-4
Structure de la Dette Total, par Débiteur, 1990	C-5
Montant Total Crédit au Gouvernement	C-6
Montant Total des Crédits à l'Economie	C-7
Montant Total Crédit Alloués aux Entreprises Publiques	C-8
Montant Total des Crédits au Secteur Privé	C-9
Crédit Bancaire au Secteur Privé, 1987-1990	C-10
Les Opérations de la Caisse Autonome d'Amortissement	C-11
Recettes de la Caisse Autonome d'Amortissement	C-12

COMMERCE INTERNATIONALE:

Tchad: Exportation par Destination, graphique D-1
Valeur Totale des Marchandises Exportées D-2
Taxes à l'Exportation D-3
Le Commerce International du Tchad D-4
Importation par Pays, graphique D-5
Valeur Totale des Marchandises Importées D-6
Taxes sur les Importations D-7
Commerce Internationale: Partenaires du Tchad D-8

AGRICULTURE:

Utilisation de la Terre Arable en 1988 E-1
Exportations Agricoles, graphique E-2
Données sur la Forestation et la Consommation de Bois E-3
Production de Bois E-4
Principaux Produits Vivriers au Tchad E-5
Production d'Elevage et de Pêche E-6
Production de Viande, 1986-1990 E-7
Le Cheptel Tchadien-Exportation de 1987 à 1991, graphique E-8

INDUSTRIE ET ENERGIE:

Données Statistiques sur les Principales Entreprises, 1986-1990 F-1
Données sur le Principales Entreprises Industrielles, 1986-90, graphique F-2
Production Agricole et Industrielle, 1987-1991 F-3
Consommation d'Energie par Habitant F-4
Production et Consommation en Eau et Electricité, 1986-1990, graphique F-5
Parc Automobile au Tchad, 1985 F-6

EDUCATION ET TRAVAIL:

L'Emploi dans le Secteur Privé G-1
Répartition de la Force de Travail par Sexes, 1987, graphique G-2
Structure Sectorielle de la Force de Travail, par Sexe, 1987 G-3
Nombre, Sexe et Structure d'Age de la Force Totale de Travail G-4
Salaire Minimum Annuel, graphique G-5

Emplois Totaux dans la Fonction Publique, 1987-1990 G-6
Emplois dans la Fonction Publique, 1987-90, graphique G-6a
Emplois dans la Fonction Publique (Suite), 1987-90, graphique G-6b
Le Niveau de Scolarisation, 1988-89 G-7

AIDE AU DEVELOPPEMENT:

Aide au Développement: Financier par Bailleur, graphique H-1
Aide Publique du Développement H-2
Aide au Développement par Habitant, graphique H-3
Budget d'investissement Publique par Bailleur H-4
Financement du Budget d'Investissement, par Bailleur, graphique H-4a

INDICATEURS SOCIAUX:

Principaux Indicateurs Sociaux En 1990 I-1
Autres Indicateurs Sociaux I-2
Indicateurs Sociaux, graphiques I-2a
Composition Ethnique du Tchadien 1964 I-4
Répartition Géographique, graphique I-4

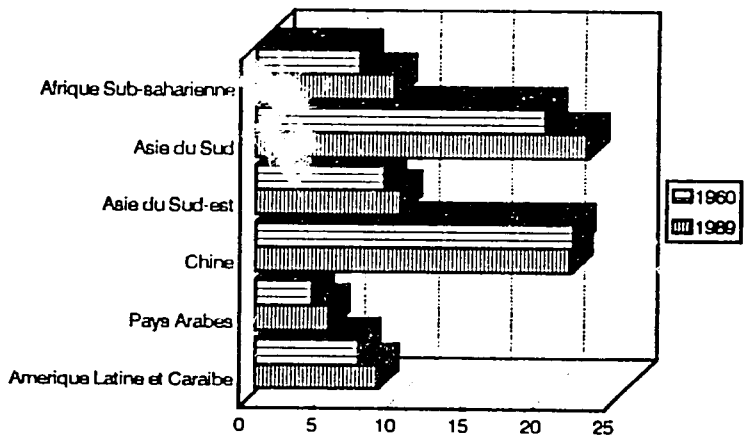
MILITAIRE:

Dépenses Militaires, graphique J-1

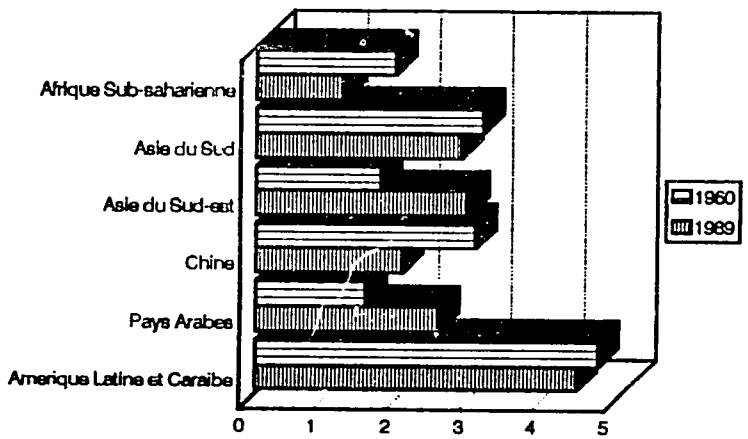
TABLE A-1

Ecarts Regionaux Croissants
(En pourcentage)

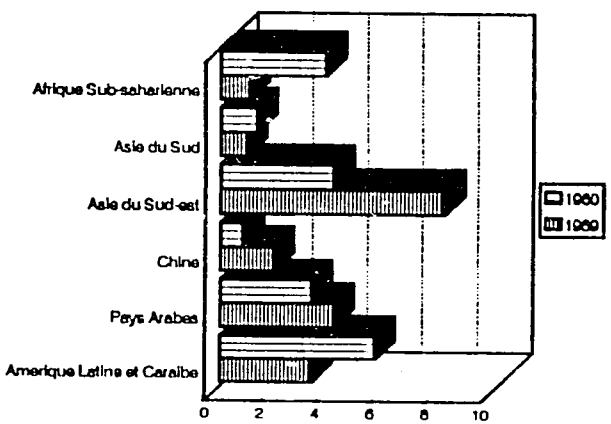
Population Globale



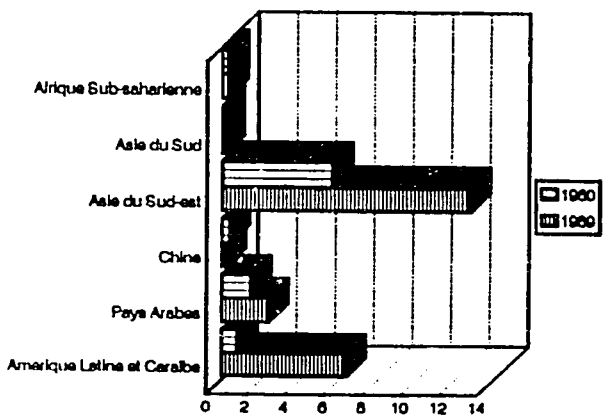
PNB



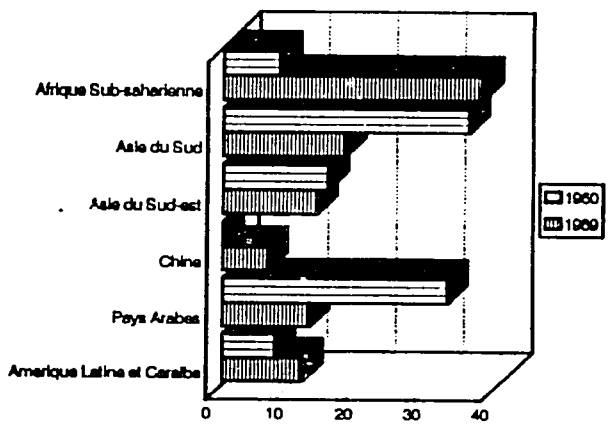
Commerce International



Prêts Commerciaux



Aide au Développement



Source: PNUD, "Human Development Report 1992," Table 3.8, p. 37.

TABLE A-2

TAUX DE CHANGE, F CFA/DOLLAR E.U.

Taux de Change	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Taux moyen de la Période et/ou Taux Officiel, F CFA/Dollar E.U.	449.26	346.3	300.54	297.85	319.01	272.26	282.11

Source: FMI, "International Financial Statistics, June 1992," p.146.

Note: Le franc CFA a une parité fixe de 50 F CFA/1 F.F. avec le franc français

TABLE A-3

TAUX D'INTERET NOMINAL

(En Pourcentage)	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Taux de Reescompte	9	8	8	9.5	9.5	....	....
Taux Créditeur	5.5	5.5	5.33	4.31	4.25	....	....
Taux Débiteur	11.5	11	10.5	10.79	11.5	....	....

Source: FMI, "International Financial Statistics, June 1992," p. 146.
Note: Il s'agit de taux moyen, sauf le taux de reescompte qui est un taux qui est fixe en fin de période.

TABLE A-4

STRUCTURE DES TAUX D'INTERET AU TCHAD
(Taux Annuel)

Date d'Ajustement:	1/88	9/88	7/89	9/90	1/91	4/91
Banque Centrale (BEAC)						
Taux d'Advances du Trésor	4.5	4.5	4.5	5.5	5.5	6.5
Taux Préferentiel	6	6.5	6.5	Supprimé	Supprimé	Supprimé
Taux de Penalité sur le Très	5.5	5.5	5.5	6.5	6.5	7.5
Taux de Penalité sur le Ban	16	16	16	16	16	16
Taux de Discompte de Base	9	9.5	10	11	11	10
Banques Commerciales						
Taux Débiteurs						
Taux Prérential	7-10	7.5-10.5	7.5-10.5	Supprime	Supprime	Supprime
Taux Normal	11-15	11.5-15.5	11.5-15.5	13-17	18.5 Max.	18.5 Max.
Taux Créditeurs						
Dépôts à Vue	1.25-3	1.25-3	1.25-3	1.25-3	...	...
Dépôts à Termes	2-5	2-5	2-5	2-5	7.5 Min.	7.5 Min.
Certificats de Dépôt	3.25-6.25	3.25-6.25	3.25-6.25	3.25-6.25	7.5 Min.	7.5 Min.
Comptes d'Epargne	4.25	4.25	4.25	4.25	7.5	7.5

Source: Données fournies par la BEAC et compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE A-5

TCHAD : BALANCE DES PAIEMENTS

(En millions de dollars E.U.)	1985	1986	1987	1988	1989
Compte Courant	-87.2	-59.4	-25.5	25.5	-55.9
Marchandises: Exportations fob	61.8	98.6	109.4	145.9	155.4
Marchandises: Importations fob	-166.3	-212.1	-225.9	-228.4	-240.3
Balance Commerciale	-104.5	-113.5	-116.5	92.5	-84.9
Services: Crédit	32.6	44.5	70.4	78.7	42.3
Services: Débit	-153.9	-165.7	-198	217.9	-210
Revenue: Crédit	5	3.5	2.9	2.1	1.3
Revenue: Débit	-7.3	-12.4	-13.1	-15.5	-10.8
Transferts Unilatéraux privés	6.8	-5.4	-9.8	-17.1	-20.2
Transferts Unilatéraux Publics	133.9	189.5	238.5	277.7	226.3
Investissements Directs	53.4	27.8	0.2	-12.6	6.2
Investissement en Portefeuille	....	....	....	....	....
Autres Mouvements en Capital:	16.2	5.1	8.5	36.9	55.8
Residents Officiels	17.8	17.6	38.2	46.1	79
Dépôts Monétaires Bancaires	-4.3	14.1	4.2	1.9	-3.1
Autres	2.7	-26.6	-34	-11.1	-20.2
Erreurs et Omissions	-5.5	9.7	16.5	-83.7	23.7
Balance totale	-23.2	-16.8	-0.3	-33.8	29.7
Reserves	23.2	16.8	0.3	33.8	-29.7
Actifs mis en Reserve	18.6	17.5	-25	14.8	-41.3
Utilisation des crédits FMI	2.5	-2.2	6.6	-2.3	6.9
Passif mis en reserve	-0.4	-1.5	0.5	....	....
Financement Exceptionnel	2.4	2.9	18.3	21.3	4.6

Source: FMI, "International Financial Statistics, June 1992," p. 145.

TABLE A-6

DONNEES ECONOMIQUES DE BASE, 1987-1991

	1987	1988	1989	1990	1991
Produit National Brut (Courant)					
Total (En milliards de F CFA)	246.1	310.8	321.9	330.2	365.9
Taux de Croissance Annuel					
Nominal	-5.4	26.3	3.6	2.6	10.8
Réel	-2	15.5	4.8	-0.5	8.3
Deflateur du PNB	-3.5	9.3	-1.2	3.1	2.3
Opérations du Gouvernement Central (Milliards de F CFA)					
Recettes	19.5	24.8	28.8	31.6	31.2
Dépenses	82.3	84.1	105	107.7	112.2
Déficit Courant Total (Engagemts)	-62.8	-59.3	-76.2	-76.2	-81
Variations des Arriérés	0.6	-1.1	-6.2	2.6	10.7
Déficit Total (Trésorerie)	-62.3	-60.4	-82.4	-73.6	-70.2
Financement Exterieur	61.6	62.1	79.7	71.4	70.9
Montant Brut	61.2	61.7	80.2	72.4	73.2
Amortissement	-1.1	-1	-1	-1	-2.3
Ré-échelonnement	1.5	1.4	0.5	...	...
Financement Domestique (Net)	0.7	-1.8	2.7	2.2	-0.7
Déficit Total (Engagements) (En % du PNB)	-25.5	-19.1	-23.7	-23.1	-22.1
Crédit et Masse Monétaire (En Milliards de F CFA)					
Actifs Nets Etrangers	9.2	14.1	24.2	33.5	35.2
Crédit Domestique	77.9	71.4	61.7	53.8	58.2
Créances Nettes sur le Gouvernt	3.7	-1.5	3.6	2.4	0.4
Crédit au Secteur Privé	74.2	72.9	58.2	51.4	57.9
Monnaie et Quasi-Monnaie	75.4	69	70.8	70.1	78
Monnaie et Quasi-Monnaie (En % du PNB)	30.6	22.2	22	21.2	21.3

Source: Données fournies par les autorites tchadiennes au Centre IRIS, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE A-7

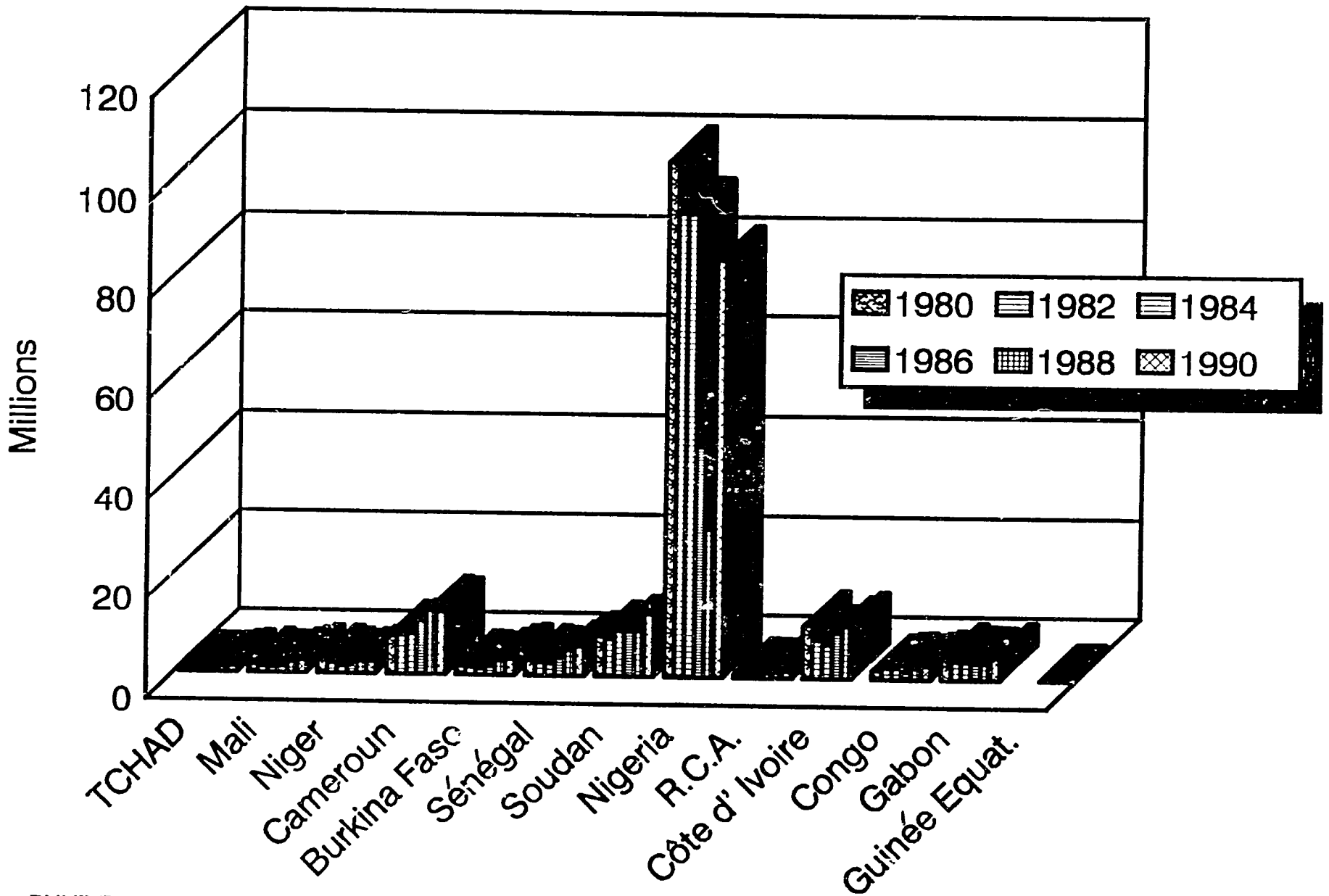
PRODUIT INTERIEUR BRUT
Taux de Change/Prix Courant
(En millions de dollars E.U.)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	727	587	647	752	1053	1273
Mali	1629	1228	1061	1526	2055	2463
Niger	2538	1964	1461	1858	2331	2335
Cameroun	7499	7764	7991	10776	12667	12393
Burkina Faso	1711	1556	1284	2019	2874	3165
Sénégal	3016	2568	2325	3738	4980	5715
Soudan	7944	7395	9082	9228	8954	12381
Nigéria	103312	93130	93025	46613	29740	33588
C.A.R.	797	748	638	990	1118	1378
Côte d'Ivoire	10514	7567	6567	9369	10310	...
Congo	1706	2161	2194	1849	2220	2649
Gabon	4281	3618	3515	3468	3234	4376
Guinée Equatoriale	...	...	...	106	141	157

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators".

TABLE A-7a

Produit Intérieur Brut, Prix Courants et Taux de Change de 1987
(En millions de dollars E.U.)



Source: PNUD/Banque Mondiale , "African Development Indicators," p.20.

TABLE A-8

PRODUIT INTERIEUR BRUT
Taux de Change/prix 1987
(En millions de dollars E.U.)

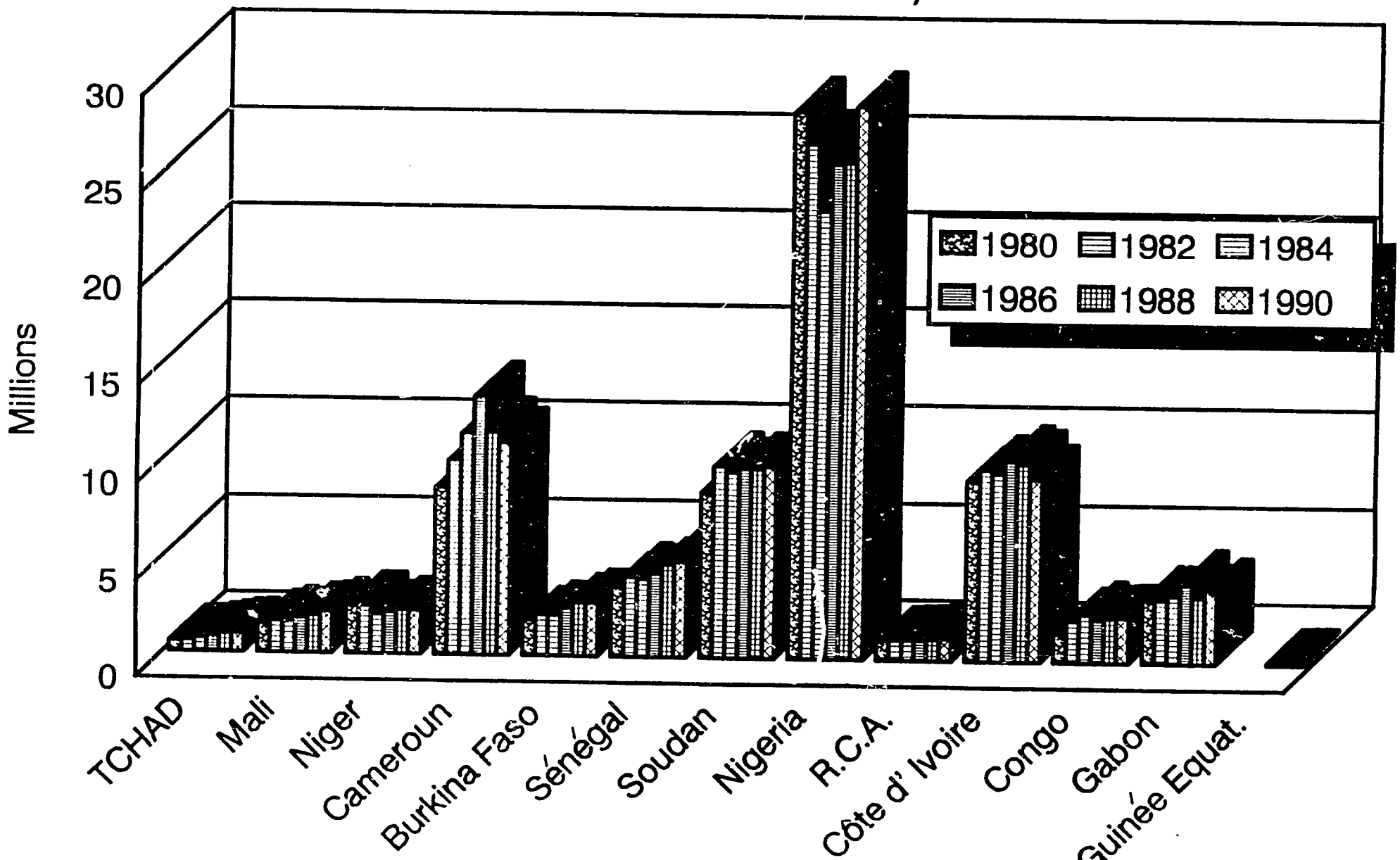
Pays:	Année: 1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	573	610	720	841	956	993
Mali	1476	1648	1595	1872	1945	2131
Niger	2479	2477	2020	2217	2271	2258
Cameroun	8668	10047	11458	13325	11492	10970
Burkina Faso	1830	2104	2083	2515	2748	2743
Sénégal	3646	4165	4070	4418	4836	4977
Soudan	8589	9880	9579	9851	9773	9883
Nigéria	28253	26580	23120	25637	25636	28571
C.A.R.	987	1037	1059	1110	1091	1155
Côte d'Ivoire	9324	9879	9667	10395	10183	9436
Congo	1496	2150	2477	2281	2310	2315
Gabon	3319	3273	3515	4164	3400	3729
Guinée Equatoriale	...	...	...	123	139	139

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators".

TABLE A-8a

Produit Intérieur Brut, Prix Constant et Taux de Change de 1987

(En million de dollars E.U.)



Source: PNUD/Banque Mondiale , "African Development Indicators," p.16.

TABLE A-9

LE PRODUIT NATIONAL BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITE, 1987-1991

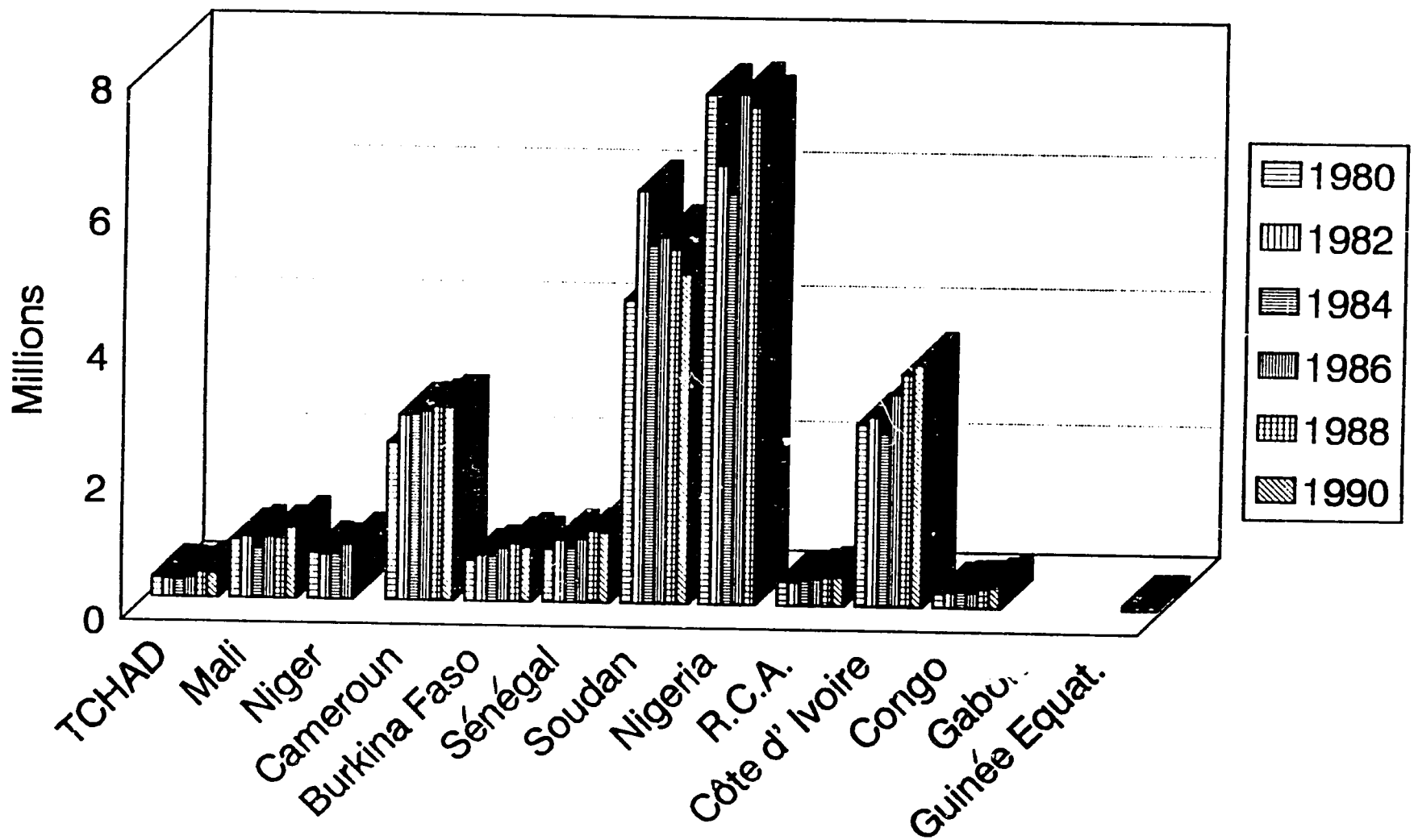
	1987	1988	1989	1990	1991
Secteur Primaire	67426	82191	78989	71951	93667
Agriculture	44567	58585	54492	44430	65454
Produits Alimentaires	39781	53443	48838	38491	57371
Coton	4786	5142	5654	5939	8083
Elevage	22859	23606	24497	27521	28212
Secteur Secondaire	24993	28020	35698	38261	32104
Industries Manufacturees	21556	24433	31380	34335	28155
dont coton	4125	5828	6911	7069	7349
Bâtiments et Travaux Publics	1965	2021	2199	2102	2016
Mine, Energie et Eau	1472	1566	1671	1824	1933
Secteur Tertiaire	69605	75930	80181	82053	86492
Commerce, Transport & Communications	50424	56034	60383	60369	64591
Autres Services & Gouvernement	19181	19896	19798	21684	21901
PNB au Coûts des Facteurs	162023	186141	194868	192264	212263
Impots Indirects (Nets)	8248	10539	11369	12956	10018
PNB au Prix du Marché de 1977 (Année de Base)	170271	196680	206237	205220	222371
Deflateur Implicit du PNB (Indice)	144.5	158	156.1	160.9	164.5
PNB au Prix Courant du Marché	246127	310843	321943	330215	365867

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE A-10

Valeur Ajoutée dans l'Agriculture

(En millions de dollars E.U. Prix Constant et Taux de Change1987)

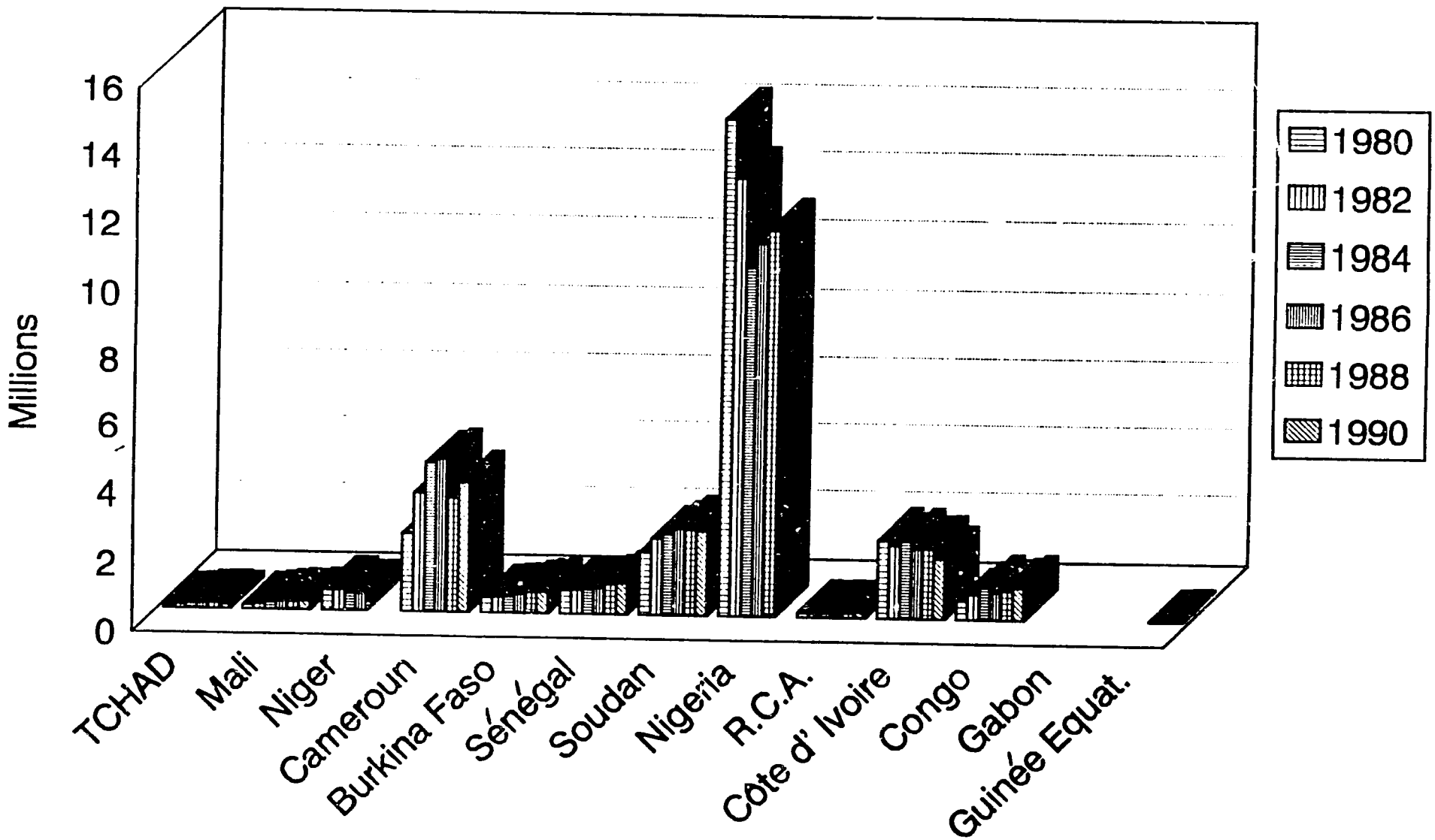


Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p.17.

TABLE A-11

Valeur Ajoutée dans Industrie

(En millions de dollars E.U. Prix Constant et Taux de Change1987)

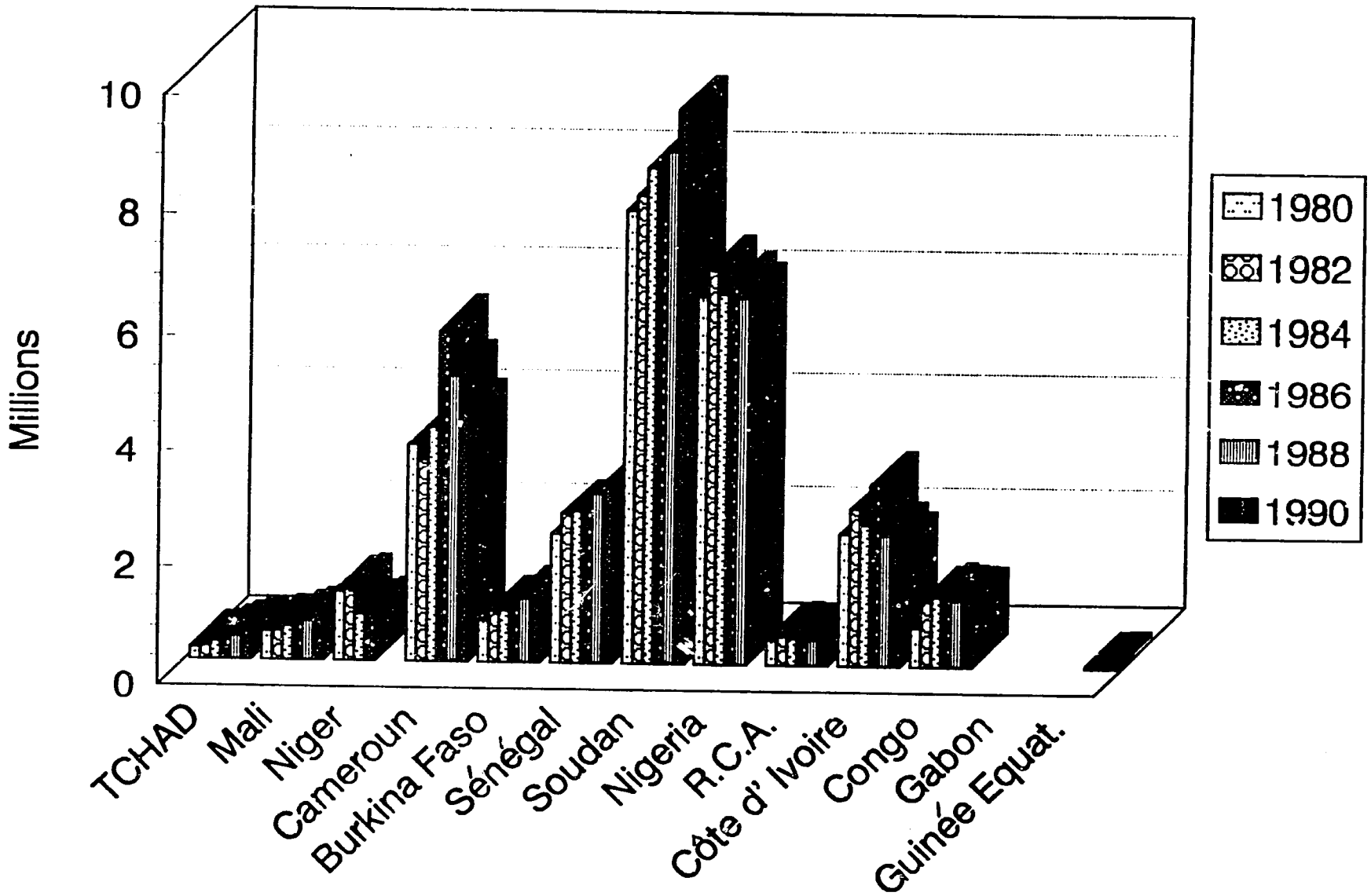


Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p. 18.

TABLE A-12

Valeur Ajoutée dans l'Secteur de Services

(En millions de dollars E.U. Prix Constant et Taux de Change1987)



Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p. 19.

TABLE A-13

INVESTISSEMENTS ETRANGERS DIRECTS
(En pourcentage)

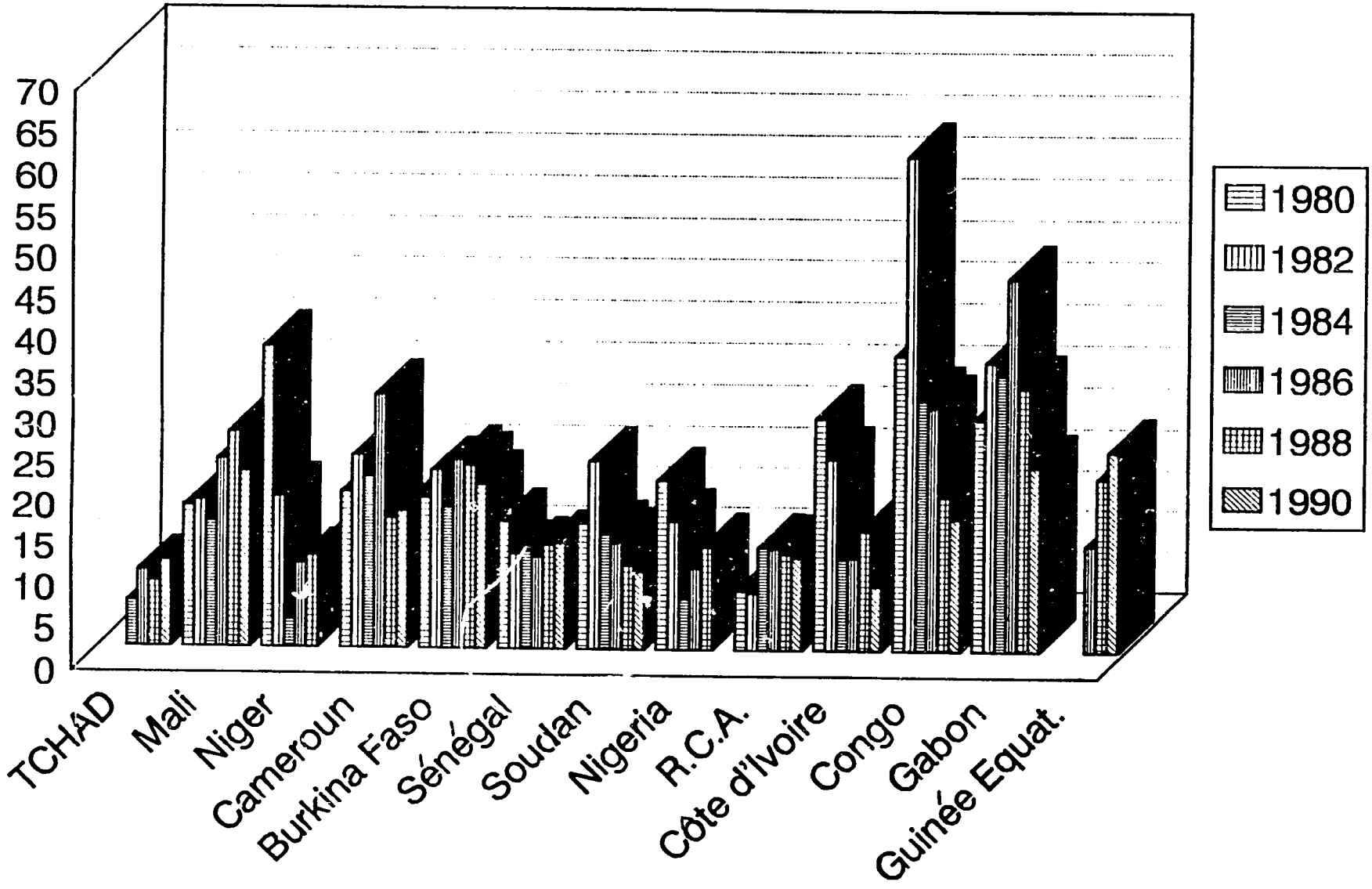
Regions:	'80-'84	'88-'89
* Tous les pays industrialisés	25.2	16.9
* Pays en Développement	0.4	.1
* AFRIQUE	2.4	1.9
* Amerique Latine & Caraibes	12.3	5.8
* Asie du Sud/Sud-Est/Est	9.4	8.8

Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p. 52.

TABLE A-14

Formation Brute Du Capital Fixe

(En pourcentage du PNB)



Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p. 23.

TABLE A-15

INVESTISSEMENT PUBLIC
(En Pourcentage du PNB)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	...	...	5.2	8.7	7.5	9.8
Mali	...	...	...	...	...	...
Niger	...	...	...	...	...	...
Cameroun	10.1	15.5	...	...	...	...
Burkina Faso	...	10.5	12.2	15.5	13.8	9.3
Sénégal	5.9	3.9	4	4	3.9	3.8
Soudan	7	5.2	4	...	...	...
Nigéria	...	9.6	3.6	6.4	7.2	...
C.A.R.	...	...	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	9	6.8	4.6	3.6	4.1	2.2
Congo	...	...	...	...	...	...
Gabon	8.9	12.3	8.2	12.6	2.5	4.2
Guinée Equatoriale	...	...	...	9.1	16.5	17.2

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE A-16

INVESTISSEMENT PRIVE BRUT
(En Pourcentage du PNB)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	...	...	0.3	0.4	0.4	0.5
Mali	...	...	...	...	11.2	13.1
Niger	...	...	...	...	...	...
Cameroun	7.9	6.6	...	...	...	...
Burkina Faso	...	9.5	5	7.6	8.6	8
Sénégal	9.8	8.2	8.3	8	8.6	8.9
Soudan	4.5	12.9	11.6	...	...	...
Nigéria	...	5.5	2.4	3.1	4.5	...
C.A.R.	...	...	...	2.5	1.8	1.7
Côte d'Ivoire	17.1	14.9	7.7	8.3	6.9	6.3
Congo	...	...	...	...	...	...
Gabon	18.4	20	22.9	32.1	30.7	18.2
Guinée Equatoriale	..	..	..	3.5	4.5	7.1

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE A-17

INVESTISSEMENTS ETRANGERS DIRECTS
(En millions de dollars E.U.)
(Prix/Taux de Change Courant)

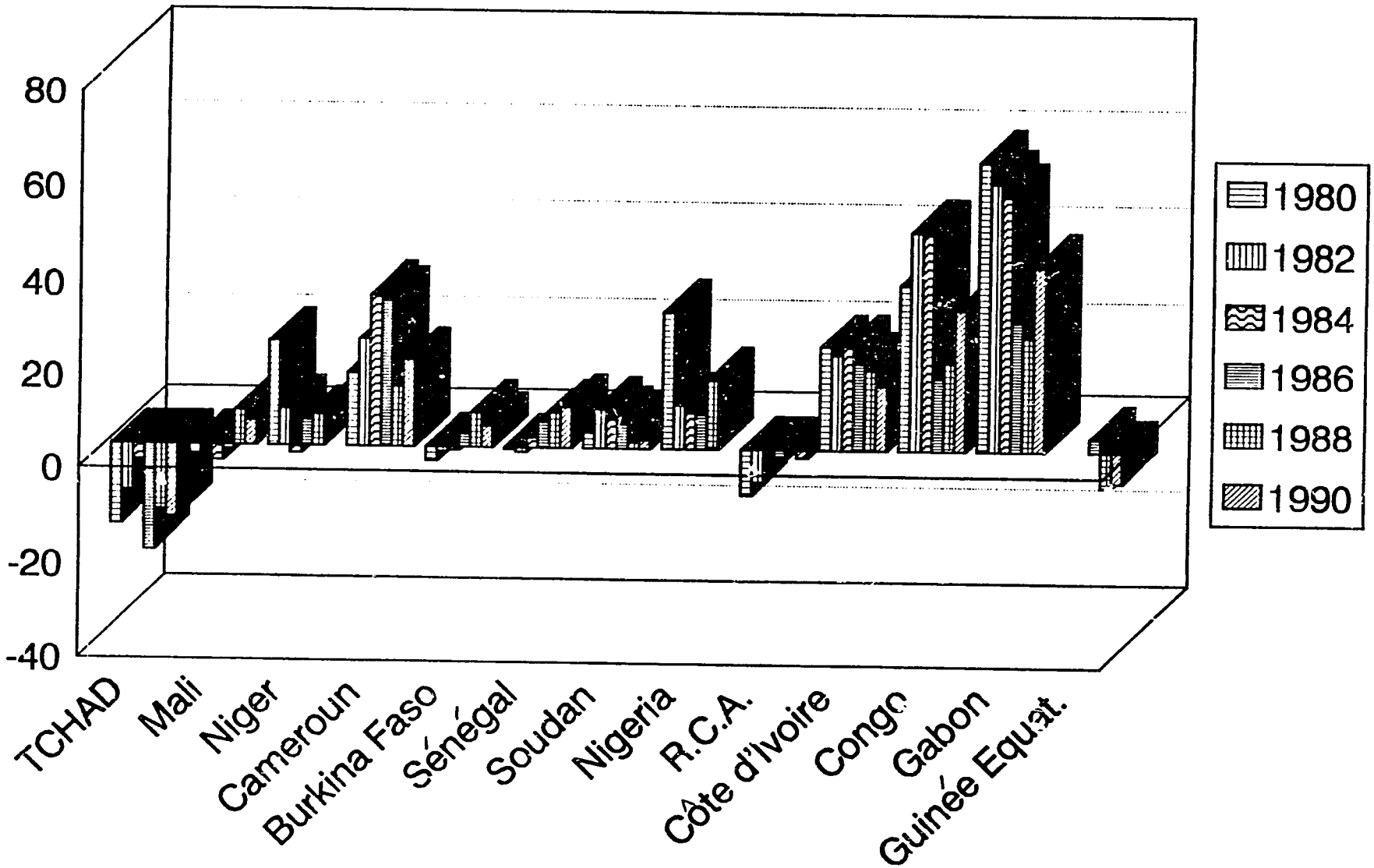
Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	0	0	9	28	-13	19
Mali	2	2	10	-8	1	-6
Niger	44	25	-1	...	...	...
Cameroun	105	28	92	0	34	33
Burkina Faso	0	2	2	3	2	2
Sénégal	13	10	27	-13	0	-18
Soudan	0	0	0	0	0	0
Nigéria	-740	433	200	167	377	588
C.A.R.	5	9	5	7	-13	...
Côte d'Ivoire	95	47	22	71	56	-48
Congo	40	35	35	22	9	-1
Gabon	24	127	5	104	121	-77
Guinée Equatoriale	...	...	...	0	0	10

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE A-18

Epargne Nationale Brute

(En Pourcentage du PNB)

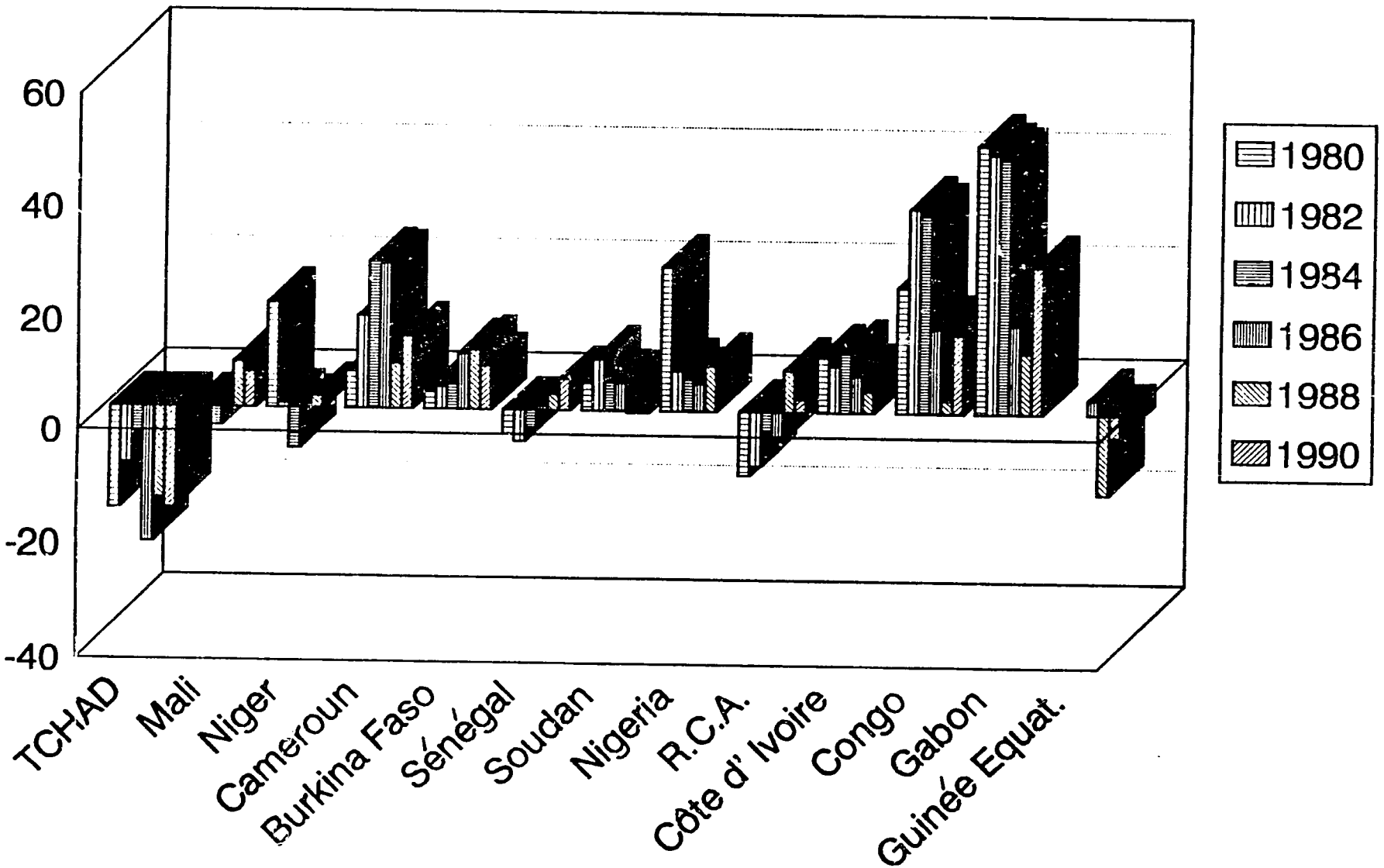


Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p. 26.

TABLE A-19

Epargne Intérieure Brute

(En pourcentage du PNB)

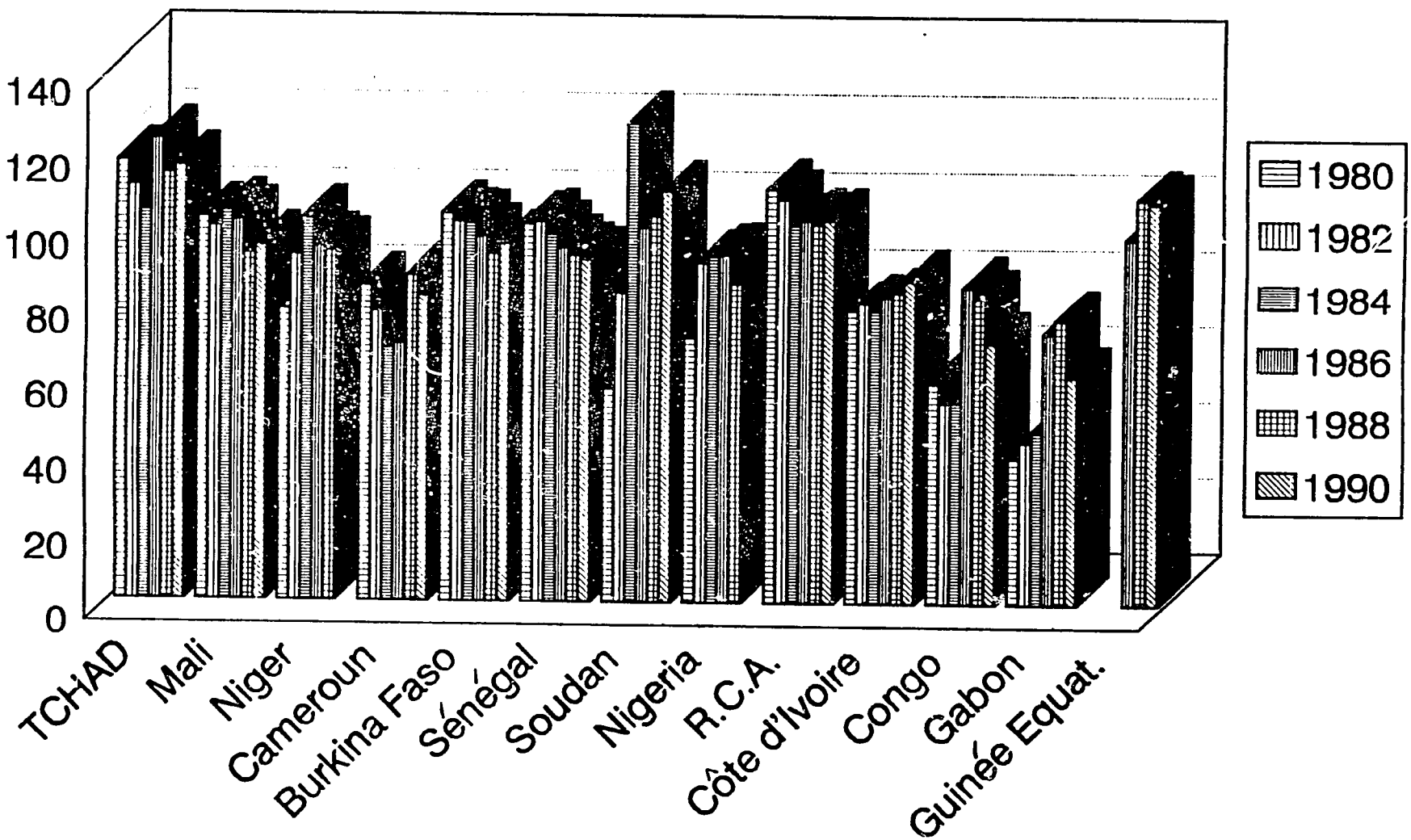


Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p. 263.

TABLE A–20

Consommation Totale

(En Pourcentage)



Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators," p.21.

TABLE A-21

CONSOMMATION TOTALE DU GOUVERNEMENT
(En Pourcentage du PNB)

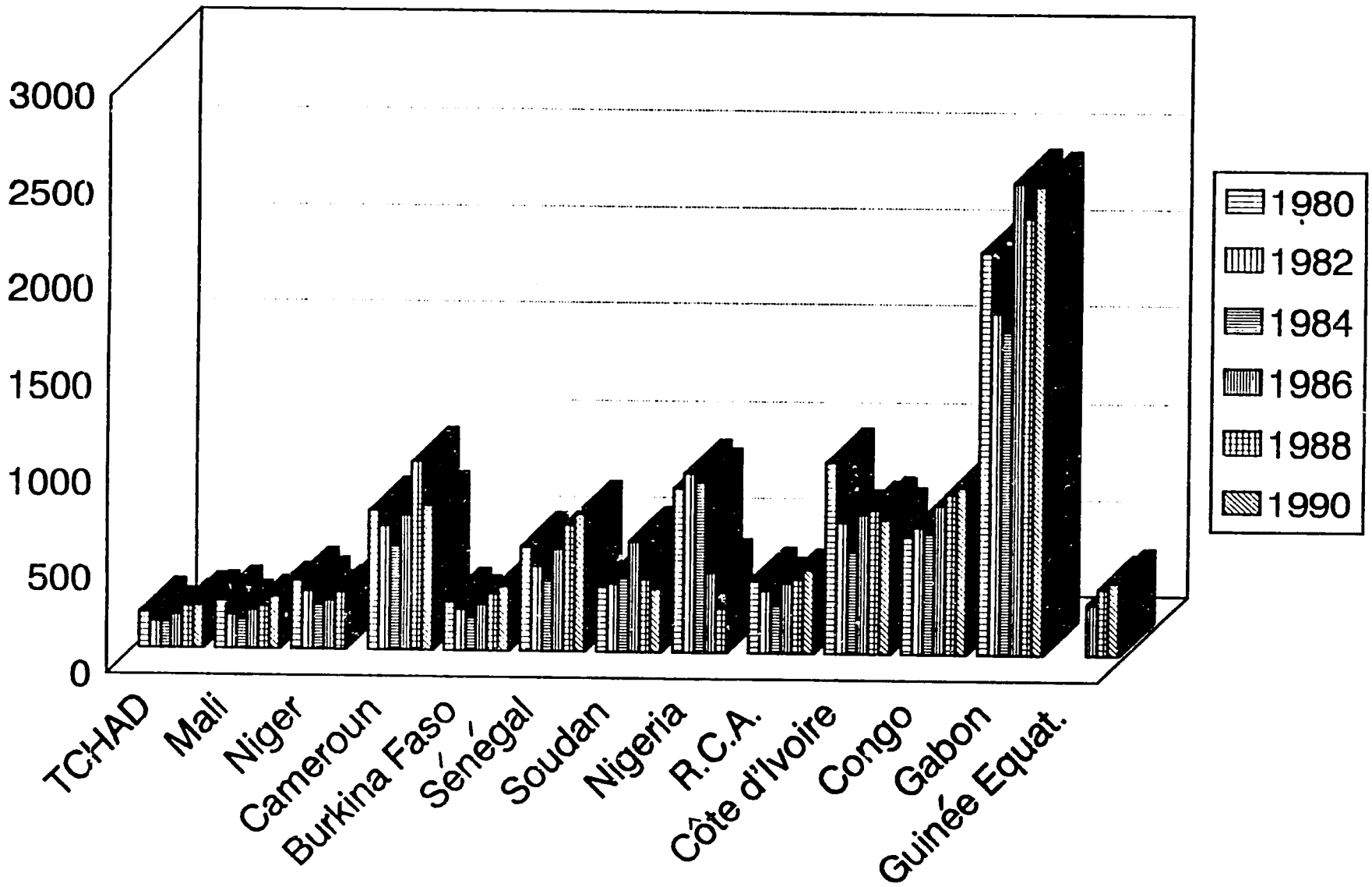
Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	...	7.8	14.2	19.8	17.9	22.9
Mali	10.4	9.8	10.8	11	11.3	11
Niger	10.3	11.7	10.2	11.5	10.4	...
Cameroun	8.7	8.7	9.4	8.7	11.3	11.7
Burkina Faso	9.6	14.4	13.6	12.9	12.7	12.9
Sénégal	22	18.2	18.5	15.4	14.7	14.3
Soudan	16	10.8	9.7	13.6	14	14.2
Nigéria	8.9	11.4	13.2	11.3	11.2	...
C.A.R.	15.1	15.9	14.2	15	13.3	13.6
Côte d'Ivoire	17.8	17.2	15.3	15.2	17.2	18
Congo	17.6	13.5	14.8	25	21	18.6
Gabon	13.2	15.7	18.5	25.3	23.4	19
Guinée Equatoriale	...	...	...	28.9	36.6	34.2

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE A-22

Consommation Totale par Habitant

(En dollars E.U. Courants)



Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p.33.

TABLE B-1

OPERATION DU GOUVERNEMENT CENTRAL, 1987-1991

(En millions de F CFA)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Totales	19471	24775	28809	31567	31239
Recettes Fiscales	13794	19010	23019	25204	22950
Impots sur le Revenue	3494	4314	6289	6572	8040
Impots sur les Biens/Serv.	3223	5588	7319	8534	8037
Impots sur le Commerce Int	5092	6940	6917	7692	5229
Autres	1985	2168	2494	2405	1643
Recettes de la Caisse Autone	4060	4789	3844	5068	3703
Recettes non-Fiscales	1617	976	1947	1295	4586
Depenses Totales	82312	84077	105038	107719	112200
Depenses Courantes	27712	30972	42236	47676	52628
Salaires	11326	12363	17452	20555	20828
Materiels et Fournitures	3856	4014	6263	8146	8896
Interet	876	896	876	1902	3684
Transferts	2058	1199	3279	2980	2720
Autres	...	2603	4432	4530	800
Defense	9567	9997	9933	9568	16000
Deficit Courant (Engagements)	-8241	-6197	-13428	-16111	-21389
Depenses d'Investissement	54600	53105	62802	60041	59572
Financement local	...	225	1209	450	700
Financement Exterieur	54600	52880	61593	59591	58872
Deficit total (Engagements)	-62841	-59302	-76228	-76152	-80961
Variation - Arrieres Payement	567	-1055	-6210	2558	10728
Externe	65	322	76	448	9203
Domestique	502	-1377	-6286	1710	7525
Deficit Global	-62274	-60357	-82438	-73594	-70234

	1987	1988	1989	1990	1991
Financement	62274	60357	82438	73594	70234
Exterieur (Net)	61614	62114	79732	71402	70885
Dons	53909	48715	57767	48903	51690
Budgetaire	6605	8525	14109	11258	14161
Dettes	7300	12963	22437	23546	21452
Budgetaire	...	245	4502	1600	119
Amortissement	-1098	-873	-959	-1047	-2267
Reduction des Arrieres	198	459	-22381	-13521	...
Abandon de Dettes/Reschel.	1305	867	22868	13521	...
Domestique (Net)	661	-1757	2707	2192	-651
Systeme Bancaire	-498	-1707	3068	3153	-518
Banque Centrale (BEAC)	-402	-1501	3848	3973	-301
Banques Commerciales	-88	-208	-788	-820	-217
Secteur Non-bancaire	1159	-50	-352	-961	-133
Financement Add'l Requis	...	...	...	...	...
MEMORANDUM:					
(En % du PNB)					
Recettes	7.9	8	8.9	9.6	8.5
Depenses Courantes	11.3	10	13.1	14.4	14.4
Deficit Courant	-3.3	-2	-4.2	-4.9	-5.8
Deficit Total, Net Donations	-25.5	-18.1	-23.7	-23.1	-22.1
Depenses d'Investissement (En % Depenses Courantes)	14	13	14.8	17.1	18.9
Recettes de la Taxe Petroliere (En millions de F CFA)	753	3476	4222	4600	3470

Source: Donnees fournies par les autorites Chadiennes a l'equipe IRIS. July 1992

TABLE B-2

PRINCIPAUX INDICATEURS DES GOUVERNEMENT OPERATION INDICATORS, 1987-1991

(En % du PNB)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Totales	7.9	8	8.9	9.6	8.5
Recettes Fiscales	7.3	7.7	8.3	9.2	7.3
Impôts sur le Revenues/Bénéfices	1.4	1.4	2	2	2.2
Impôts sur le Biens et Services	1.3	1.8	2.3	2.6	2.2
Taxes sur le Commerce Internat.	2.1	2.2	2.1	2.3	1.4
Recettes de la CAA	1.6	1.5	1.2	1.5	1
Recettes Non-Fiscales	0.7	0.3	0.6	0.4	1.3
Dépenses Total	33.4	27.1	32.6	32.6	30.7
Dépenses Courant	11.3	10	13.1	14.4	14.4
Salaires et Traitements	4.6	4	5.4	6.2	5.7
Matériels et Fournitures	1.6	1.3	1.9	2.5	2.4
Intérêt	0.4	0.3	0.3	0.6	1
Transferts Unilatéraux	0.8	0.4	1	0.9	0.7
Autres (Principalement hors Budget Militaire)	3.9	4	4.5	4.3	4.5
Déficit Courant (Engagements)	-3.3	-2	-4.2	-4.9	-5.8
Dépenses d'Investissement	22.2	17.1	19.5	18.2	16.3
Déficit Total	-25.5	-19.1	-23.7	-23.1	-22.1
Variations Arriérés de Payement	0.2	-0.3	-1.9	0.8	2.9
Déficit Total (Trésorerie)	-25.3	-19.4	-25.6	-22.3	-19.2

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE B-3

PRINCIPAUX INDICATEURS DES GOUVERNEMENT OPERATION INDICATORS, 1987-1991

(Taux Annuel de Variation)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Totales	9.7	27.2	16.3	9.6	-1
Recettes Fiscales	17.1	33.3	12.9	12.7	-12
Impôts sur le Revenues/Bénéfices	4.6	23.5	45.8	4.5	22.3
Impôts sur le Biens et Services	6.8	73.4	31	16.6	-5.8
Taxes sur le Commerce Internat.	-17.4	36.3	-0.3	11.2	-32
Recettes de la CAA	170.7	18	-19.7	31.9	-26.9
Recettes Non-Fiscales	-35.3	-39.6	99.4	-33.5	254.1
Dépenses Totales	15.1	2.1	24.9	2.6	4.2
Dépenses Courantes	10.8	11.8	36.4	12.9	10.4
Salaires et Traitements	18.2	9.2	41.2	17.8	1.3
Matériels et Fournitures	-4.5	3.3	56	30.1	1.3
Intérêt	-17	2.3	-2.2	117	9.2
Tranferts Unilatéraux	55.9	-41.8	173.6	-9.1	88.4
Autres (Principalement hors Budget Militaire)	...	...	...	...	...
Déficit Courant (Engagements)	13.5	-24.8	116.7	20	32.8
Dépenses d'Investissement	17.5	-2.7	18.3	-4.4	-0.8

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE B-4

DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL, 1987-1991

	1987	1988	1989	1990	1991
(En millions de F CFA)					
Dépenses Totales	82312	84077	105038	107719	112200
Dépenses Courantes	27712	30972	42236	47678	52628
Salaires et Traitements	11325	12363	17452	20555	20828
Matériels et Fournitures	3886	4014	6263	8146	8866
Intérêt sur Dettes Ré-éche	875	896	876	1902	3584
Transferts	2058	1199	3279	2980	2720
Autres, y compris militaire	9567	12500	14365	14096	16600
Investissements	54600	53105	62802	60041	59572
(En % du Total)					
Dépenses Totales	100	100	100	100	100
Dépenses Courantes	33.7	36.8	40.2	44.3	46.9
Salaires et Traitements	13.8	14.7	16.6	19.1	18.6
Matériels et Fournitures	4.7	4.8	6	7.6	7.9
Intérêt sur Dettes Ré-éche	1.1	1.1	0.8	1.8	3.2
Transferts	2.5	1.4	3.1	2.8	2.4
Autres, y compris militaire	11.6	14.9	13.7	13.1	14.8
Investissements	66.3	63.2	59.8	55.7	53.1

Source: Données compilées par l'Equip IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE B-5

LES RECETTES DU GOUVERNEMENT REVENUES, 1987-1991

(En millions de F CFA)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Totales	15411	19986	24966	26449	27536
Recettes Fiscales	13794	19010	23019	25204	22950
Impôts sur Revenues/Bénéfices	3494	4314	6289	6572	8040
Individus	1870	2386	4421	4762	5201
Entreprises	1624	1928	1867	1811	2839
Taxes Patronales sur Salaires	397	435	502	669	901
Taxes sur les Biens et Services	3223	5588	7319	8534	8037
Taxes sur le Chiffre d'Affaires	1204	1264	1858	2334	2538
Taxe Unique	1592	1364	1868	2119	2384
Autres	428	2960	3593	4081	3116
dont taxe sur le pétrole	...	2043	3103	3598	2820
Taxes sur le Commerce Internat.	5092	6940	6917	7692	5229
Importations	4827	6553	6393	6873	4794
Exportations	168	253	223	277	371
Autres	97	135	300	542	64
Autres recettes	1587	1733	1993	1737	743
Recettes Non-Fiscales	1617	976	1947	1295	4586
Impôts sur la Propriété	338	150	221	304	2305
Frais Administratifs	104	104	197	499	462
Recettes - Ventes Prod. Divers	553	416	517	253	420
Autres	914	522	570	492	335
Profits de la BEAC	261	200	442	...	1485

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE B-6

LES RECETTES DU GOUVERNEMENT REVENUES, 1987-1991

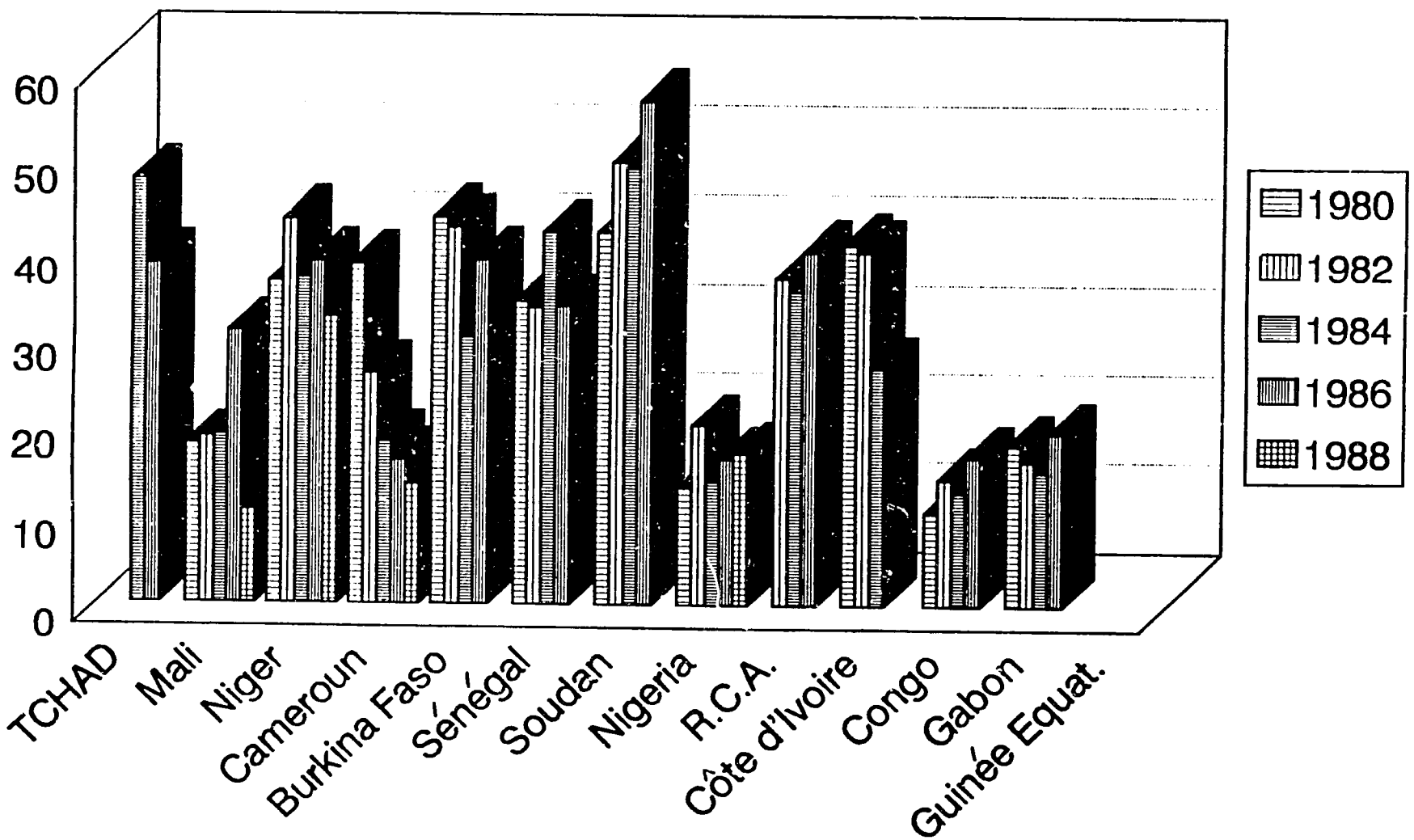
(En % du Total)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Totales	100	100	100	100	100
Recettes Fiscales	89.5	95.1	92.2	95.1	83.3
Impots sur Revenues/Bénéfices	22.7	21.6	25.2	24.8	29.2
Individus	12.1	11.9	17.7	18	18.9
Entreprises	10.5	9.6	7.5	6.8	10.3
Taxes Patronales sur Salaires	2.6	2.2	2	2.5	3.3
Taxes sur les Biens et Services	20.9	28	29.3	32.2	29.2
Taxes sur Chiffre d'Affaires	7.8	6.3	7.4	8.8	9.2
Taxe Unique	10.3	6.8	7.5	8	8.7
Autres	2.8	14.8	14.4	15.4	11.3
dont taxe sur le pétrole	...	10.2	12.4	13.6	10.2
Taxes sur le Commerce Internat.	33	34.7	27.7	29	19
Importations	31.3	32.8	25.6	25.9	17.4
Exportations	1.1	1.3	0.9	1	1.3
Autres	0.6	0.7	1.2	2	0.2
Autres recettes	10.3	8.7	8	6.6	2.7
Recettes Non-Fiscales	10.5	4.9	7.8	4.9	16.7
Impots sur la Propriété	2.2	0.8	0.9	1.1	8.4
Frais Administratifs	0.7	0.5	0.8	1.9	1.7
Recettes - Ventes Prod. Divers	3.6	2.1	2.1	1	1.5
Autres	5.9	2.6	2.3	1.9	1.2
Profits de la BEAC	1.7	1	1.8	...	5.4

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE B-7

Taxes sur le Commerce International

(En Pourcentage des Recettes du Gouvernement)

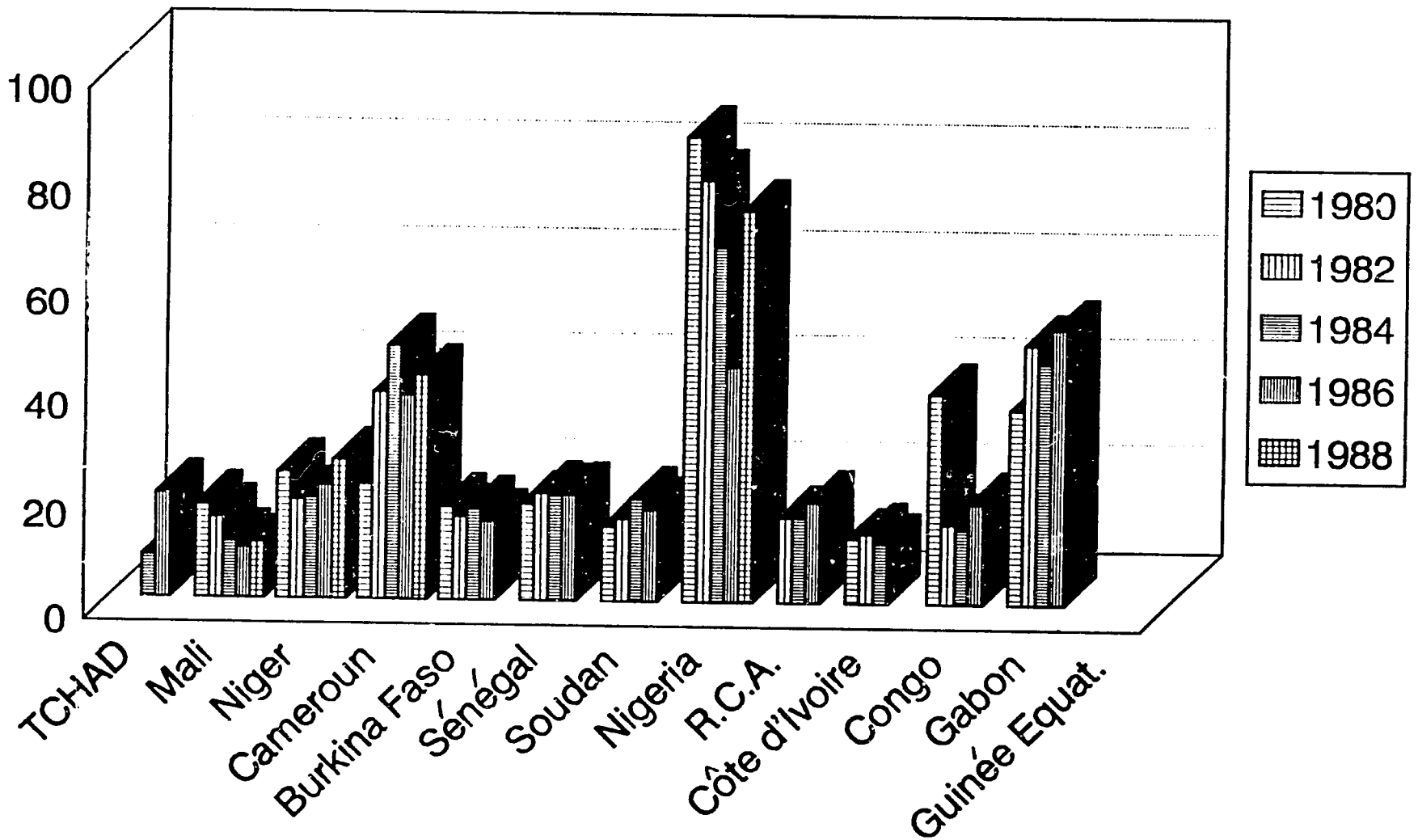


Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p.179.

TABLE B-8

Impôts sur le Revenu

(En Pourcentage des Recettes du Gouvernement)

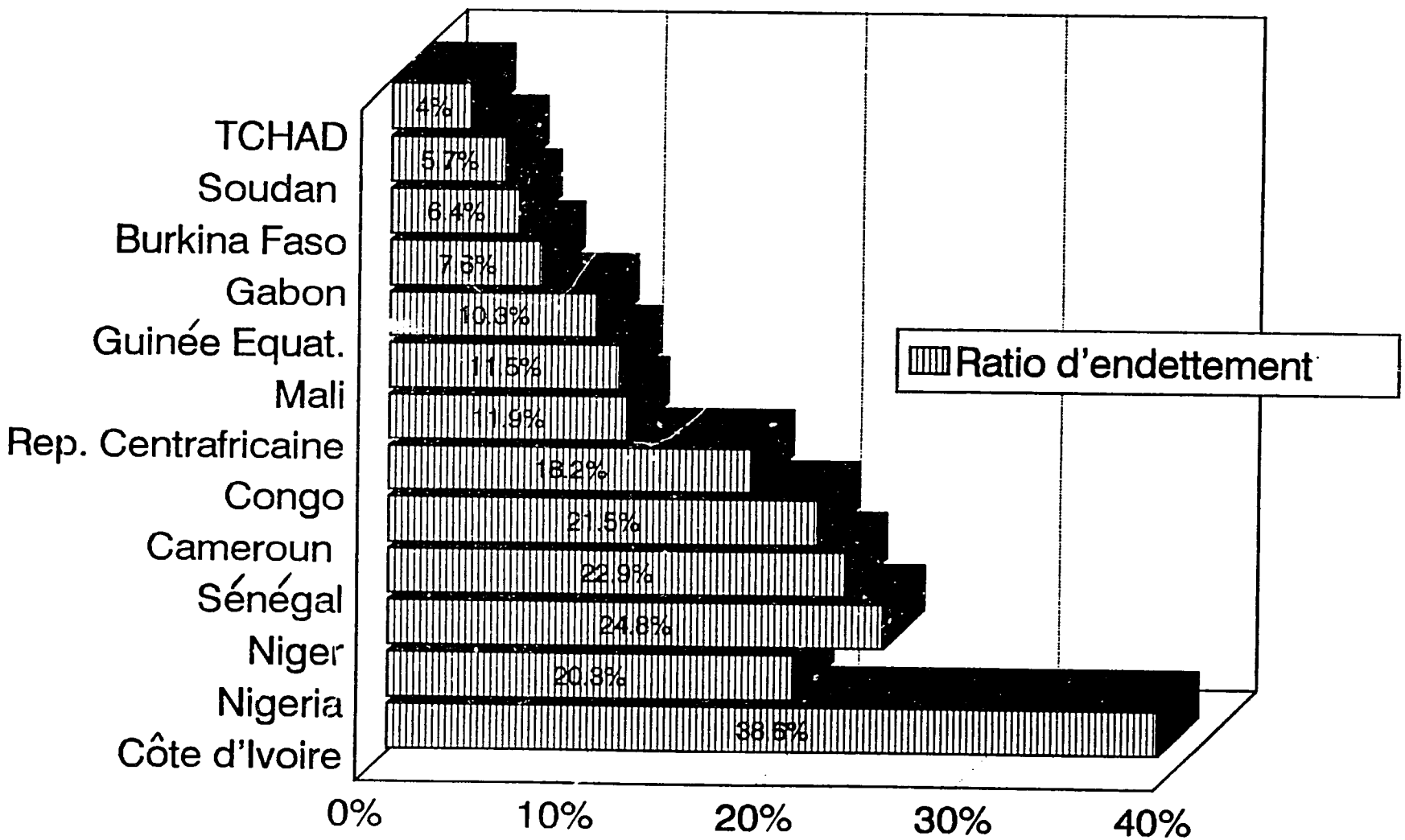


Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p.178.

TABLE C–1

Le Ratio d'endettement, 1990

(Service de la dette en pourcentage des exportations)



Source: Banque Mondiale, "World Debt Tables, 1991-92."

TABLE C-2

DETTE PUBLIQUE EXTERNE, 1990
(En millions de dollars E.U.)

Guinée Equatoriale	206
TCHAD	43[illegible]4
Burkina Faso	750
République Centrafricaine	816
Niger	1587
Mali	2306
Gabon	2945
Sénégal	3014
Congo	4380
Cameroun	5014
Soudan	9652
Côte d'Ivoire	14422
Nigéria	34100

Source: Banque Mondiale: "World Debt Tables 1991-92".

TABLE C-3

UTILISATION DES CREDITS ACCORDES PAR LE FMI, 1990
(En millions dollars E.U.)

Burkina Faso	0
Nigéria	0
Guinée Equatoriale	5.8
Congo	11
TCHAD	30.5
République Centrafricaine	37
Mali	69
Niger	85
Cameroun	121
Gabon	140
Sénégal	314
Côte d'Ivoire	431
Soudan	956

Source: Banque Mondiale, "World Debt Tables 1991-92."

TABLE C-4

STRUCTURE DE LA DETTE, 1990

PAR CREANCIER

(En millions de dollars E.U.)

CREANCIER OU SECTEUR PRIVE:							CREANCIERS DU SECTEUR PUBLIC:					
		Prive	Prive a	Differentes Categories						Multi's	Bilateral	
PAYS	Total Prive	Non Garantie	Garantie Publique	Dettes Publique Garanties Oblig.	Bques Com.	Autres	Total Public	Multi-lateral	Concess-ionelle	Noncon-cession.		Concess-ionelle
TCHAD	8.5	0.0	8.5	0.0	0.0	8.5	421.9	317.9	310.9	7.1	103.9	67.0
Mali	18.0	0.0	18.0	0.0	2.0	16.0	2306.0	870.0	856.0	14.0	1416.0	1375.0
Niger	376.0	261.0	115.0	0.0	114.0	1.0	1211.0	702.0	652.0	50.0	509.0	176.0
Cameroun	1228.0	230.0	998.0	0.0	324.0	674.0	3787.0	1297.0	375.0	922.0	2490.0	1069.0
Burkina Faso	38.0	0.0	38.0	0.0	1.0	37.0	712.0	565.0	484.0	81.0	147.0	136.0
Senegal	241.0	60.0	181.0	0.0	85.0	96.0	2773.0	1368.0	1159.0	209.0	1405.0	827.0
Soudan	2151.0	496.0	1655.0	0.0	1651.0	4.0	7501.0	1724.0	1569.0	155.0	5777.0	2903.0
Nigeria	16168.0	391.0	15777.0	0.0	5842.0	9935.0	17933.0	3726.0	115.0	3612.0	14206.0	519.0
R.C.A.	23.0	1.0	22.0	0.0	0.0	22.0	794.0	466.0	441.0	235.0	327.0	270.0
Cote d'Ivoire	7576.0	4372.0	3204.0	0.0	2818.0	386.0	6846.0	2701.0	321.0	2380.0	4145.0	1859.0
Congo	1241.0	0.0	1241.0	0.0	882.0	359.0	3139.0	582.0	168.0	414.0	2557.0	1493.0
Gabon	707.0	0.0	707.0	0.0	247.0	461.0	2237	320.0	32.0	288.0	1918.0	803.0
Guinee Equat.	17.8	0.0	17.8	0.0	0.0	17.8	188.3	66.8	57.5	9.2	121.6	66.8

Source: Banque Mondiale, "World Debt Tables, 1991 - 1992."

TABLE C-5

STRUCTURE DE LA DETTE TOTAL

(Par Debiteur, 1990)

En millions de dollars

Pays Debiteur:	Dette au Secteur Prive	Dette au Secteur Public	Composantes Dette Publique				
			Gouvernement Central	Collectivites Locales	Banque Centrale	Banque de Developpement	Entreprises Publiques
TCHAD	0.2	430.2	388.4	0.6	0.0	1.1	40.2
Mali	6.0	2300.0	2287.0	1.0	0.0	21.0	11.0
Niger	264.0	1323.0	1232.0	0.0	0.0	38.0	53.0
Cameroun	381.0	4655.0	4110.0	0.0	0.0	12.0	533.0
Burkina Faso	1.0	749.0	709.0	0.0	0.0	6.0	34.0
Senegal	97.0	2916.0	2728.0	0.0	0.0	9.0	179.0
Soudan	496.0	9156.0	9053.0	0.0	0.0	0.0	103.0
Nigeria	391.0	33709.0	30381.0	1524.0	0.0	181.0	1623.0
Republique Centrafic	2.0	814.0	708.0	0.0	0.0	1.0	105.0
Cote d'Ivoire	4375.0	10048.0	9305.0	0.0	0.0	88.0	655.0
Congo	0.0	4382.0	3889.0	2.0	0.0	95.0	596.0
Gabon	2.0	2943.0	2762.0	0.0	0.0	3.0	178.0
Guinee Equatoriale	0.0	205.9	192.7	0.0	10.8	0.4	2.0

Source: Banque Mondiale, "World Debt Tables, 1991 - 1992.

TABLE C-6

MONTANT TOTAL CREDIT AU GOUVERNEMENT

Pays:	Niveau de 1980	(Variations Annuelles en Pourcentage) 1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	11405	0.3	-5.6	-24.7	290.6	-141.3	-171.9
Mali	55935	1.6	23.3	-8.1	-1.6	-18.1	-40.4
Niger	-7492	-67.3	-647.7	23.2	-27.9	8.9	7.9
Cameroun	-52809	34.9	-13.5	-31.4	-125.4	100.7	73.3
Burkina Faso	-3380	45.6	-63.4	-10	26.7	11	5.9
Sénégal	28673	52.8	90.3	12.7	1.9	4	-15.3
Soudan	1141	65.9	13.6	12.6	37.5	4.8	16
Nigéria	3539	6.8	64	15.2	2.9	29.9	69.1
C.A.R.	12874	10.8	-17.5	-6.2	29	-8.6	-29.1
Côte d'Ivoire	-54654	-52	25.2	11.8	10.3	49	-11.4
Congo	22657	7.3	333.3	107.9	12.1	57.9	-17.6
Gabon	30588	-1.8	1488.4	-16.4	208.6	23.1	-39.1
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	-5.7	2.1	-24.1

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"
Note: Les montants de 1980 sont en millions de F CFA

TABLE C-7

MONTANT TOTAL DES CREDITS A L'ECONOMIE

Pays:	Niveau de 1980	(Variations Annuelles en Pourcentage) 1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	4884	-1.3	-4.5	24.8	22.5	-8.3	-25.4
Mali	137926	5.2	14.7	-15.8	8.6	-21.4	-16
Niger	82308	55.6	28	-8.1	0.6	-16.3	-14
Cameroun	363804	27.8	32.2	4.5	19.3	-7.1	-1.6
Burkina Faso	56507	3.7	13.4	-1.8	1.9	6.9	-6
Sénégal	293567	17.2	19.6	2.7	0.9	6.9	-8
Soudan	1955	34.4	25.1	15.3	35.4	17.4	...
Nigéria	10689	23.4	36	10.3	14.1	26	34.3
C.A.R.	36342	33.4	6.5	-2.7	3.4	-0.7	-2.4
Côte d'Ivoire	835066	23.2	6.8	0.5	4.3	5.8	-7.2
Congo	78653	17.9	53.2	28.8	2.4	3.2	-4.2
Gabon	173174	12.1	-9.8	12.4	17.3	-4.4	-14.4
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	13.5	-2.3	-5.6

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"
Note: Les montants de 1980 sont en millions de F CFA

TABLE C-8

MONTANT TOTAL CREDIT ALLOUES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

(En Pourcentage)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	...	...	...	...	...	33.5
Mali	...	...	...	...	...	...
Niger	27.3	23.9	19	28.5	...	
Cameroun	...	...	...	...	...	17.5
Burkina Faso	...	...	...	...	...	...
Sénégal	39.5	39.1	26.1	...	...	...
Soudan	21.3	28.8	13.6	20.4	18.1	...
Nigéria	...	...	...	...	...	...
C.A.R.	...	...	...	...	...	21.1
Côte d'Ivoire	...	...	...	...	...	...
Congo	...	...	...	...	...	12.3
Gabon	...	...	...	...	...	5.9
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	...	5.7

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE C-9

MONTANT TOTAL DES CREDITS AU SECTEUR PRIVE

Pays:	Niveau de 1980	(Variations Annuelles en Pourcentage) 1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	37479	-1.8	-4.1	41.5	15.5	-1.7	-4.8
Mali	81992	7.8	8.7	-22.8	18.1	-24	-0.2
Niger	88814	18.5	8.3	-12.9	9.2	-4.1	...
Cameroun	416613	28.7	21.3	-0.3	12.3	0.9	0.8
Burkina Faso	58026	5.5	14.4	-2.8	6.4	8.4	-1.3
Sénégal	261519	16.8	8.1	-0.7	0.2	7.9	-5.6
Soudan	526	14.1	34	18.7	26.8	19.8	...
Nigéria	6744	31.6	18.5	6.8	30.2	16.4	9.1
C.A.R.	23468	50.2	24.2	-0.7	-8.7	4.2	-3.5
Côte d'Ivoire	866500	11.9	6	-2.1	2.1	-0.1	-5.8
Congo	55996	22.8	39.2	18.8	0.8	-6.2	6.5
Gabon	142586	15.6	8.2	9.9	10.9	-12.9	0.9
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	28.1	-4.6	1.1

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"
NoteL Les montants de 1980 sont en millions de F CFA

TABLE C-10

CREDIT BANCAIRE AU SECTEUR PRIVE, 1987-1990

	1987		1988		1989		1990	
	Valeur	Pourcent	Valeur	Pourcent	Valeur	Pourcent	Valeur	Pourcent
Crédits à Court-Terme								
Agriculture	136	0.2	134	0.2	134	0.3	713	1.8
Agro-industrie	3964	6.2	2748	4.8	842	1.6	1768	4.4
Manufacture de Textile	1728	2.7	1535	2.7	1418	2.8	1406	3.5
Autres Ind. Manufacturées	763	1.2	36	0.1	790	1.5	4458	11.3
Electr., Energie, Eau	17	...	63	0.1	51	0.1	...	...
Travaux Publics et Bâtiments	1016	1.6	1313	2.3	1239	2.4	1354	3.4
Commerce (Gros et détail)	7210	11.3	5167	9	6905	13.4	9517	23.7
Import. et distribution Pétrole	1730	2.7	2939	5.1	1857	3.6	3330	8.3
Activités d'Export Coton	39312	61.7	18688	32.4	17390	33.8	13188	32.8
Transport	651	1	706	1.2	662	1.3	655	1.6
Services	1451	2.3	782	1.4	2449	4.8	2262	5.6
Autres	812	1.3	917	1.6	367	0.7	1458	3.6
TOTAL:	58790	92.2	35028	60.9	34104	66.3	40109	100
Credit a Moyen et Long-Terme:								
Agriculture	15	...	15	...	15	...	15	0.1
Agro-industrie	1467	2.3	690	1.2	1924	3.7	2441	16.5
Manufacture de Textile	117	0.2	209	0.4	106	0.2	735	5
Autres Ind. Manufacturees	94	0.1	110	0.2	302	0.6	540	3.7
Electr., Energie, Eau	...	...	...	...	...	...	...	...
Travaux Publics et Batiments	111	0.2	96	0.2	67	0.1	60	0.4
Commerce (Gros et detail)	210	0.3	410	0.7	500	1	685	4.6
Import. et distribution Petrole	395	0.6	315	0.5	270	0.5	137	0.9
Activites d'Export Coton	526	0.8	18842	32.7	13374	26	8304	56.2
Transport	112	0.2	116	0.2	117	0.2	131	0.9
Services	703	1.1	348	0.6	647	1.3	367	2.5
Autres	1136	1.8	1505	2.6	56	0.1	1353	9.2
TOTAL:	4886	7.6	22656	39.3	17378	33.7	14768	100
TOTAL GLOBAL	63676	100	57684	100	51482	100	54877	100

Source: Donnees compilees par l'Equipe IRIS a N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE C-11

LES OPERATIONS DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT, 1987-1991

(En millions de F CFA)	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes Total	4060	4789	3844	5068	3703
Huile de Coton/Savon	495	394	561	447	380
Bière	917	809	961	837	780
Prêts	310	256	239	232	260
Transport	352	338	239	600	597
Pétrole	753	1434	1119	1002	650
Prêts & Arriérés de Recouv	380	1104	141	1245	550
Autres Taxes	843	454	584	705	486
Dépenses	3173	5444	7365	4694	6003
Dépenses Courantes	1648	3777	5377	3297	3736
Salaires	20	20	26	28	40
Matériels et Fournitures	34	35	41	36	52
Equipement et Maintenance	...	281	163	...	...
Souscriptions	719	...	...	...	...
Payement de la Dette CT	...	2545	4733	1456	600
Intérêt	875	896	713	1778	3044
Solde Courant	2412	1012	1834	1771	-33
Principal	1525	1668	1688	1397	5567
Deficit Total (-)	887	-655	-3522	374	-2300
Financement	-887	655	3522	-374	2300
Variations des Arriérés	263	791	-22381	-12673	3203
Principal	198	469	-14259	-10143	1646
Intérêt	65	322	-8122	-2530	1557
Variation Dépôts des Banques (Augmentation -)	-1149	-136	3035	-1222	-903
Ré-echeillonnement de Dette	...	...	22868	13521	...

Source: Données compilées par l'Equip IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'année 1991 sont de estimations.

TABLE C-12

RECETTES DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT, 1986-1990

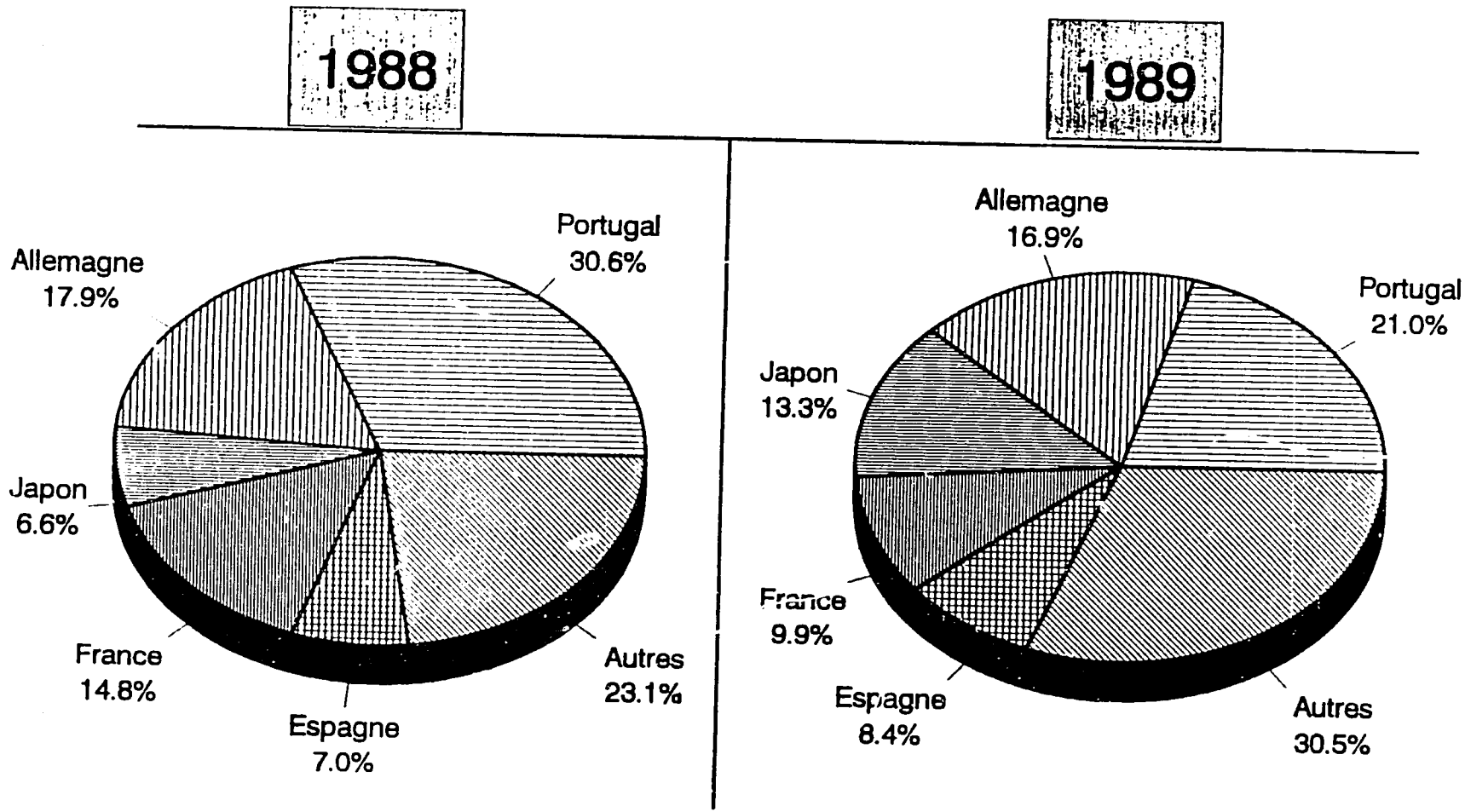
(En millions de F CFA)		1986	1987	1988	1989	1990
Sources de Recettes	Provenance					
Huile (Coton/arachide)	CotonTchad	53	315	297	352	280
Savon	CotonTchad	27	180	97	209	167
Bière	Brasserie du Logone	728	917	809	961	837
Cigarettes	MCT	78	126	117	124	205
Sucre	SONASUT	112	65	41	73	83
Prêts Bancaires	Banques Commerciales	213	310	224	239	232
Boissons Gazeuses	BGDT	14	68	66	69	98
Chiffres d'Affaires	CTT	26	362	338	239	600
Exportation Animaux	SOTERA	1	72	94	90	143
Importation de pétrole	Fonds Pétrolier	16	753	1434	1119	1002
Import. Boissons Alcool.	Importateurs	38	50	36	20	10
Diverses Taxes	Varlés	124	462	133	208	166
Recouvrement des Arriérés		71	380	1104	141	1245
	TOTAL:	1501	4060	4790	3844	5068

Source: Données compilées par l'Equip IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE D-1

Tchad: Exportation par Destination

(En Pourcentage)



Source: Economist Intelligence Unit, "Cameroon, CAR, Chad Country Report, No.2-1992," appendix 3.

TABLE D-2

VALEUR TOTALE DES MARCHANDISES EXPORTEES
(En millions de dollars E.U.)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1989
TCHAD	71	58	131	99	141	137
Mali	205	146	205	206	249	271
Niger	566	332	274	243	290	250
Cameroun	1384	1000	882	781	924	900
Burkina Faso	90	56	79	83	142	75
Sénégal	477	548	534	620	550	600
Soudan	543	499	629	333	509	672
Nigéria	24999	13705	12020	5899	7000	9000
C.A.R.	115	109	86	131	130	134
Côte d'Ivoire	3142	2235	2698	3354	3100	2970
Congo	911	977	1183	776	751	912
Gabon	2173	2160	2018	1271	1200	1160
Guinée Equatoriale	14	17	20	39	49	41

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE D-3

TAXES A L'EXPORTATION

(En Pourcentage des Recettes Gouvernementales Totales)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1990
TCHAD	...	...	16.6	0.7	...	...
Mali	3.5	1.9	6.5	5.7	5.8	...
Niger	4.1	5.3	5.8	5.2	...	...
Cameroun	9.8	4.3	2.1	1.9	6.2	...
Burkina Faso	2.9	1.5	1.5	1.4	...	...
Sénégal	1.8	0.8	0.3	0.1	...	...
Soudan	1.7	4	1.6	1.7	...	...
Nigéria	0	0	0	0.2	0	0
C.A.R.	...	9.8	10.4	6.1	...	...
Côte d'Ivoire	9.9	3.1	7.6	...	...	...
Congo	0.2	0.1	0.1	0.1	0.3	0
Gabon	2.2	1.2	1.1	1	...	...
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	...	...

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE D-4

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU TCHAD
(En millions de dollars E.U., Données fournies par chaque pays)

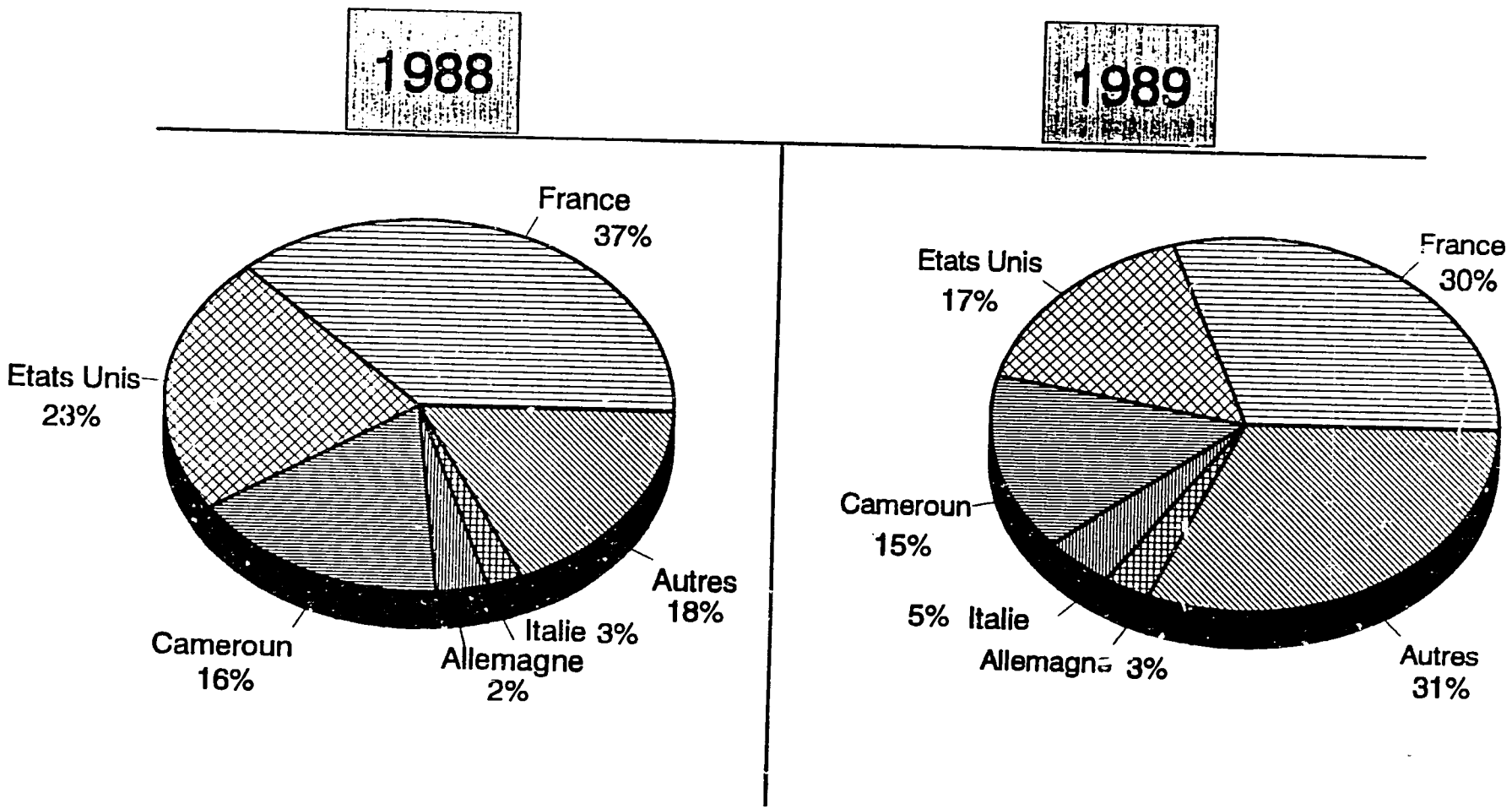
Pays	EXPORTATIONS DU TCHAD						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
PAYS INDUSTRIALISES:							
Etats-Unis *	...	...	...	0.085	0.137	1.07	0.241
Japon	...	1	...	4	10	12	10
Autriche	1	...	...	1	2	3	1
Belgique-Luxembourg	3	3	5	3	4	2	1
Danemark	1	...	...	...	1	...	...
France	2	5	14	9	7	16	6
Allemagne	11	11	12	11	12	24	14
Italie	2	1	1	3	3	3	3
Pays-Bas	...	1	...	...	...	...	...
Norvege	...	...	...	...	...	...	...
Portugal	17.4	18.1	14.6	18.8	15.2	19.3	29.1
Espagne	6	5	2	4	7	5	6
Suisse	1	1	...	1	...	1	...
Royaume Unis	2	4	2	3	1	1	3
PAYS EN DEVELOPPEMENT							
Cameroun	2.2	2.3	1.9	0.8	1.3	0.6	0.3
Republique Centrafricaine	0.01	0.01	0.02	0.02	0.02	0.03	0.03
Congo	0.36	...	...	...	...	...	...
Libye	...	...	...	...	...	...	...
Mauritanie	...	...	...	...	...	...	...
Nigéria	1	2	3	3	3	3	3
Rwanda	...	...	0.02	...	...	...	...
Sénégal	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Tunisie	...	...	0.2	1	0.6	...	0.5
Zambie	...	0.1	0.1	...	...	...	...
Zimbabwe	...	...	...	...	...	...	...
Rep. Populaire de Chine	...	...	...	...	...	...	13
Hong Kong	...	...	...	...	2	...	...
Pakistan	...	...	...	...	...	0.1	0.1
Thailande	...	0.1	...	0.9	2.5	3.8	3
Malte	...	...	...	...	...	...	...
Guadeloupe	0.01	...	0.01	0.01	0.01	0.01	0.02
Perou	..	...	...	...	...	...	0.1

Sources: Données compilées par l'Equipe IRIS et extraites de la "Direction of Trade Statistics Yearbook, 1992" du Fonds Monétaire International, et du Département du Commerce Amércain pour les données concernant les Etats-Unis.

TABLE D-5

Importation par Pays

(En Pourcentage)



Source: Economist Intelligence Unit, "Cameroon, CAR, Chad Country Report, No.2-1992," appendix 3.

TABLE D-6

VALEUR TOTALE DES MARCHANDISES IMPORTEES
(En millions de dollars E.U.)

Pays:	1980	1982	1984	1986	1988	1989
TCHAD	74	109	182	288	419	435
Mali	440	332	368	496	513	500
Niger	594	466	285	330	375	370
Cameroun	1602	1211	1106	1705	1271	1320
Burkina Faso	358	346	253	405	489	410
Sénégal	1052	992	1010	961	1180	1150
Soudan	1576	1285	1147	961	1060	1210
Nigéria	15025	15003	5868	4029	3800	3600
C.A.R.	81	127	87	252	201	150
Côte d'Ivoire	3015	2090	1511	2054	2340	2380
Congo	545	744	595	576	544	524
Gabon	674	723	888	866	930	950
Guinée Equatoriale	26	42	25	41	30	31

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE D-7

TAXES SUR LES IMPORTATIONS

Pays:	(En Pourcentage des Recettes Gouvernementales Totales) 1980	1982	1984	1986	1988
TCHAD	...	...	31	37.7	...
Mali	13.8	16.7	11.3	24.5	5.1
Niger	31.5	38.1	31.1	33.5	...
Cameroun	28.3	21.6	15.8	14.1	2.6
Burkina Faso	38	38	26.3	34.5	...
Sénégal	32.4	32.7	41.4	33.6	...
Soudan	40.1	45.7	37.3	54.9	...
Nigéria	13.1	20.1	13.9	16.2	17
C.A.R.	...	27.1	25.1	33.7	...
Côte d'Ivoire	30.8	30.8	19.1	...	25.9
Congo	10.5	14.2	12.8	16.7	27.4
Gabon	15.8	14.9	14	18.4	...
Guinée Equatoriale	...	...	...	...	...

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators,"

TABLE D-8

COMMERCE INTERNATIONAL: Partenaires du Tchad
(En Millions de dollars E.U.)

Pays:	IMPORTATIONS DU TCHAD 1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
INDUSTRIALISES:							
Etats-Unis	25	7	9	33	35	8	14
Japon	1	1	2	8	5	6	5
Autriche	...	...	...	1	...	...	...
Belgo-Lux.	6	4	2	4	3	8	7
Danemark	...	...	...	...	...	...	...
France	44	41	56	53	63	69	79
Allemagne	5	8	6	3	6	6	4
Italie	12	14	12	5	10	6	4
Pays-Bas	8	4	9	5	4	4	4
Norvege	...	1	1	1	...	...	...
Portugal	...	...	...	...	...	...	0.1
Espagne	1	...	...	...	1	1	1
Suisse	1	1	...	...	1	1	...
Royaume Uni	2	2	2	1	6	3	3
PAYS EN DEVELOPPEMENT							
Cameroun	20.3	14.1	14.5	8.3	9.7	5.9	12.7
Rep. Centrafricaine	0.25	0.26	0.32	0.4	0.44	0.5	0.55
Congo	1.32	...	...	...	...	...	...
Libye	1	...	...	...	...	...	...
Mauritanie	...	...	...	0.1	0.08	...	...
Nigéria	...	...	...	...	...	...	...
Rwanda	...	...	0.04	...	...	...	...
Sénégal	0.22	0.26	0.35	0.63	0.69	0.8	0.87
Soudan	...	...	...	...	...	...	...
Tunisie	...	...	...	...	0.1	...	...
Zambie	...	...	...	...	...	...	...
Zimbabwe	0.4	...	...	...	...	...	...
Rep. Populaire de Chine	1	1	1	1	2	4	...
Hong Kong	...	...	...	...	...	...	...
Pakistan	1.1	0.1	0.1	...	...	...	2.4
Thailande	0.1	0.1	...	...	...	...	...
Malte	0.01	0.04	...	...	...	...	...
Guadeloupe	...	...	...	...	...	...	...
Perou	...	...	...	...	...	...	...

Source: Compilation de l'IRIS, extrait de "Direction of Trade Statistics 1992 1992 Yearbook" du FMI.

TABLE E-1

UTILISATION DE LA TERRE ARABLE EN 1988

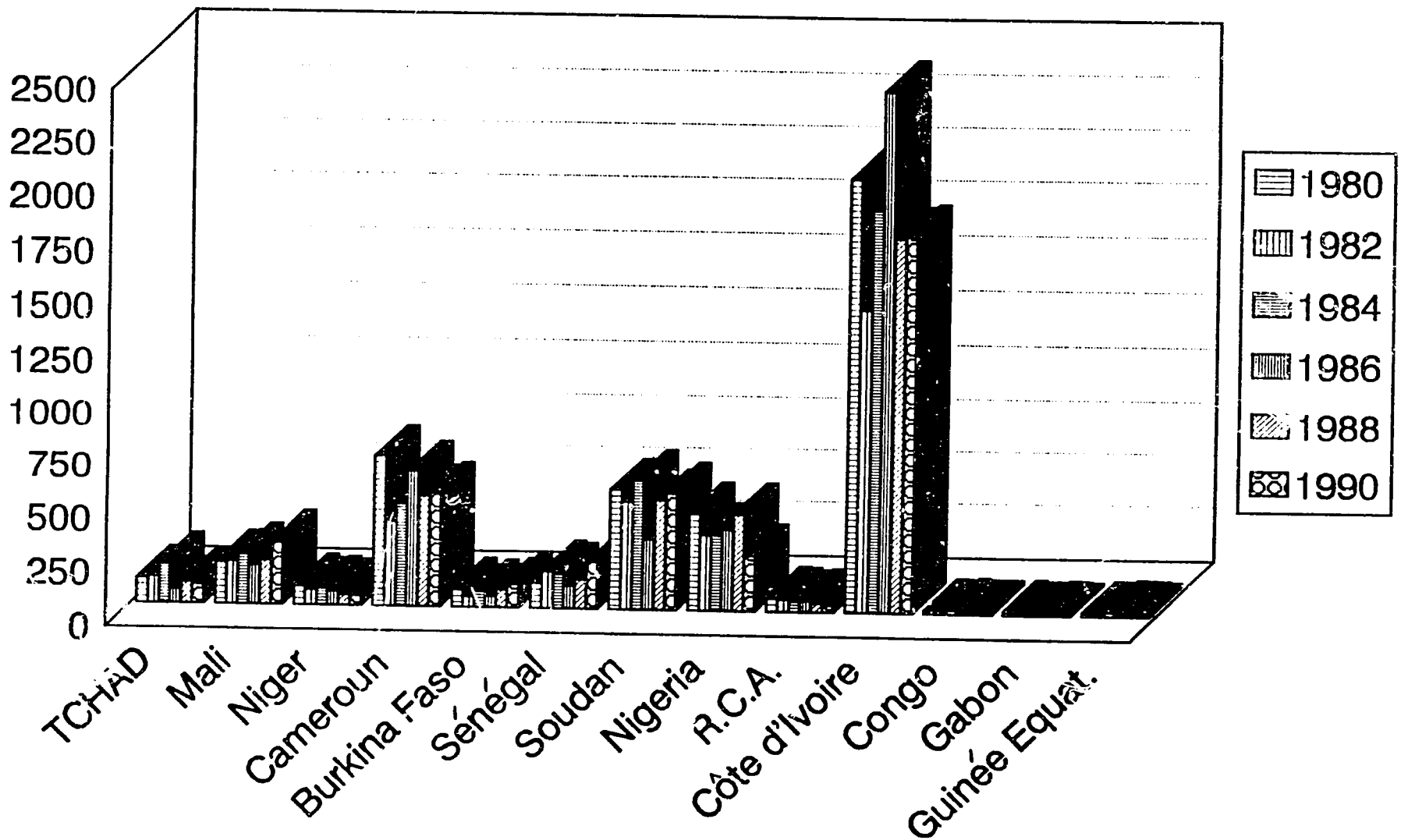
(En milliers d'ha)	Superficie Totale	Superficie Arable	Superficie Cultivé	Superficie En Pature
TCHAD	125920	3200	5	45000
Mali	122019	2090	3	30000
Niger	126670	3600	...	9270
Cameroun	46540	5930	1068	8300
Burkina Faso	27380	3551	13	10000
Sénégal	19253	5220	6	5700
Soudan	237600	12450	58	56000
Nigéria	91077	28800	2535	20990
C.A.R.	62298	1920	86	3000
Côte d'Ivoire	31800	2420	1240	3000
Congo	34150	144	24	10000
Gabon	25767	290	162	4700
Guinée Equatoriale	2805	130	100	104

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE E-2

Exportations Agricoles

(En millions de dollars E.U. et en prix courants)



Source: PNUD/Banque Mondiale , "African Development Indicators," p. 230.

TABLE E-3

DONNEES SUR LA FORESTATION ET LA CONSOMMATION DE BOIS

	% Superfice la Forestière 1990	Taux Annuel de Deforestation 1980-90	Bois de Feu % Changer Annuel 1977-87
TCHAD	12	.6	2.5
Mali	6	.5	3
Niger	2	2.6	3.2
Cameroun	49	.8	3.1
Burkina Faso	17	1.7	2.5
Sénégal	57	.5	2.8
Soudan	20	1.1	3.4
Nigéria	17	2.7	4.1
République Centrafricaine	58	3.2	3.2
Côte d'Ivoire	31	5.2	4.4
Congo	63	0.1	3
Gabon	80	0.1	1.6
Guinée Equatoriale	68.2	0.2	1.4

Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p.s 172-3.

TABLE E-4

PRODUCTION DE BOIS

(En milliers de mètres cubes)	1986	1987	1988
Bûche de scier	2	2	2
Autres Bois Scies	514	527	540
Bois de feu	3136	3211	3292
TOTAL:	3652	3740	3834

Source: "Africa, South of the Sahara," p. 362.
Estimation du FAO.

TABLE E-5

PRINCIPAUX PRODUITS VIVRIERS AU TCHAD

(En milliers de tonnes)	1987	1988	1989
Blé	3	2	2
Riz Paddy	42	74	57
Mais	34	34	16
Sorgho	518	697	546
Autres Types de Céréales	28	40	56
Patates	15	18	18
Patates Douces	44	46	46
Manioc	305	330	330
Ignames	230	240	240
Taro	9	9	9
Haricots Séchés	42	42	42
Autres Légumes en Racine	18	18	18
Arachides (en coque)	96	79	80
Sesame	10	8	12
Coton graine	75	80	70
Lint Cotton	48	53	51
Ognions seches	14	14	14
Autres Légumes	60	60	60
Dates	32	32	32
Mangues	32	32	32
Autres fruits	50	52	52
Cane à Sucre	290	290	290

Source: "Africa, South of the Sahara 1992," p.362.
Estimation du FAO.

TABLE E-6

PRODUCTION D'ELEVAGE ET DE PECHE

(En milliers de tonnes)	1986	1987	1988	1989
Total Viande	...	63	64	67
Bovins	...	38	39	41
Ovins	...	9	9	10
Caprins	...	8	8	8
Volaille	...	4	4	4
Lait	...	108	111	111
Beure	...	0.3	0.3	0.3
Oeufs	...	3.2	3.2	3.4
Cuirs & Peaux	...	7	7.2	7.3
Poissons Eau Douce	110	110	110	...

Source: "Africa, South of the Sahara 1992," p. 362, Estimations du FAO

TABLE E-7

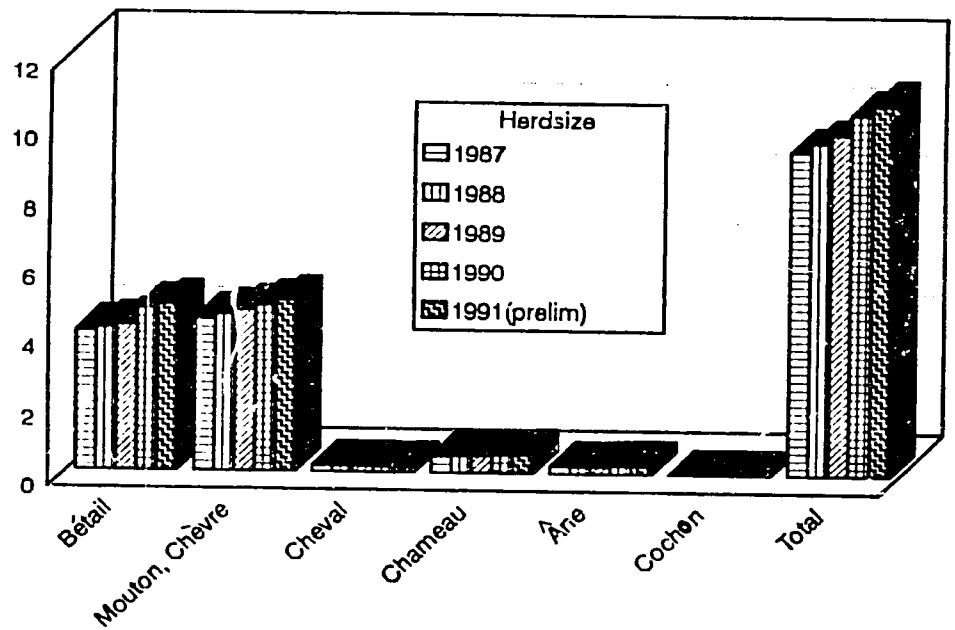
PRODUCTION DE VIANDE, 1986-1990

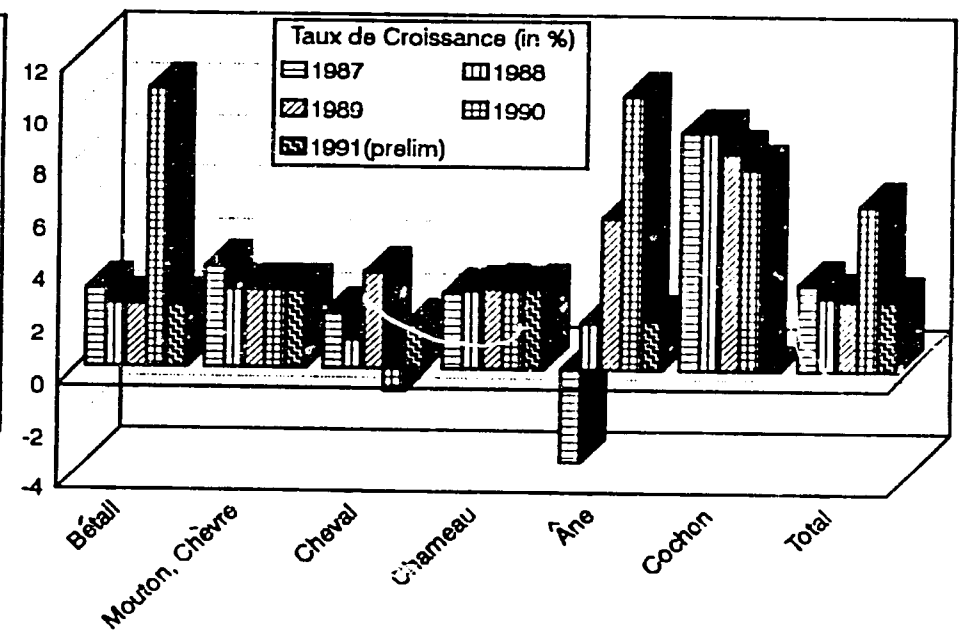
(En milliers de Têtes)	1986	1987	1988	1989	1990
Bovins	65.9	75.7	78.3	66	95
A N'Djamena	40.5	49.7	57.4	47.6	67.4
Ovins/Caprins	124.1	165.6	174.1	185.3	197.7
A N'Djamena	44.9	56.1	70.2	89.4	106
Equins/Camelins	4.5	4	3.8	2.2	2.8
Total:	194.5	245.3	256.2	253.5	297.5
Total (En 000s de tonnes) (A N'Djamena)	7.3	8.3	9.1	8.5	8.5

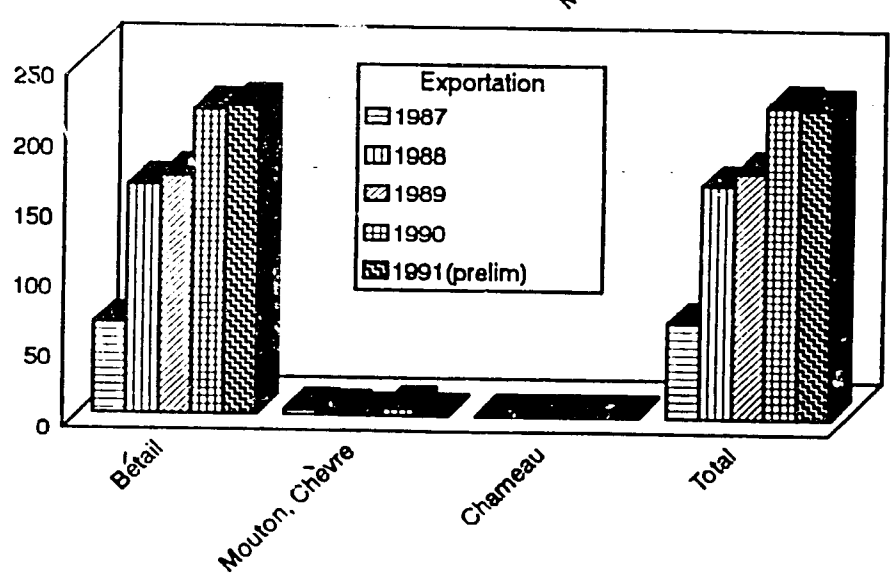
Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE E-8

Le Cheptel Tchadien - Exportation de 1987 à 1991
(En milliers de têtes)







Source: Donnees collectees par l'Equipe IRIS, N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE F-1

DONNEES STATISTIQUES SUR LES PRINCIPALES ENTREPRISES, 1986-1990

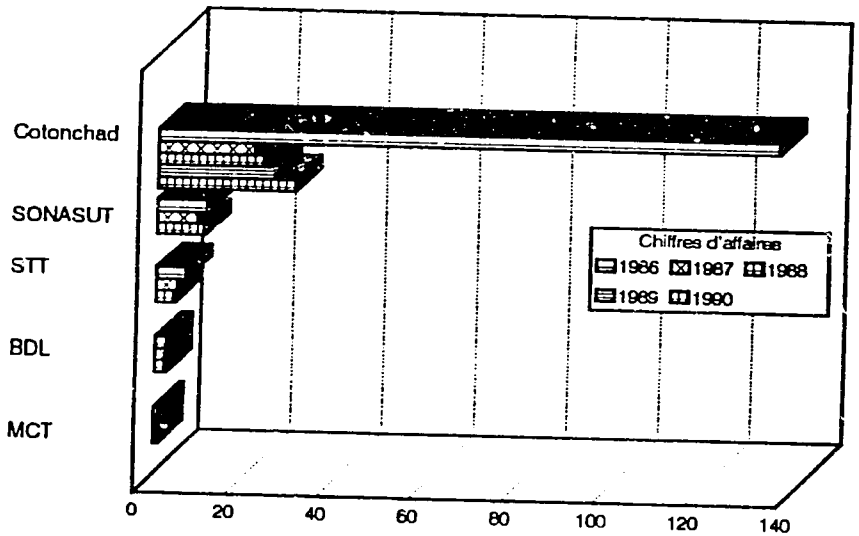
	1986	1987	1988	1989	1990
(En millions de F CFA)					
Chiffres d'Affaires					
CotonTchad	135141	21111	23458	25494	29921
SONASUT	10862	8792	10260	...	...
STT	6400	4500	4000	...	...
BDL	2539	2381	2446	...	...
MCT	1000	833	855	...	...
Salaires					
CotonTchad	...	...	...	...	...
SONASUT	1719	1706	1782	...	...
STT	827	849	980	...	...
BDL	300	302	356	...	...
MCT	256	293	263	...	...
Nombres d'Employées					
CotonTchad	1262	1188	1133	1039	1039
SONASUT	1550	1540	1500	...	...
STT	583	542	649	...	...
BDL	161	151	155	...	...
MCT	124	118	102	...	...

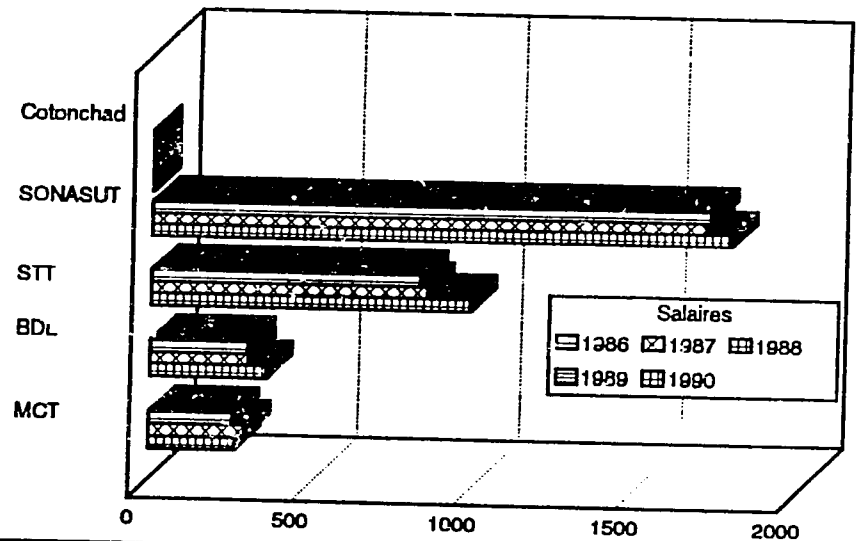
Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.

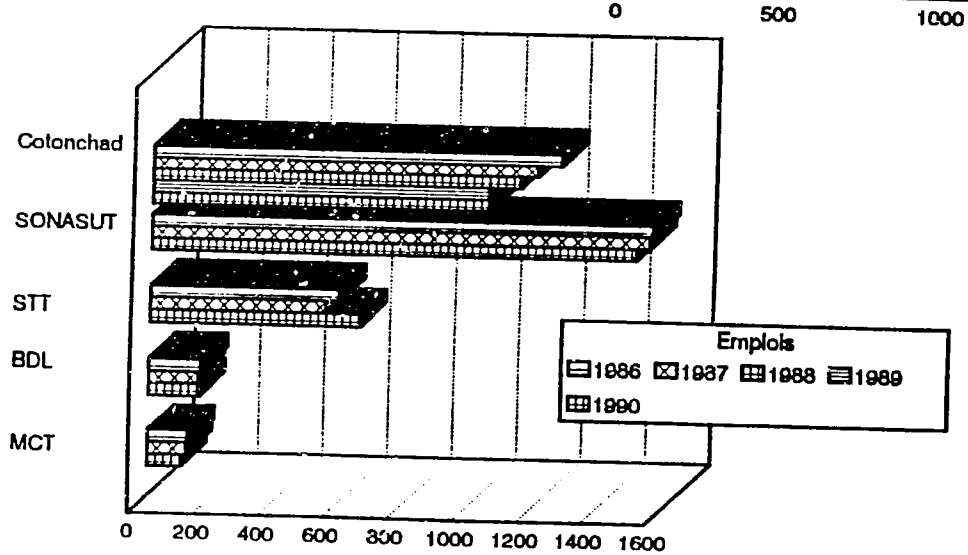
TABLE F-1a

Données sur le Principales Entreprise Industrielles, 1986-90

(En millions de francs CFA)







Source: Données collectées par l'Equipe IRIS, N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE F-2

PRODUCTION AGRICOLE ET INDUSTRIELLE, 1987-1991

	1987	1988	1989	1990	1991
(En milliers d'hectolitres)					
Blères	107.1	109	114.7	116	140
Huiles Comestibles	97.7	108.4	126.6	90.5	79.4
(En millions de pacquets)					
Cigarettes	9.9	10.2	9.3	12.4	22.4
(En millions de metres)					
Textiles	10	6	10.3	3.4	3
(En millions de metres)					
Sucre	22.1	25.7	39.7	46.9	24.5

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.
Nota: Les montants pour l'annee 1991 sont des estimations.

TABLE F-3

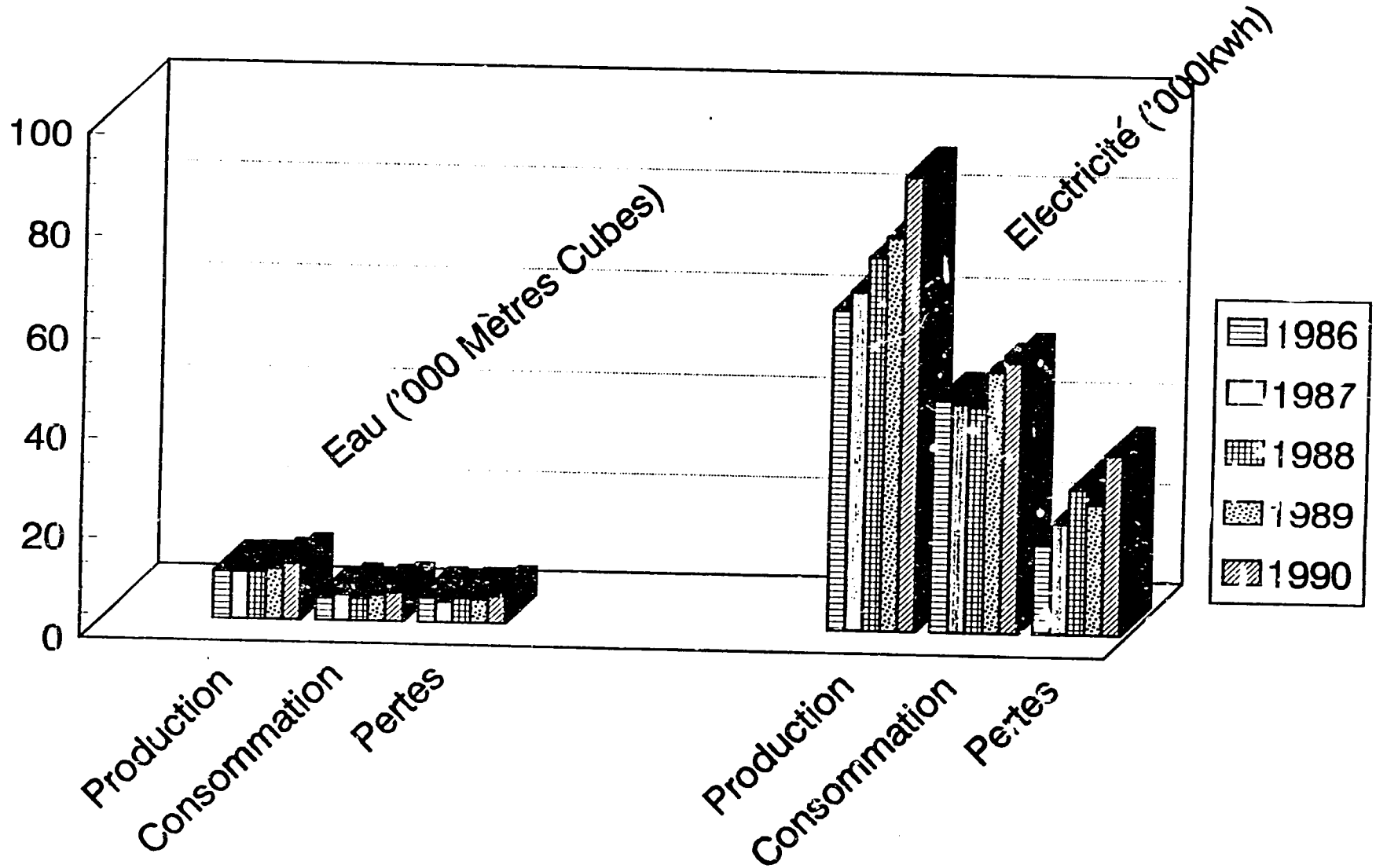
CONSOMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT

(Equivalent de Pétrole)	1965	1983	Taux Annuel de Variation 80-89
TCHAD	....	17	0.2
Mali	14	24	2.6
Niger	8	40	3.1
Cameroun	67	141	5.5
Burkina Faso	7	17	....
Sénégal	79	153	-1.1
Soudan	67	57	1
Nigéria	34	135	5.5
République Centrafricaine	22	36	6.5
Côte d'Ivoire	101	168	2.4
Congo	90	211	4
Gabon	153	1155	3
Guinée Equatoriale	....	....	....

Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p.s 172-3.

TABLE F-4

Production et Consommation en Eau et Electricité, 1986-1990



Source: Données collectées par l'Equipe IRIS, N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE F-5

PARC AUTOMOBILE AU TCHAD, 1985

	1985
Voitures Privées	2741
Bus, Camions	4000
Tracteurs	711
Motocyclettes	3442
Remorqueurs	977
TOTAL:	11871

Source: "Africa, South of the Sahara," p. 364.

TABLE G-1

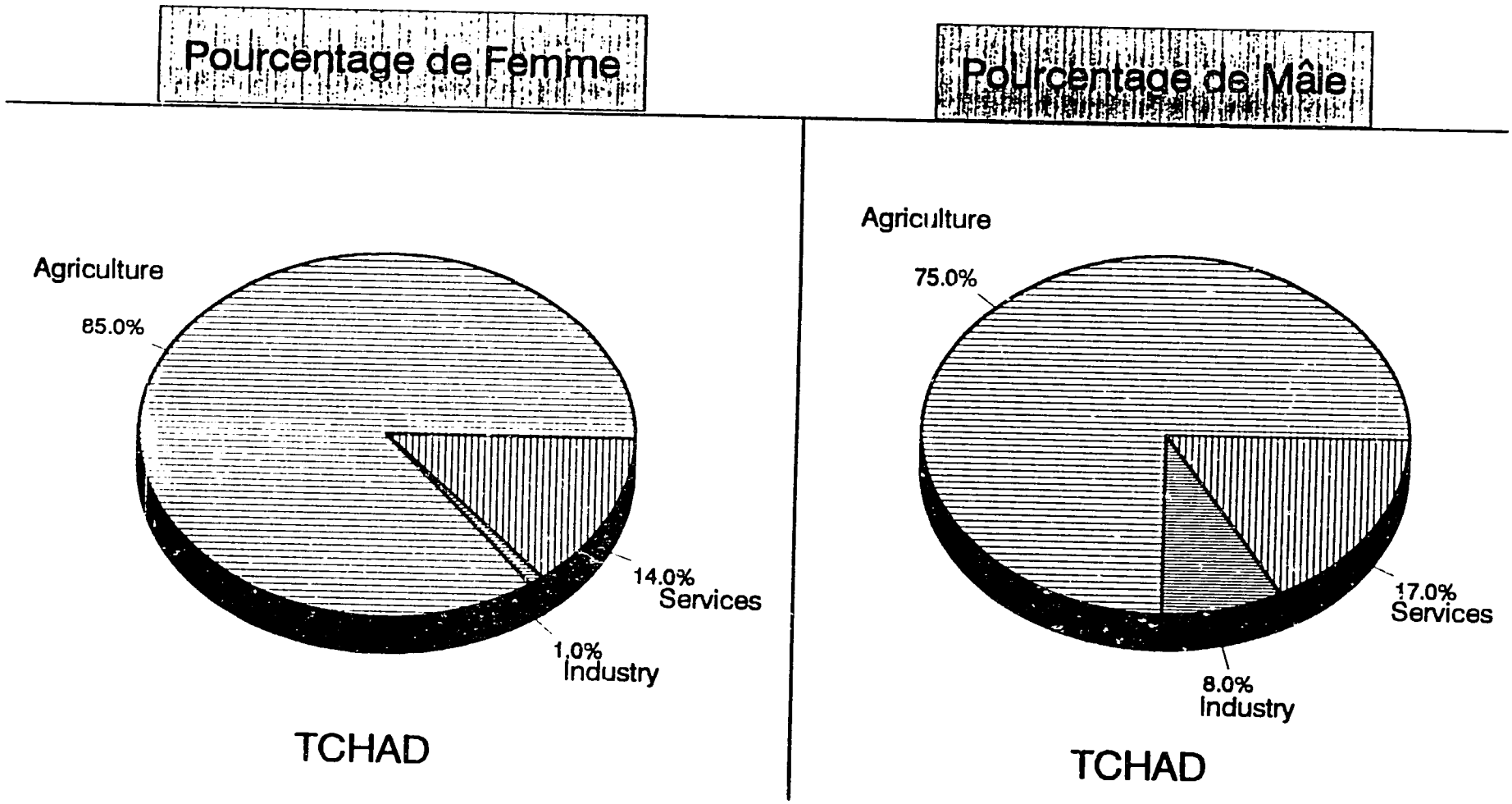
L'EMPLOIE DANS LE SECTEUR PRIVE
(Repartition par segment et par sexe)

Répartition par Segment (Par milliers en mi-1980)	Male	Female	Total
Agriculture	1043	318	1361
Industrie	72	4	76
Service	154	44	197
Total	1269	366	1635

Source: "AFRICA, South of the Sahara 1992," p.361. Estimations faites par le Bureau International du Travail.

TABLE G-2

Répartition de la Force de Travail par Sexe, 1987



Source: PNUD/Banque Mondiale1992, "African Development Indicators," p. 285.

TABLE G-3

STRUCTURE SECTORIELLE DE LA FORCE DE TRAVAIL, PAR SEXE
1987

Pays:	Pourcentage de Femmes dans: Agriculture	Industrie	Services	Pourcetage of Males in: Agriculture	Industrie	Services
TCHAD	85	1	14	75	8	17
Mali	24	2	14	24	2	14
Niger	93	0	7	85	4	11
Cameroun	74	4	21	58	15	27
Burkina Faso	85	4	11	85	6	9
Sénégal	88	3	9	73	9	18
Soudan	82	5	13	59	11	31
Nigéria	67	7	25	65	15	20
C.A.R.	71	4	25	61	9	30
Côte d'Ivoire	71	6	23	52	12	36
Congo	83	2	14	45	19	36
Gabon	84	3	13	62	18	20
Guinée Equatoriale	81	4	15	44	20	36

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE G-4

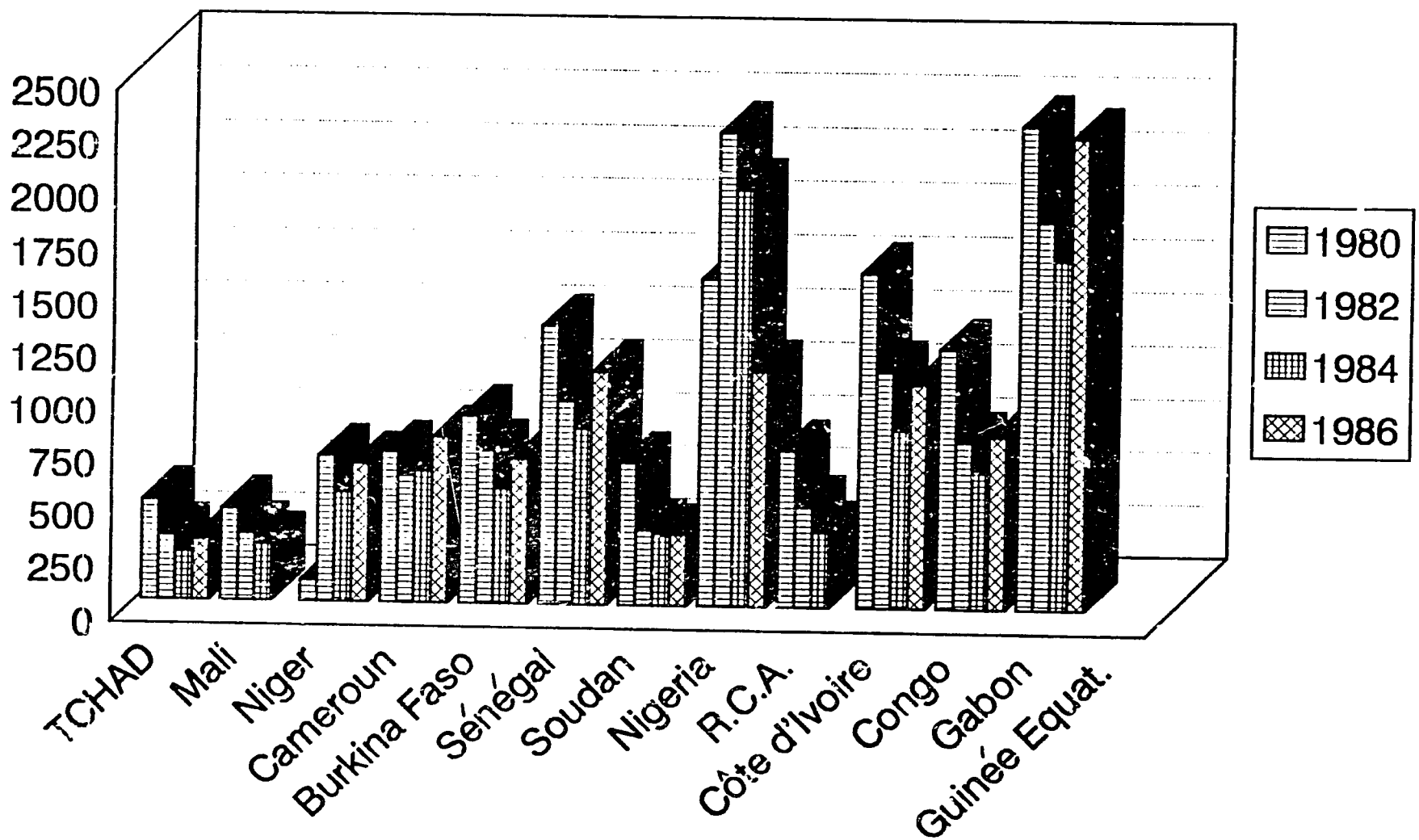
NOMBRE, SEX ET STRUCTURE D'AGE DE LA FORCE TOTALE DE TRAVAIL

Pays:	Nombre en '000s, 1990	% de Femmes	Groupe d'Age en Pourcentage (1986-89) 0-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60+
TCHAD	1571	21.1	23.7	27.6	20.8	14.1	8.7	5.1
Mali	2959	16.2	...	...	...	...	...	...
Niger	3619	46.7	...	...	...	...	...	...
Cameroun	4365	33.3	...	...	...	...	...	...
Burkina Faso	4167	46.2	...	...	...	...	...	...
Sénégal	3192	39.3	32.6	23.7	18.1	11.1	7.8	6.6
Soudan	8078	21.9	...	...	...	...	...	...
Nigéria	41857	34.8	7.9	21.9	26.1	22.8	13.5	7.9
C.A.R.	1384	45.7	...	...	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	4599	34.2	...	...	...	...	...	...
Congo	781	38.8	...	...	...	...	...	...
Gabon	536	37.3	...	...	...	...	...	...
Guinée Equatoriale	182	39.9	...	...	...	...	...	...

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE G-5

Salaire Minimum Annuel
(En dollars à taux de change officiel)



Source: PNUD/Banque Mondaile, "African Development Indicators," p. 287.

TABLE G-6

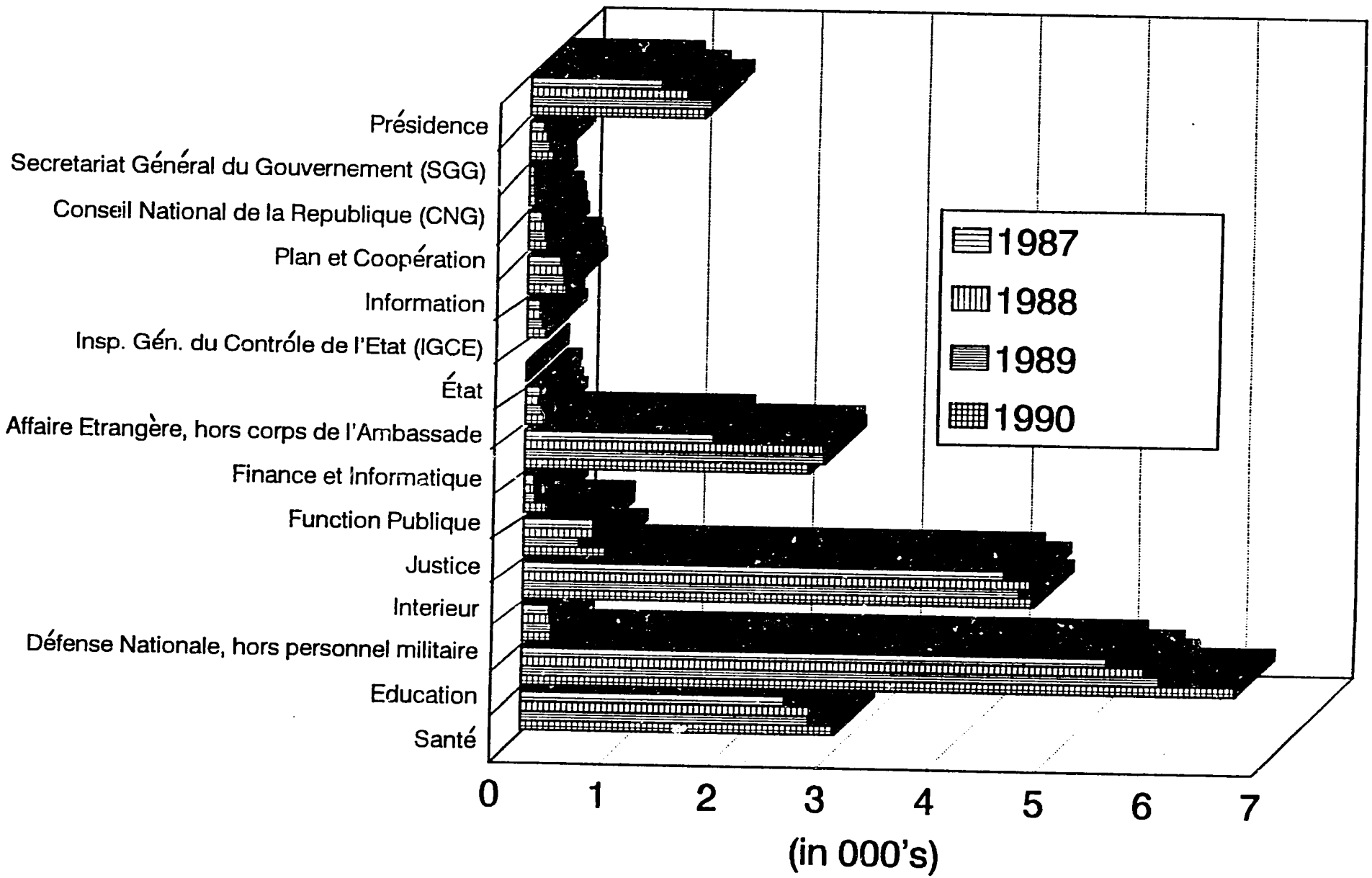
EMPLOIS TOTAUX DANS LA FONCTION PUBLIQUE, 1987-1990

	1987	1988	1989	1990
Présidence de la République	1201	1442	1663	1596
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	129	153	179	216
Conseil National (CNC)	44	44	47	56
Plan et Coopération	116	141	153	174
Information	300	320	334	347
Inspection Général & Contr. de l'Etat	114	128	140	171
Etat	...	...	11	6
Affaires Etrangères, sauf Per. d'Ambassade	132	119	145	186
Finance et Services Informatiques	1727	2734	2749	2612
Fonction Publique	89	86	101	203
Justice	640	636	508	762
Intérieur	4411	4650	4552	4678
Defense Nat'l, sauf Personnel Militaire	240	245	270	261
Education	5369	5712	5857	6552
Santé	2422	2677	2644	2874
Affaires Sociales	296	340	385	483
Travail	45	74	75	104
Securité Alimentaire et Cat. Naturelles	67	59	56	53
Agriculture	1206	1239	1202	1213
Elévage	845	870	823	969
Tourisme	1106	1140	1089	1011
Culture	205	246	289	267
Commerce & Industrie	110	135	161	180
Mines & Energie	80	87	96	117
Travaux Publics	512	463	402	291
Poste & Télécomunications	17	18	19	61
Transport	40	44	54	67
Enseignement Supérieur	...	...	54	308
Urbanisme & Habitat	...	...	15	82
TOTAL:	21202	23802	24073	25900

Source: Données compilées par l'Equipe IRIS à N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE G-6a

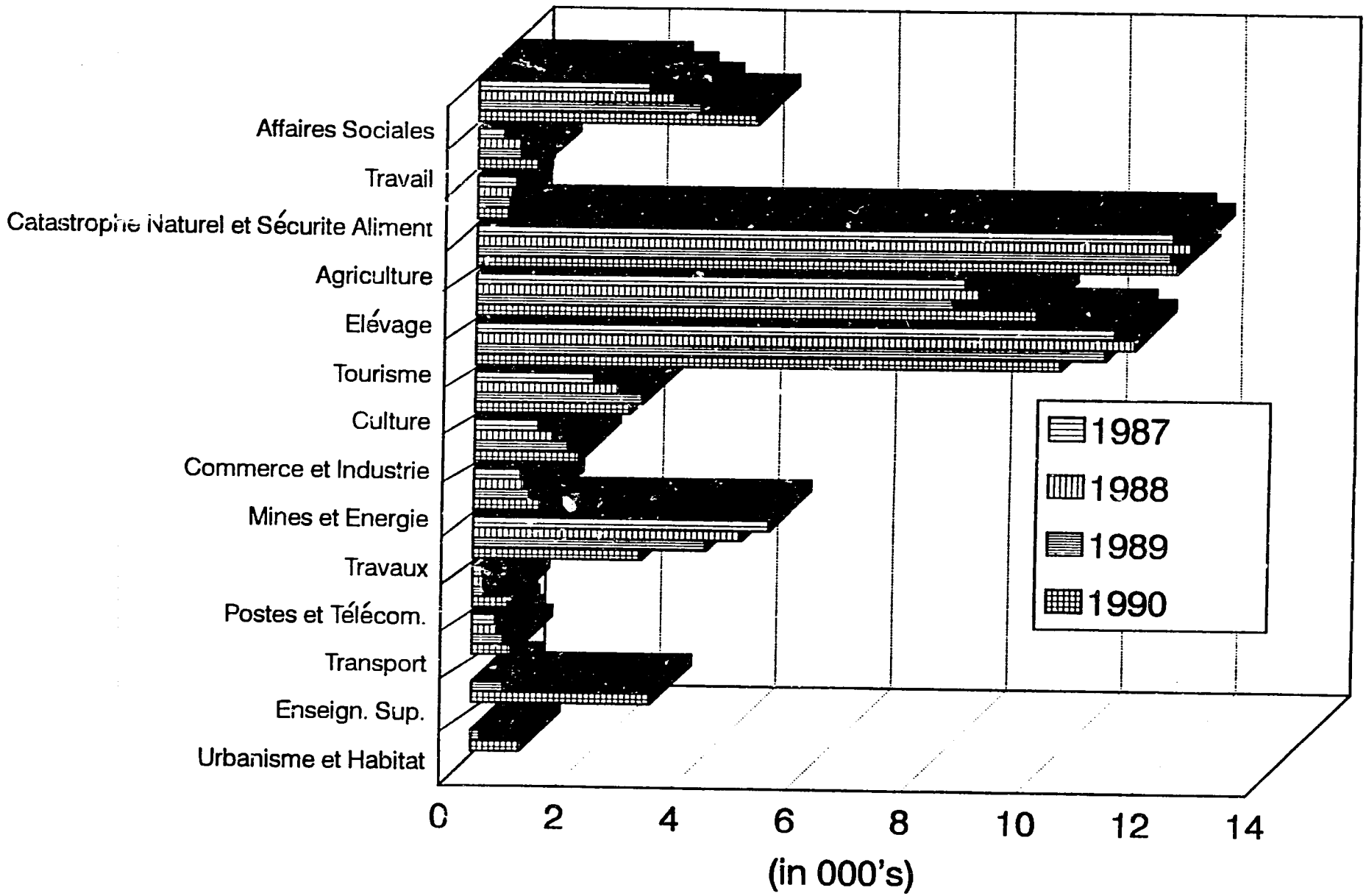
Emplois dans la Fonction Publique, 1987-1990



Source: Données collectées par l'Equipe IRIS, N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE G-6B

Emplois dans la Fonction Publique (Suite), 1987-1990



Source: Donnée collectées par l'Equipe IRIS , N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE G-7

LE NIVEAU DE SCOLARISATION, 1988-89
(En pourcentage de la Population)

(* = 1987-88.)

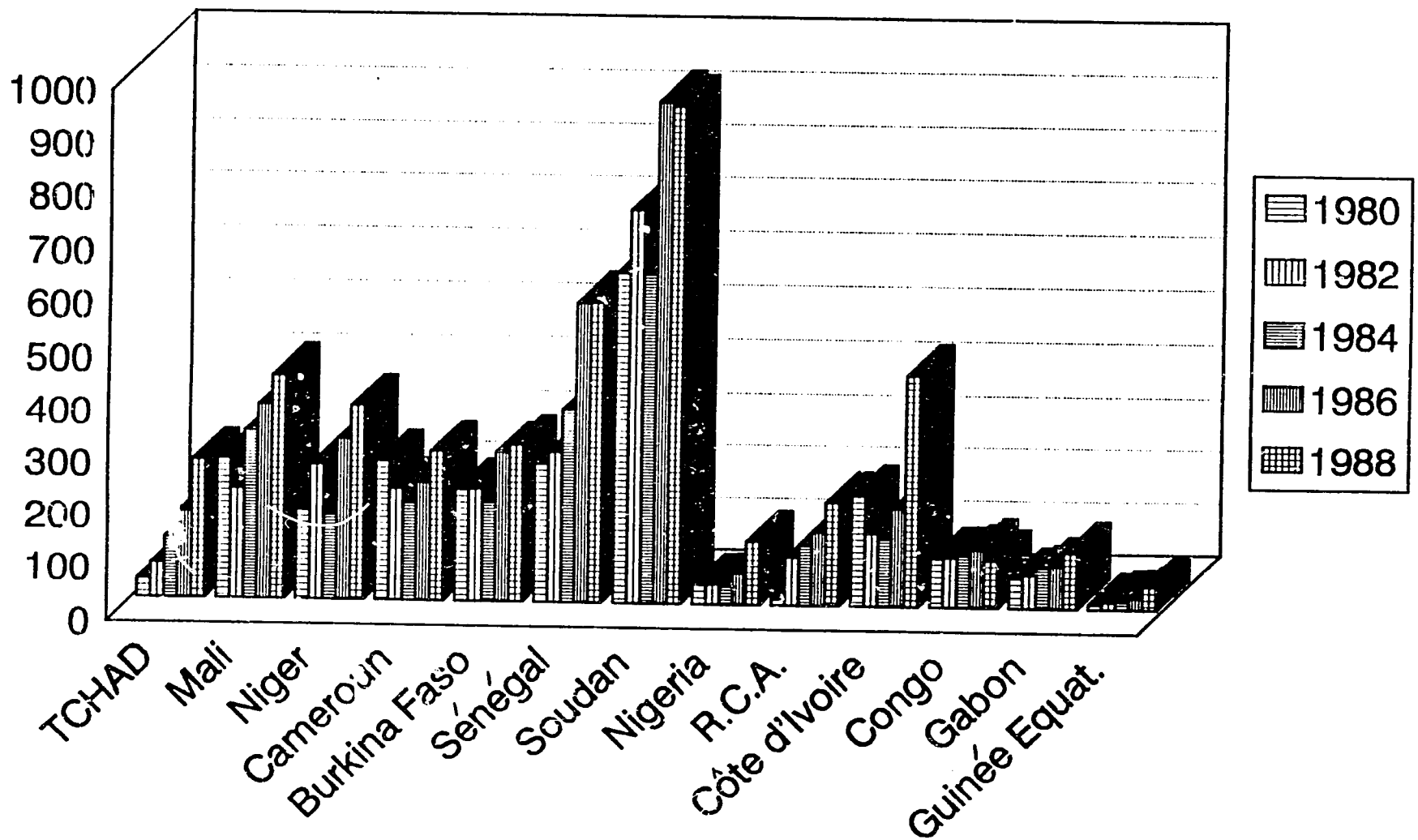
(~= en % du niveau academique	TCHAD	Mali	Niger	Camer.	B.F.	Senegal	Sudan	Nigeria	RCA	C.d'I	Congo	Gabon	Guinee
Taux de scolarisation: Primaire	38	19	24	75	28	48	....	....	48	....	....	....	....
Dipl. Ensaign. Primaire	30	40	75	68	63	81	76	84	48	73	62	44	....
Taux de scolarisation: Secondaire	7	6	8	28	7	16	20	19	14	20	....	....	14
Scolarisat. Ens. Tech. Secondaire*~	7	11.5	1.4	....	6.4	2.9	....	....	4.4	9.8	11.9	20.6	....
Taux Scolarisation Ens. Super.*	1	1	1	3	1	3	3	3	1	3	6	4	....
Scolarisation Ens. Tech Superieur*~	12	3	24	35	21	31	27	30	34	28	8	22	....
Etudiants a l'etranger - Ens Sup*~	50.2	38.5	27.9	40.4	30.2	23	27.3	6.8	45.3	20.2	28.3	26.2	....
Dipl. d'Enseignement Sup. (% du groupe d'age en 86-88)	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	1	0.4	0.3	0.4	....	1.2	0.8	....
Taux d'alphabetisation (> 15 ans)	30	32	28	54	18	38	27	51	38	54	57	61	50

Source: PNUD,"Human Development Report 1992," Tbl.14 - p. 154-5, Tbl.15 - p. 156-7, Tbl. 5 - p. 136-7.

TABLE H-1

Aide au Développement : Financement par Bailleur

(En millions de dollars E.U.)



Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p. 294.

TABLE H-2

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT
(En Pourcentage du PNB)

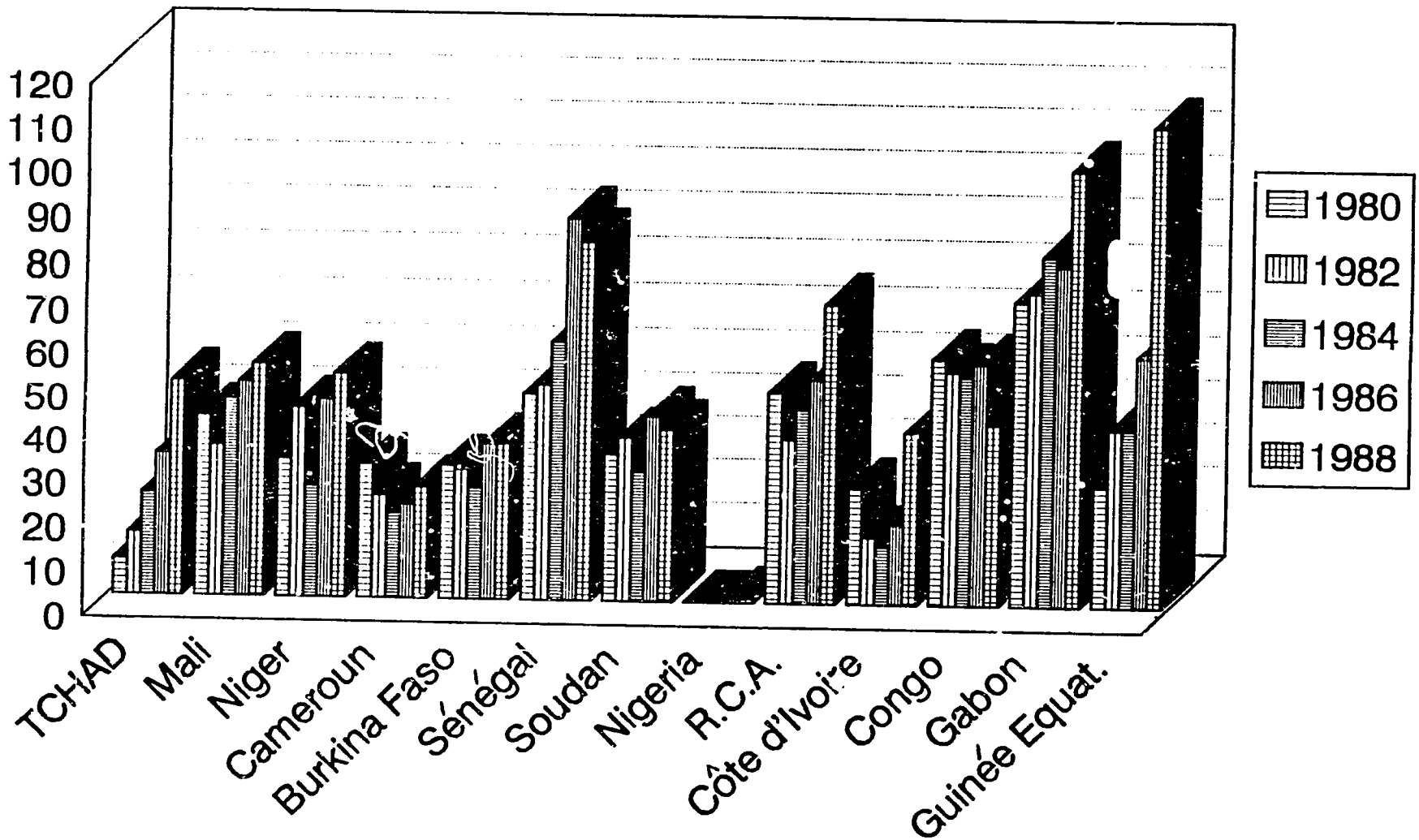
	1980	1982	1984	1986	1988
TCHAD	4.9	11	17.8	21.9	25.1
Mali	16.4	17.1	30.3	24.4	22
Niger	6.7	13.1	11	16.5	15.9
Cameroun	3.5	2.7	2.3	2.1	2.2
Burkina Faso	12.4	13.7	14.6	14	10.8
Sénégal	8.7	11	15.8	15.1	11.4
Soudan	9.2	9.4	7.1	6.8	10.1
Nigéria	0	0	0	0.1	0.4
C.A.R.	13.9	12	17.8	14	17.8
Côte d'Ivoire	2	1.8	1.9	2	4.3
Congo	5.4	4.3	4.5	6	4
Gabon	1.3	1.7	2.2	2.3	3.3
Guinée Equatoriale	...	...	...	20.7	33.4

Source: PNUD/Banque Mondiale, "African Development Indicators"

TABLE H-3

Aide au Développement par Habitant

(En millions de dollars E.U.)



Source: PNUD/Banque Mondiale 1992, "African Development Indicators," p. 304.

TABLE H-4

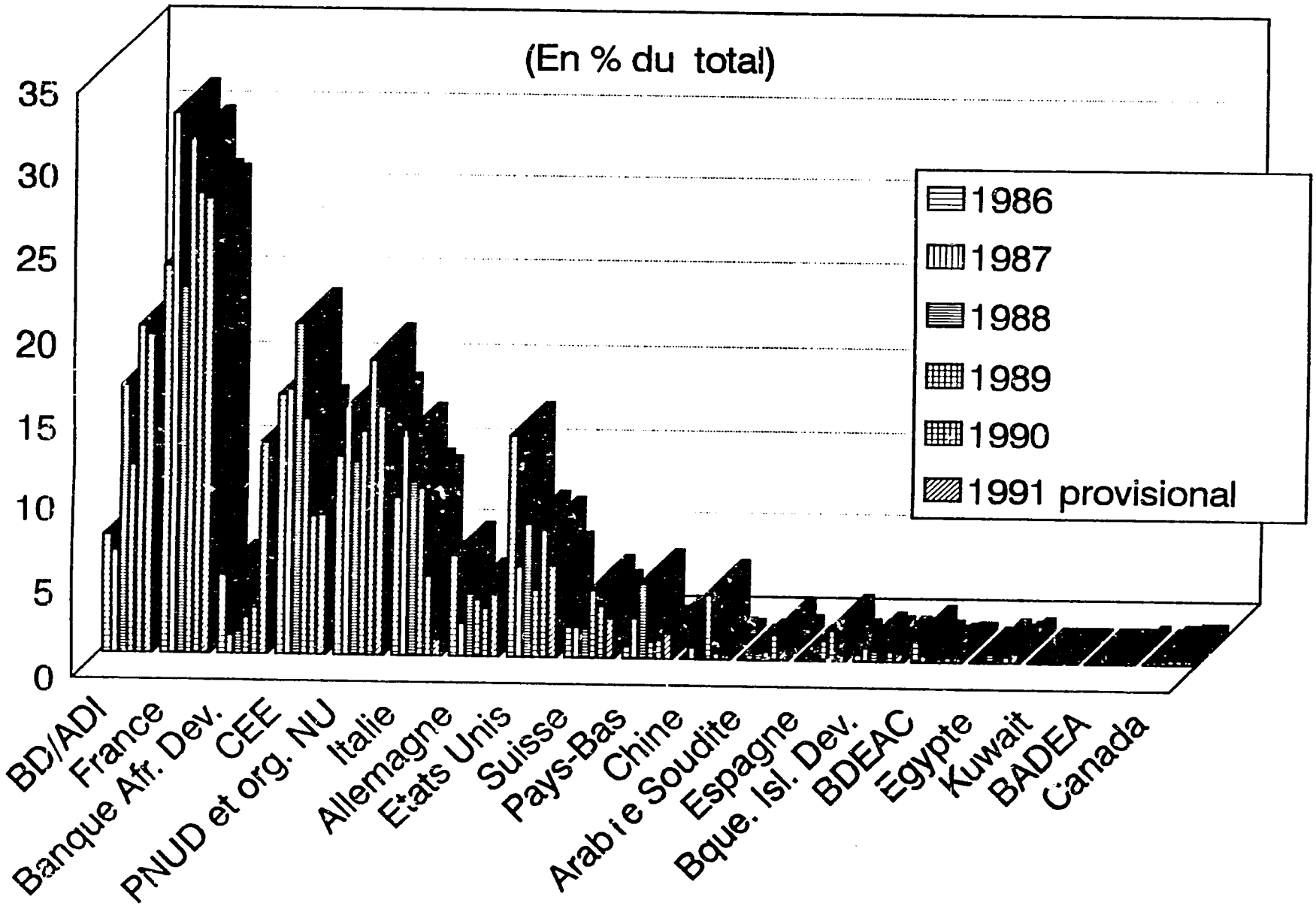
BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIQUE PAR BAILLEUR

	(En Pourcentage du Total)					
	1986	1987	1988	1989	1990	1991 Provisoire
Banque Mondiale/IDA	6.9	5.9	16.1	11.2	19.5	19
France	23.1	32.3	21.8	30.7	27.4	27.1
Banque Africaine Dév	4.5	1.1	1.3	2.1	2.7	12.7
Commun. Econ. Europé	15.6	15.9	19.7	14.1	8.1	8.2
PNUD et ONU	11.8	14.8	11.5	13.4	17.7	14.9
Italie	9.3	13.1	10.3	9.9	4.6	1
Allemagne	5.8	1.9	3.6	3.3	2.8	3.6
Etats-Unis	13.2	5.2	7.8	3.9	7.4	5.3
Suisse	1.8	1.8	1.7	3.9	3	2.3
Pays-Bas	0.7	2.3	4.3	1	1.1	1.5
Chine	0	0.7	0.1	3.7	0.4	0.3
Arabie Saoudite	0	0.3	0.4	0.5	1.5	0.6
Espagne	0	0	0	1.2	1.8	0.4
Bque Islamique Dével	0.4	0.8	0.6	0.1	0.6	0.5
BDEAC	1.2	0.4	0.1	0.2	0.3	0.3
Egypte	0	0	0.5	0.2	0.4	0.6
Koweit	0	0	0	0	0	0
BADEA	0	0	0	0	0	0.2
Canada	0	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3

Source: Données fournies par les autorités tchadiennes à l'équipe IRIS, Juillet 1992.

TABLE H-4a

Financement du Budget d'Investissement, par Bailleur



Source: Données collectées par l'Equipe IRIS, N'Djamena, Juillet 1992.

TABLE 1-1

PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIAUX EN 1990

	Taux Mortalite Infantile	Taux Mortalite	Taux de Natalite	Taux de Fertilite	Taux d'Accroissement Po
TCHAD	127	19	44	5.8	2.6
Mali	164	20	51	7.1	3.2
Niger	130	20	52	7.1	3.4
Cameroun	90	14	47	6.9	3.6
Burkina Faso	133	18	47	6.5	3.0
Senegal	84	17	46	6.3	2.9
Soudan	104	15	44	6.4	2.9
Nigeria	101	15	48	6.7	3.3
Republique Centrafricaine	100	17	45	6.2	3.0
Cote d'Ivoire	92	14	50	7.4	3.9
Congo	69	14	46	6.3	3.4
Gabon	99	16	41	5.2	3.2
Guinee Equatoriale	122	19	44	5.9	2.6

Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p.s 170-1, et p.s 148-9.

TABLE I-2

AUTRES INDICATEURS SOCIAUX

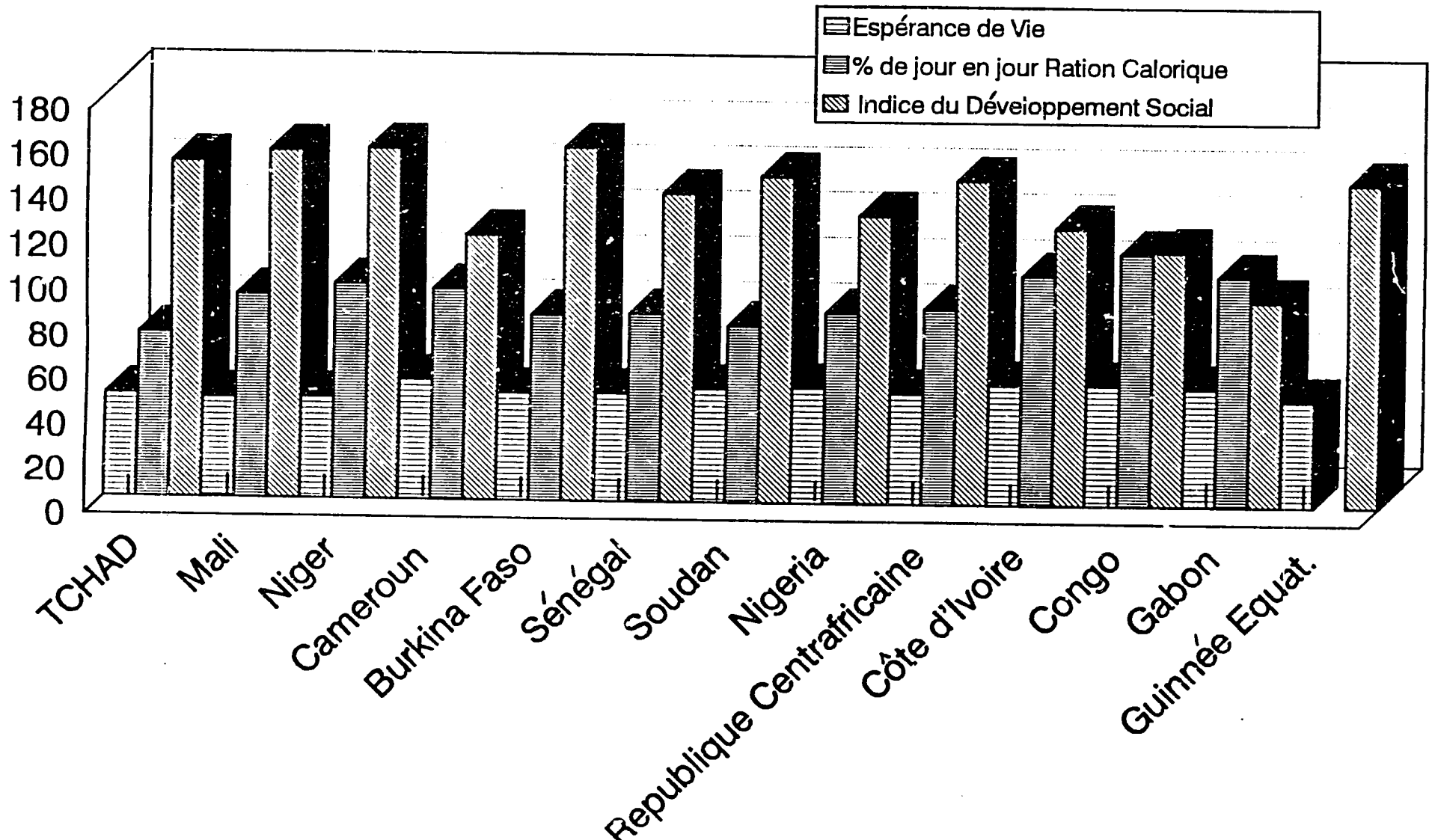
	Esperance Vie	% Besoin Calorifique Requis	Classement Selon l'Index du Developpement Humain
TCHAD	46.5	74	150
Mali	45	91	155
Niger	45.5	96	156
Cameroun	53.7	94	118
Burkina Faso	48.2	83	157
Senegal	48.3	84	137
Soudan	50.8	79	145
Nigeria	51.5	85	128
Republique Centrafricaine	49.5	87	144
Cote d'Ivoire	53.4	102	123
Congo	53.7	112	113
Gabon	52.5	102	91
Guinee Equatoriale	47.0	..	143

Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p.130-1; et p. 128-9 pour l'index. du developpement humain.

Nota: L'indice du developpement humain a ete elabore par le PNUD comme un indicateur social composite qui tienne compte de: (1) l'esperance de vie a la naissance, (2) le niveau de scolarisation atteint, et du (3) PNB par habitant. Les pays a faible taux (Inferieur a 10) sont ceux qui satisfont le mieux aux besoins humains.

TABLE I-2a

Indicateurs Sociaux



Source: PNUD, "Human Development Report 1992," p.130-1; IDS ordre de p.s 128-9.
Note: L'Indice du Développement Soual et unindicateur composite élaboré par le PNUD pour tenir compte:1)de l'éspérance de vie a la naissance, 2) du niveau de scolarisation, 3) et du PIB par Habitant.

TABLE I-3

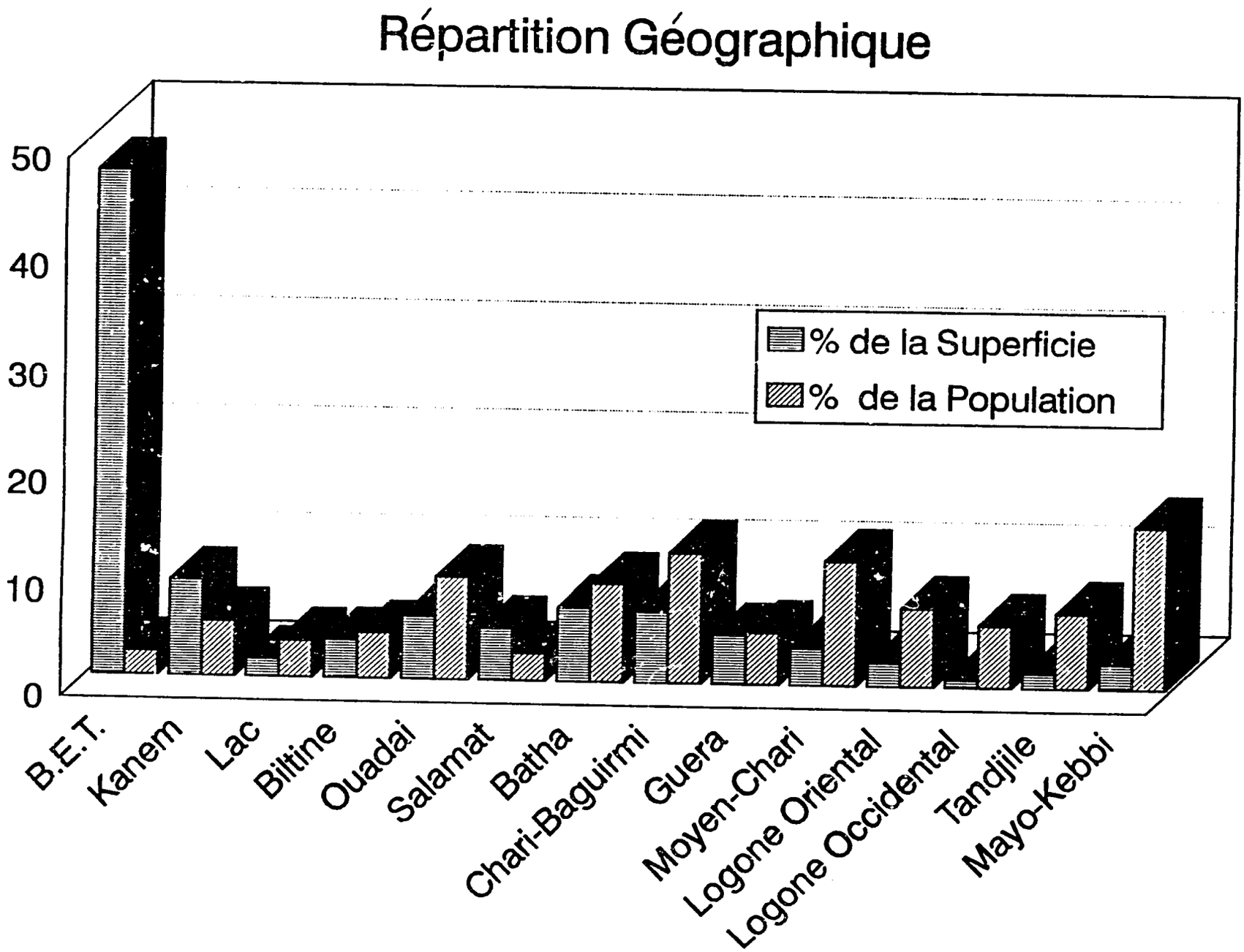
COMPOSITION ETHNIQUE DU TCHAD, EN 1964

	Nombre de personne Dans le Groupe (000s)	Pourcentage de la Pop. Totale
SUD:		
Groupes Sédentaires	1,139	34.2
Sara	800	24
Mboum, Laka	112	3.4
Moundang	90	2.7
Toubouri	75	2.2
Massa (Banana)	50	1.5
Autres	12	0.4
SEDENT. & SEMI-NOMARDE:		
Groupes Sahéliennes	902	26.8
Maba	170	5
Bulala, Kuka	80	2.5
Haddad	100	3
Dadjo	65	2
Massalit	48	1.5
Moubi	25	0.8
Zaghawa, Bideyat	40	1.2
Hadjeray	87	2.6
Kenembu	60	1.8
Budouma	20	0.6
Kotoko	7	0.2
Barma	35	1.1
Massalat	23	0.7
Autres	142	3.7
GROUPES NOMARDES:	614	18
Toubou	122	3.9
Arabs	460	14
Fulani	32	.1
AUTRES GROUPES:	645	19.5
TOTAL**	3,300	100

Source: Samuel Decalo, 2nd edition 1987, "Historical Dictionary of Chad," p. xxiv.

Note: L'auteur de ce recencement note qu'il n y a pas eu de véritable recencement au Tchad. Il recommande d'utiliser de 1,48 pour déterminer la population tchadienne en de 1978.

TABLE I-4

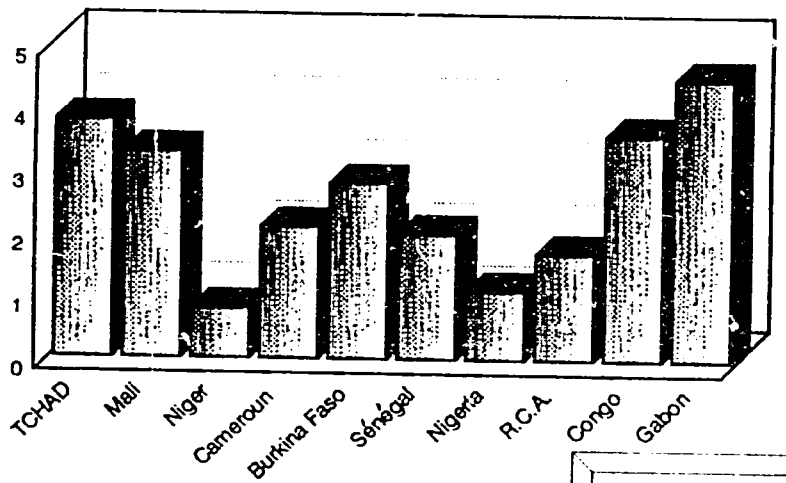


Source: Samuel Decalo, 2nd édition 1987, "Dictionnaire Historique Tchad," p. xxiii.

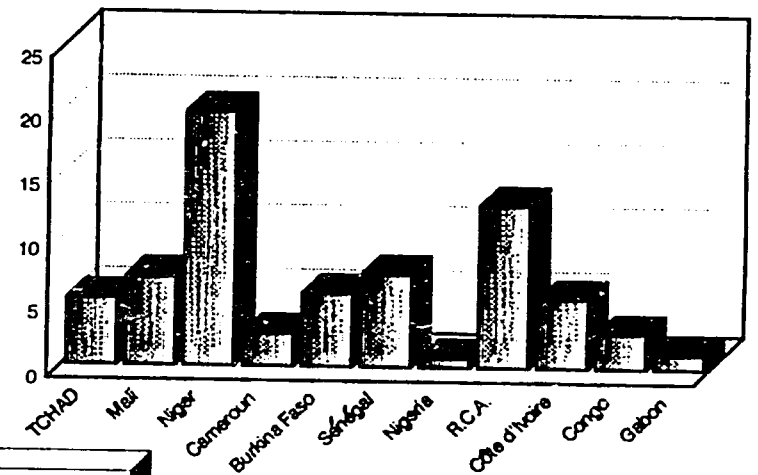
TABLE J–1

Dépenses Militaires

Dépenses Militaires en % du PIB 1989

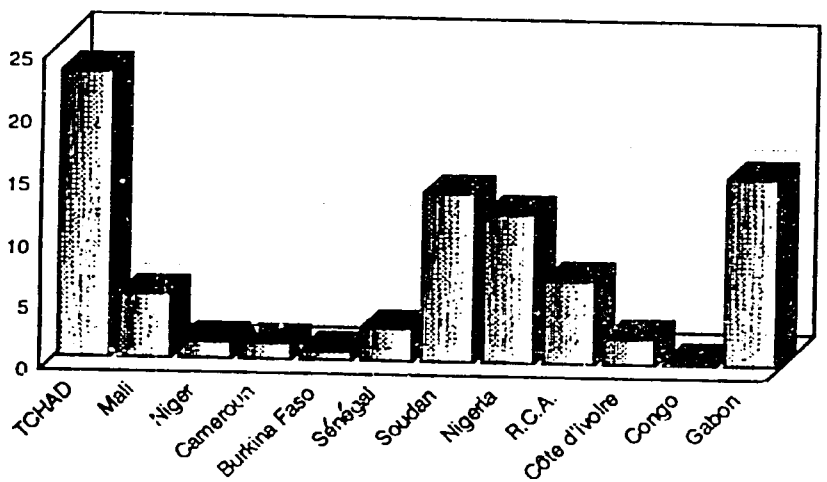


Aide Officielle au Développement, en % des dépenses militaire

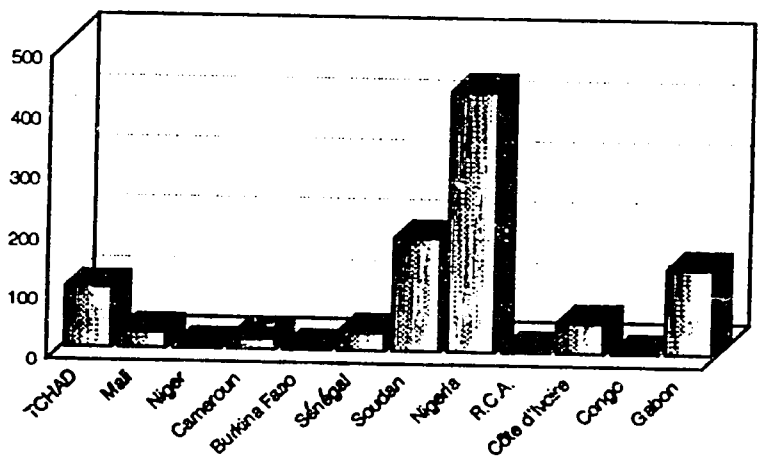


Import d'Armements en 1989

En % of de Imports



En millions de dollars E.U.



Source: PNUD, "Human Development Report 1992," Table 20, p.s 166-7.

BIBLIOGRAPHIE

Listes des Documents Consultés

Documents obtenus au Tchad:

Analyse Générale. Source unknown, portion of full document, found at BEAC N'Djamena office, July 1992.

Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Etudes et Statistiques, No. 172 - Mai 1990. N'Djamena, 1991.

Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Etudes et Statistiques, No. 182 - Mai 1991. N'Djamena, 1991.

Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Etudes et Statistiques, No. 186 - Novembre 1991. N'Djamena, 1992.

Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Etudes et Statistiques, No. 188 - Janvier 1992. N'Djamena, 1992.

Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC), Various Staff. Interviewed by IRIS team of Roger B. Jantio and Russell J. Nicely.

Banque Mondiale. Reforme des Entreprises Publiques. N'Djamena, Novembre 1991.

Banque Mondiale. Tchad, Développement du Secteur Privé: Evaluation du Potential et des Contraintes. Washington, D.C., 28 Mars 1989.

Bureau D'Assistance Aux PME. Plan D'Action Pour La Promotion Des Petites Et Moyennes Enterprises Tchadiennes du Secteur Privé Pour L'Entretien Routier, Plan d'Adjustement Sectoriel des Transports (PASET). N'Djamena, October 1990.

CEFOD - Documentation Collection Nationale D'Economie. Bulletin Economique, Fevrier 1991. N'Djamena.

Centre Internationl De Formation De La Profession Bancaire. Etude Du Secteur Financier Du Tchad. Paris, Décembre 1990.

Chambre Consulaire Du Tchad. Chambre Consulaire Du Tchad: Bulletin D'Informations Economiques, No. 4 Du 30 Juin 1991. N'Djamena, 1992.

Chambre Consulaire Du Tchad. Chambre Consulaire Du Tchad: Bulletin D'Informations Economiques, No. 6 Du 30 Novembre 1991. N'Djamena, 1992.

Chambre Consulaire Du Tchad. Chambre Consulaire Du Tchad: Bulletin D'Informations Economiques, No. 7 Du 31 Janvier 1992. N'Djamena, 1992.

Comite Monetaire National Reunion Du 28 Janvier 1992, Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Indicateurs Economiques. N'Djamena, 1992.

Comite Monetaire National Reunion Du 7 Avril 1992, Banque Des Etats De L'Afrique Centrale (BEAC). Indicateurs Economiques. N'Djamena, 1992.

Conseil National Du Credit. Conseil National Du Credit, Rapport 1989. N'Djamena.

Conseil National Du Credit. Conseil National Du Credit, Rapport 1990. N'Djamena.

Conseil National Du Credit. Decision De Caractere General No.2/91. N'Djamena, 19 Avril 1991.

Conseil National Du Patronat Tchadien. Bulletin Des Employeurs. N'Djamena.

Conseil National Du Patronat et Organisation International du Travail. Seminaire National Des Employeurs du Tchad, Rapport, Thème Central - La Problématique de la Promotion Des PME Au Tchad, 6-8 Mars 1991. N'Djamena, 1991.

Direction de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques. Estimation De La Population - Population Urbaine et Population Rural: Classement par actif et inactif, 1989-1992. N'Djamena 1992.

Direction de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques. Répartition De La Population Par Prefecture, 1989-1992. N'Djamena, 1992.

Director of Taxes. 1988-1991 Financial Reports for Air Tchad, Pharmat, Cotonchad, BIAT, BTCD, MCT, SIMAT, SONASUT, SOTEC, STAR, STEE. N'Djamena, July 1992.

Groupe National De Travail Pour L'Analyse et laa Programmation Nationales, Direction de la Coopération Technique: GNT/NATCAP. Coopération Technique Et Contexte National Situation Des Ressources Humaines Au Tchad. N'Djamena, Mai 1990.

Groupe National de Travail pour l'Analyse et la Programmation Nationales de la Cooperation Technique. Document - cadre d'orientation de la coopération technique. N'Djamena, Juin 1990.

InterAfricaine de Conseil et d'Assistance. Etude Sur Le Cadre Insititutionnel Et Juridique Du Secteur Des Entreprises Publiques, Rapport De Première Phase, Juillet 1990. Paris, France.

Inter G. Cadre De Base D'un Schema Directeur de Planification de Developpement Industriel et Artisanal. Mars 1991.

Livre Premier Des Prix, Dispositions Generales. From 1968, original source unknown, found at FAC office, French Embassy, N'Djamena, July 1992.

Louis Berger International, Inc., BCEOM, and CIRAD-IEMVT. Etude Des Perspectives De La Commercialisation Du Betail Et Des Produits De L'Elevage, Volume I: Rapport. Mai 1988.

Ministere Du Developpement Rural, Direction Generale, Developpement Rural. Rapport d'activités 1990-91, Conseil D'Administration. N'Djamena, 1991.

Ministère du Développement Rural, Direction Général, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Sécurité Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. Annuaire Statistique. N'Djamena, Avril 1992.

Ministère Du Développement Rural, Direction Général, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Sécurité Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. 2. Bilan Cerealier 1991/1992. N'Djamena.

Ministère du Développement Rural, Direction Général, Direction de la Promotion Des Productions Agricoles et de la Sécurité Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. 3. La Production des Oléagineux et Legumineuses 1991/1992. N'Djamena.

Ministere Du Developpement Rural, Direction General, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Securite Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. 1. Superfices et Productions Cerealieres de la Campagne 1991/1992. N'Djamena.

Ministere Du Developpement Rural, Direction General, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Securite Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. Tableau No.10 Tchad, Bilan Cerealier Ex-Post 1987/1988. N'Djamena.

Ministere Du Developpement Rural, Direction General, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Securite Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. Tableau No.10 Tchad, Bilan Cerealier Previsionnel 1989-1990, Actualise au 30/04/90. N'Djamena.

Ministere Du Developpement Rural, Direction General, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Securite Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. Tableau No.10 Tchad, Bilan Cerealier Previsionnel 1988/1989 au 30/06/89. N'Djamena.

Ministere Du Developpement Rural, Direction General, Direction De La Promotion Des Productions Agricoles Et De La Securite Alimentaire, Division De La Statistique Agricole. Tableau No.20 Tchad, Bilan Cerealier Previsionnel 1989/1990. N'Djamena.

Ministere Du Finance, Republique du Tchad. Ordonnance No. 001/PR - "Portant Budget General pour 1992, Tome Ia - II Depenses." N'Djamena, 1992.

Ministere De L'Economic Et Des Finances, Service Du Controle Des Societes D'Etate Et Etablissements Publics. Societes/Elements Sheet. N'Djamena.

Ministere De L'Elevage. Arrete No.64/ME/DG/91 - Fixant Les Conditions A Remplir Pour Etre Autorise A Importer Des Medicaments Veterinaires. N'Djamena, 1991.

Ministere De L'Elevage. Arrete No.473/NE/DG/91 - Fixant Les Conditions D'Obtention De L'Autorisation Prealable De L'Exercice De La Profession Veterinaire En Republique Du Tchad. N'Djamena, 1991.

Ministere De L'Elevage. Ordonnance No.005/PR/91 - Instituant La Profession Veterinaire En Republique Du Tchad. N'Djamena, 1991.

Ministere De L'Elevage. Ordonnance No.006/PR/91 - Portant Derogation Aux Conditions De Mise En Disponibilite Des Fonctionnaires Du Ministere De L'Elevage. N'Djamena, 1991.

Ministere De L'Elevage, Direction General, Direction De L'Elevage Et Des Ressources Animales, Direction De L'Elevage Et Des Services Veterinaires Project CILSS/Diagnostic Permanent I. Suivi Des Marches A Betail, Rapport Annuel 1991. N'Djamena, Juin 1992.

Ministere De L'Elevage, Direction General, Direction De L'Elevage Et Des Ressources Animales, Direction De L'Elevage Et Des Services Veterinaires Project CILSS/Diagnostic Permanent I. Suivi Des Marches A Betail, Rapport De Synthese Janvier - Juin 1991. N'Djamena, Novembre 1991.

Ministere De L'Elevage, Direction General, Direction De L'Elevage Et Des Ressources Animales, Direction De L'Elevage Et Des Services Veterinaires Project CILSS/Diagnostic Permanent I. Suivi Des Marches A Betail, Rapport Annuel 1990. N'Djamena, Septembre 1991.

Ministere De L'Elevage, Direction General, Direction De L'Elevage Et Des Ressources Animales, Direction De L'Elevage Et Des Services Veterinaires Project CILSS/Diagnostic Permanent I. Suivi Des Marches A Betail, Rapport Synthese Janvier - Juin 1990. N'Djamena, Decembre 1990.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Cadre D'Orientation De La Cooperation Technique Au Tchad. N'Djamena, Janvier 1992.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation, Des Etudes Economiques et Demographiques, Direction de la Statistique. Comptes Economiques: 1983 - 1992 (Donnees Recuiellies A Mi-Fevrier 1992." N'Djamena, Mars 1992.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1988-1993, Tome I: Programmation Financiere Des Projets. N'Djamena, Decembre 1989.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1988-1993, Tome I: Commentaires Sur Les Projets. N'Djamena, Decembre 1989.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1989-1994, Tome I: Progammation Financiere Des Projets. N'Djamena, Juin 1991.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1989-1994, Tome II: Commentaires Sur Les Projets. N'Djamena, Juin 1991.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1990-1995, Tome I: Programmation Financiere Des Projets. N'Djamena, Decembre 1991.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Programme D'Investissement 1990-1995, Tome II: Commentaires Sur Les Projets. N'Djamena, Decembre 1991.

Ministere Du Plan Et De La Cooperation. Tableau De Developpement Des Depenses d'Investissement, Tome III Ordonnance Portant Budget General Pour 1992. N'Djamena, 1992.

Office Nationale de Developpement Rural, Direction General, Ministere Du Developpement Rural. Nombre D'Exploitations Agricoles (E.A.) et D'Encadiens de Base (E.B.) en Zone Soudanienne sur Les Dix Dennieres es Annees. 1979-1989. N'Djamena.

Office Nationale de Developpement Rural, Direction General, Ministere Du Developpement Rural. Rapport D'Activities, 1990-91. N'Djamena, 1992.

Office Nationale Des Routes, Direction Generale, Direction Des Travaux, Service Promotion PME. Recensement Et Identification Des PME Du Secteur BTP - Analyse Diagnostique/Propositions De Developpement. N'Djamena, Avril 1991.

PASET. Chapitre I - Les Reformes De Politique Sectorielle. N'Djamena.

PASET. Gouvernment De La Republique Du Tchad Declaration De Politique Generale Dan Le Secteur Des Transports. N'djamena.

PASET. Plan D'Action Pour La Promotion Des Petites Et Moyenne Enterprises. Annexe 2.3, p.s 12-15. N'Djamena.

Protocol D'Accord, Portant Aide A La Reduction Des Effectifs De L'Armee Tchadienne. N'Djamena.

President de la Republique, Chef de L'Etate. Portant Creation du Haut Comite Ministeriel Pour La Promotion du Secteur Prive. N'Djamena, 22 Juillet 1992.

Presidence De La Republique, Caisse Autonome D'Amortissement Gestion De La Dette Publique. Tableau Synoptique De La Dette Exterieure Au 31/12/91. N'Djamena, 1992.

Presidence De La Republique, Caisse Autonome D'Amortissement Gestion De La Dette Publique. Tableau Synoptique De La Dette Exterieure Au 31/12/90. N'Djamena, 1992.

SODETEG. Etude de L'Endettment Croise Dans Le Secteur Public, Rapport Definitif, Tome I. Mars 1989.

SODETEG. Etude de L'Endettment Croise Dans Le Secteur Public, Annexes Statistiques, Tome II. Mars 1989.

SONASUT. Sucre, Campagne 1989/90, 1990/91, 1991/92. N'Djamena.

UNDP, Management Development Program. Seminaire Sur Le Devenir Du Secteur Public Tchadien Et Poursuite Du Programme MDP, Rapport De Mission, Confidentiel. N'Djamena, Mars 1992.

UNDP. Mission D'Evaluation du NATCAP Tchad. N'Djamena, 27 Novembre au Decembre 1990. N'Djamena, 1991.

UNDP. NATCAP, Analyse et Programmation Nationales de la Cooperation Technique, Methodologie. N'Djamena, Mai 1989.

UNDP. Tchad, Rapport 1991, Cooperation Au Developpement. N'Djamena, Juin 1992.

U.S. AID. Programme Rationale - Chad, FY 1989 to FY 1994. N'Djamena.

Documents Obtenus auprès de USAID-NDJAMENA

Dale W. Adams. Informal Finance in Low Income Countries: A Seminar Report. November 30, 1989. Agricultural Economics and Rural Sociology Occasional Paper #1631. Columbus,Ohio: Agricultural Finance Program, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ohio State University, March 1990.

Agricultural Cooperative Development International. Pilot Project for Fruit and Vegetable Marketing. September 1989.

Agricultural Finance Program, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ohio State University. Annotated Bibliography on Agricultural Credit and Rural Savings: XIV (A Special Issue on Formal and Informal Financial Markets and Related Issues for Chad, Niger, Senegal, and the Sahel), Preliminary Draft. Columbus, Ohio, March 1990.

Claude Arditi. Commerce, Islam, et Etate au Tchad, 1900-1990.

Jeffrey Ashe and others. The Pisces II Experience: Case Studies from Dominican Republic, Costa Rica, Kenya, and Egypt. Washington, D.C.: U.S. AID, December 1985.

Sarah Aston. Women's Enterprises and Tontines in Moundou, Chad. N'Djamena: VITA/Chad, June 1991.

J.E. Austin Associates. Cameroon: MAPS Private Sector Diagnosis, Draft Report. Washington, D.C.: U.S. AID, March 1990.

J.E. Austin Associates. MAPS: Kenya, Phase III - Private Sector Diagnosis, Final Report. Washington, D.C.: U.S. AID, November 1989.

M. Philippe Barrett. Rapport De Mission 1-3-88 to 11-5-88, Enquete Legere Sur Les Conditions De Vie Des Menages A N'Djamena. N'Djamena, Chad.

Elliot Berg Associates. Encouraging the Private Sector in Somalia. Washington, D.C.: U.S. AID, September 1982.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Premiere Phase - Synthese. Paris: Juin 1989.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Premiere Phase - L'Abattoir Frigorifique De Farcha. Paris: Juin 1989.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Deuxieme Phase - L'Abattoir Frigorifique De Farcha. Paris: Juillet 1990.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Premiere Phase - La Societe Industrielle De Materiel Agricole Du Chad (SIMAT). Paris: Juin 1989.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Premiere Phase - La Societe Nationale De Production Animale (SONAPA). Paris: Juin 1989.

Louis Berger International, Inc. Etude Diagnostique Des Enterprise Publiques - Rapport De Deuxieme Phase - La Societe Nationale De Production Animale (SONAPA). Paris: Juillet 1990.

K. Billerbeck and Y. Yasugi. Private Direct Foreign Investment in Developing Countries. Staff Working Paper #348, World Bank. Washington, D.C.: World Bank, July 1979.

James J. Boomgard. Developing Small Business in Indonesia: Reflections on the Central Java Enterprise Development Project. Washington, D.C.: U.S. AID, October 1988.

Business International. Critical Issues for American Investors in Cameroon. Washington, D.C.: U.S. AID, August 1990.

Business International. Critical Issues for American Investors in Togo. Washington, D.C.: U.S. AID, August 1990.

Andrew D. Cao. Banking and Business Finance in Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso: U.S. AID, August 1983, revised by Steve Haggblade August 1984.

Club du Sahel. The Private Sector in Senegal. Paris, France: Club du Sahel, November 1988.

L. Gray Cowan. Critical Issues in Privatization: Politics, Institutions, and Labor. Washington, D.C.: U.S.AID, Bureau for Program and Policy Coordination, Office of Policy6 Development and Program Review, May 1989.

L. Gray Cowan. Innovative Uses of A.I.D. Funds in Financing Privatization. Washington, D.C.: U.S.AID, Burea for Program and Policy Coordination, Office of Policy Development and Program Review, June 1989.

L. Gray Cowan. Privatization: A Technical Assessment. Washington, D.C.: U.S. AID, Bureau for Program and Policy Coordination, Office of Policy Development and Program Review, September 1987.

Mamadou Diomande, Elizabeth McDavid, and William Piatt. Human Resources Development Assistance (HRDA) Project 698-0463. N'Djamena, Chad: U.S. AID, August 1990.

Direction De L'Elevage Et Des Services Veterinaires et Bureau Interministerial D'Etudes Et De Programmation. Enquete Approfondie Sur Le Secteur Elevage Au Tchad. N'Djamena, Chad: Ministere De L'Elevage Et De L'Hydraulique Pastorale, Mai 1988.

Robert L. Garland. Business Law in Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso: U.S. AID, August 1983.

Chris Gerry et Kamel Hamida. Le Secteur Informel A N'Djamena, Version Finale. September 1988.

Claudio Gonzalez-Vega. The Ohio State University's Approach to Rural Financial Markets: A Concepts Paper. Agricultural Economics and Rural Sociology Occasional Paper #1248. Columbus, Ohio: Ohio State University, February 1986.

Douglas H. Graham and Carlos E. Cuevas. Rural Financial Markets in Niger: Markets, Institutions, and Experiments. Washington, D.C.: U.S. AID/SWA/SRO, July 1990.

William Grant and Petr Hanel. Etude du Secteur Prive au Mali. Bamako, Mali: U.S. AID, November 1989.

William Grant and others. Evaluation du Secteur de la Micro-Enterprise et Strategie au Burkina Faso - Volume 1: Rapport Principal. Bethesda, MD: DAI, August 1991. GEMINI Paper No. 18.

William Grant and others. Evaluation du Secteur de la Micro-Enterprise et Strategie au Burkina Faso - Volume 2: Annexes. Bethesda, MD: DAI, August 1991. GEMINI Paper No. 18.

Steve Haggblade. Private Sector Assessment: Synthesis Report for Burkina Faso. Burkina Faso: U.S. AID, December 1984.

Steve H. Hanke, Editor. Privatization and Development. San Francisco, CA: Institute for Contemporary Studies, International Center for Economic Growth, 1987.

Harvey and Company, Inc. AFR/MDI Africa Venture Capital Project (AVCP). Washington, D.C.: U.S. AID, August 1990.

The Hay Group. Privatization and Employment Policy: Issue Analysis. Washington, D.C.: U.S. AID, PPC-PDPR, June 1987.

Dina F. Haynes, Aziza Ismayel, and Katherine Stenberg. Micro-Enterprise Market Study. N'Djamena, September 19, 1990. For VITA, Peace Corps, & CARE.

Richard Hemming and Ali M. Mansoor, Fiscal Affairs Department, IMF. Privatization and Public Enterprises. IMF Working Paper, Unpublished Manuscript. February 25, 1987.

E.F. Hutton and Co., Inc. Alternative Financial Instruments for Less Developed Countries. Washington, D.C.: U.S. AID/PPC/PDPR/RPD, June 1987.

InterAfricaine De Conseil Et D'Assistance. Etude Sur Le Cadre Institutionnel Et Juridique Du Secteur Des Enterprises Publiques - Rapport De Premiere Phase. Paris, France: Juillet 1990.

Dr. Jacque Katuala. Projet De Seminaire/Atelier De Formation En Entreprenariat, La Creation et Le Management Des Petites Et Moyennes Enterprises Privees En Republique Du Tchad. Bangui, Republique Centrale Africaine: U.S. AID, Juin 1989.

Management Systems International and Alexander, MacLennan, Trundell and Company. Evaluation of the U.S. AID/Kenya Private Sector Program, Final Report. Nairobi, Kenya: U.S. AID, December 1989.

Margaret A. Lycette. Improving Women's Access to Credit in the Third World: Policy and Project Recommendations. Washington, D.C.: U.S. AID, June 1984.

R. Axel Magnuson. Marketing in Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso: U.S. AID, August 1983.

Ian W. Marceau. Privatization of Municipal Services in Sub-Saharan Africa. Washington, D.C.: U.S. AID, PPC-PDPR-EDP, October 1985.

Richard L. Meyer. Agricultural Credit Systems and Savings Mobilization: Issues and Problems. Agricultural Economics and Rural Sociology Occasional Paper #1308. Columbus, Ohio: Ohio State University, October 1986.

Ministere Du La Flan Et De La Cooperation, Direction De La Statistique, Des Etudes Economique Et Demographiques. Enquete Legere Sur Les Conditions De Vie Des Menages A N'Djamena. N'Djamena, 1988.

Menwouyellet Moussie. An Assessment of Grain Marketing in the Sahel: the Case of Burkina Faso. #113. Missouri: Lincoln University, Department of Agriculture and Office of International Programs. September 1985.

Jeremy Oppenheim. Private Sector Development in Mali. Bamako, Mali: U.S. AID, July 1987.

Dennis A. Rondinelli. Decentralizing Urban Development Programs: A Framework for Analyzing Policy. Washington, D.C.: U.S.AID, Office of Housing and Urban Programs, May 1990.

Norman Ulsaker. Agricultural Marketing in Chad: Preliminary Project Indentification Assessment. N'Djamena, Chad: U.S. AID, August 1989.

Division for the Regional Programme, Regional Bureau for Africa, UNDP. Development of the Private Sector in the African Region - Consolidated Report of In-Country and Sub-Regional Meetings. UNDP, April 1989.

UNDP. Tchad, Rapport 1989. N'Djamena, Avril 1991.

U.S. AID. Conference Sur La Privatisation Des Service Urbain. Meeting Report of Municipal Management Training Program of the Regional Housing and Urban Development Office of U.S. AID, 31 May - 3 June, 1988, Lome, Togo.

U.S. AID. International Conference on Privatization, February 17-19, 1986 Briefing Book. Washington, D.C.: U.S. AID, 1986.

Office of Market Development and Investment, Africa Bureau, U.S. AID. Promoting Market Development and Investment in Africa. Washington, D.C.: U.S. AID.

U.S. AID. Quick Reference Guide to Private Sector Projects in Latin America/Caribbean, Asia, and the Near East. Washington, D.C.: U. S. AID, October 1985.

Wharton Econometrics and Development Economics Group of Louis Berger International. The Role of the African Financial Sector in Development. Washington, D.C.: U.S. AID/AFR/DP.

World Bank. Toward Sustained Development in Sub-saharan Africa: A Joint Program of Action. Washington, D.C.: World Bank, September 1984.

World Bank, Africa Region, Sahel Department, Energy and Industry Division. Tchad/Developpement Du Secteur Prive: Evaluation Du Potentiel Et Des Contraintes. Washington, D.C.: World Bank, 28 March 1989.

Abdelwahid Mohamed Yacoub and Nadjiadjim Laoubara. Agricultural Marketing Study Conducted in the N'Djamena Area, June 13-July 18, 1989. N'Djamena, Chad: U.S. AID, 1989.

Arthur Young International. Financing Privatization Under Limited Capital Conditions. Washington, D.C.: U.S. AID/PPC/PDPR, November 1986.

Arthur Young International. Informal Financial Markets: Senegal and Zaire, Final Report. Washington, D.C.: U.S. AID, July 1989.

Robert C. Young. Small and Private Enterprise Development in Mali: Report and Recommendations from a visit to Mali. Washington, D.C.: U.S. AID, September 25, 1982.

Documents Obtenus aux Etats-Unis:

Africa, South of the Sahara 1992. 21st Edition. Kent, England: Europa Publications, Ltd., 1992.

The Africa Review. 14th Edition. Essex, U.K.: World of Information, 1990.

George Butler and Irving Rosenthal. Chad: Evaluation of the VITA Private Enterprise Project - Phase II. Arlington, VA: Ernst & Young, March 1990.

Central African States Development Bank. Annual Report, 15th Financial Year 1990/1991. Brazzaville, Congo: CASDB, 1991.

Club du Sahel. Could the Private Sector Provide the impetus for the Development of the Sahel? Paris, France: September 1989.

Thomas Collelo, editor. Chad, A Country Study. Washington, D.C.: Library of Congress, U.S. Government, 1990.

Andrew D. Cook, Carlos E. Cuevas, and Douglas H. Graham. Trader Finance in Chad and Niger: Case Studies for Agricultural and Pastoral Products. Columbus, Ohio: Agricultural Finance Program, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ohio State University, August 1990.

Carlos E. Cuevas. Informal Financial Markets in Africa: Main Issues and Selected Case Studies. Columbus, Ohio: Agricultural Finance Program, Department of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ohio State University, March 1990.

Office of Africa, International Trade Administration, U.S. Commerce Department. U.S. Trade With Sub-Saharan Africa. Washington, D.C.: February 21, 1992.

DAI. A Study of the Business Climate in Mali. Washington, D.C.: August 1988.

Samuel Decalo. Historical Dictionary of Chad. Second Edition. Metuchen, N.J.: The Scarecrow Press, Inc., 1987.

The Economist Intelligence Unit. Cameroon, CAR, Chad Country Profile 1991-1992. London, U.K.: Business International Limited, 1991.

The Economist Intelligence Unit. Cameroon, CAR, Chad Country Report No.1 1992. London, U.K.: Business International Limited, 1992.

The Economist Intelligence Unit. Cameroon, CAR, Chad Country Report No.2 1992. London, U.K.: Business International Limited, 1992.

The Economist Intelligence Unit. Cameroon, CAR, Chad Country Report No.3 1992. London, U.K.: Business International Limited, 1992.

E/DI. Segou Round Table. Washington, D.C.: U.S. AID, May 1989.

Ernst & Young. Chad: Evaluation of the VITA Private Enterprise Project - Phase II - Final Report. March 1990.

Experience, Inc. Chad: Agricultural Sector Review. Washington, D.C.: U.S. AID, 1991.

FAO. FAO Yearbook, Production 1990. Volume 44. Rome, Italy: FAO, 1991.

FAO. FAO Yearbook, Trade 1990. Volume 44. Rome, Italy: FAO, 1991.

Jean-Francois Hennart. The Informal Sector in Chad. College Park, MD: IRIS Center, 1991.

Ishrat Husain and John Underwood. African External Finance in the 1990s. Washington, D.C.: World Bank, 1991.

International Monetary Fund. International Financial Statistics, June 1992. Washington, D.C.: International Monetary Fund, June 1992.

General Economy Division, IMF Statistics Department, International Monetary Fund. Direction of Trade Statistics 1992 Yearbook. Washington, D.C.: 1992.

Roger B. Jantio. Chad Financial Sector and Private Sector Financing. College Park, MD: IRIS Center, 1991.

Labat-Anderson, Inc. Human Resources Development Assistance Project - Private Sector Training Needs Assessment. Washington, D.C.: U.S. AID, August 1990.

Lawrence Kent. Economics of Cereal Banks in the Sahel. Washington, D.C.: U.S. AID, March 1991.

John McKenzie. The State of Small-Business Programs in the Sahel, with Guidelines for Donor Agencies. Paris, France: Club du Sahel, March 1990.

Ministere Des Finances, De L'Economie & Du Plan, Direction Du Plan & Du Developpement. Code Des Investissements. N'Djamena, Juin 1975.

Nathan Associates. Analytical Framework for Assistance to the Informal Sector in the Sahel - Draft Final Report. Washington, D.C.: U.S. AID, February 28, 1990.

Secretariat Du Comite Monetaire De La Zone Franc. La Zone Franc, Rapport 1990. Paris: October 1991.

SRI International. Liberalization and Privatization of the Financial Sector: Final Report Guidelines and Case Studies. Washington, D.C.: U.S. AID, December 1989.

UNDP. Human Development Report 1992. New York, NY: Oxford University Press, 1992.

UNDP, World Bank. African Development Indicators. Washington, D.C.: World Bank, 1992.

UNDP, World Bank. African Economic and Financial Data. Washington, D.C.: World Bank, 1992.

World Bank. Country Briefs. Washington, D.C.: World Bank, January 4, 1991.

World Bank. Chad Economic Situation and Priorities. Washington, D.C.: World Bank, October 26, 1987.

World Bank. Social Indicators of Development 1991-92. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 1992.

World Bank. Trends in Developing Economies 1991. Washington, D.C.: World Bank, 1991.

World Bank. World Development Report 1992: Development and the Environment. New York, NY: Oxford University Press, 1992.

World Bank. World Debt Tables 1991-92. Volume I. Analysis and Summary Tables. Washington, D.C.: World Bank, 1991.

World Bank. World Debt Tables 1991-92. Volume II. Country Tables. Washington, D.C.: World Bank, 1991.

World Resources Institute. World Resources 1992-1993. New York, NY: Oxford University Press, 1992.

Arthur Young. The Informal Sector: Perspectives from the literature. Washington, D.C.: U.S. AID, February 1989.